

LES ESSENTIELS DE L'OCDE

TRACEY STRANGE

ANNE BAYLEY

LE DÉVELOPPEMENT D U R A B L E

À la croisée de l'économie, de la société et de l'environnement



LES ESSENTIELS DE L'OCDE

Le développement durable

*À la croisée de l'économie, de la société
et de l'environnement*

Par Tracey Strange et Anne Bayley



ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

L'OCDE est un forum unique en son genre où les gouvernements de 30 démocraties œuvrent ensemble pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux que pose la mondialisation. L'OCDE est aussi à l'avant-garde des efforts entrepris pour comprendre les évolutions du monde actuel et les préoccupations qu'elles font naître. Elle aide les gouvernements à faire face à des situations nouvelles en examinant des thèmes tels que le gouvernement d'entreprise, l'économie de l'information et les défis posés par le vieillissement de la population. L'Organisation offre aux gouvernements un cadre leur permettant de comparer leurs expériences en matière de politiques, de chercher des réponses à des problèmes communs, d'identifier les bonnes pratiques et de travailler à la coordination des politiques nationales et internationales.

Les pays membres de l'OCDE sont : l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, la Corée, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie. La Commission des Communautés européennes participe aux travaux de l'OCDE.

Les Éditions OCDE assurent une large diffusion aux travaux de l'Organisation. Ces derniers comprennent les résultats de l'activité de collecte de statistiques, les travaux de recherche menés sur des questions économiques, sociales et environnementales, ainsi que les conventions, les principes directeurs et les modèles développés par les pays membres.

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les interprétations exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de l'OCDE ou des gouvernements de ses pays membres.

Publié en anglais sous le titre :

OECD Insights

Sustainable Development

Les corrigenda des publications de l'OCDE sont disponibles sur : www.oecd.org/editions/corrigenda.

© OCDE 2008

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@efcopies.com.

Avant-propos

Depuis 1987 et la publication du rapport historique de la Commission Brundtland, notre réflexion sur le développement durable a beaucoup progressé. Les principes fondamentaux du rapport font aujourd'hui quasiment l'unanimité, à savoir que nos actes doivent tenir compte des effets sur l'environnement, l'économie et la société, et ne pas compromettre le bien-être des générations futures.

Depuis 20 ans, des avancées importantes ont été réalisées. Les gouvernements de la plupart des pays ont commencé à intégrer le développement durable dans leur action et leurs activités de planification. Partout dans le monde, des entreprises dynamiques se sont attachées à rendre plus durables leurs produits et leurs processus. Des initiatives ont été prises avec succès sur le plan local pour sensibiliser les citoyens à l'importance de leur participation à la réduction de la production de déchets, à la rénovation urbaine et à d'autres projets.

En dépit de tous ces efforts, il est cependant apparu que la mise en pratique des principes du développement durable n'était en rien simple ou directe. Après tout, les individus comme les institutions ont leurs habitudes, et les faire évoluer peut sembler une tâche insurmontable, même lorsque cela est manifestement nécessaire. La question essentielle reste de savoir si nous avons suffisamment progressé – ou pris suffisamment au sérieux les avertissements – pour bien appréhender les problèmes les plus importants et les plus urgents et pour nous y attaquer.

Des données solides attestent du fait que le climat se modifie, et les prévisions laissent entrevoir une multiplication des événements extrêmes qui risquent d'avoir des conséquences catastrophiques pour les systèmes sur lesquels s'appuient la vie et les sociétés humaines. La moitié environ des habitants de la

planète continuent de vivre avec moins de 2.50 dollars par jour et restent privés d'accès à une eau non polluée, à l'assainissement, à des soins de santé adéquats et à l'éducation – le contraste avec les niveaux de vie beaucoup plus élevés des pays développés est trop fort pour être acceptable. Certaines économies émergentes comme la Chine et l'Inde connaissent une croissance rapide qui entraîne une augmentation de la richesse, mais aussi de la demande énergétique et des problèmes de pollution. La mise au point de solutions permettant de placer la croissance sous le signe de la durabilité peut contribuer à réduire la pauvreté, à stimuler le développement et à préserver l'environnement. Leur mise en œuvre exige de la volonté politique et une coopération mondiale.

L'OCDE a joué un rôle de premier plan dans les efforts engagés en faveur du développement durable. Elle a soutenu de vastes activités de recherche sur les défis de la durabilité et s'est employée activement à définir des pratiques optimales dans des domaines comme la production et la consommation durables et la mesure du développement durable. L'un des principaux défis consiste à assurer la cohérence des politiques – à faire en sorte que les différentes mesures et pratiques concourent au même objectif. Cette cohérence de nos politiques et de nos institutions est essentielle pour obtenir de véritables avancées qui s'inscrivent dans la durée. L'OCDE, qui a à son actif de nombreuses réalisations en matière de recherche, d'analyse et de coopération internationale, est bien placée pour proposer des lignes d'action face à ces défis.

La série des *Essentiels de l'OCDE* a pour but d'éclairer le débat sur certaines questions clés auxquelles sont aujourd'hui confrontées nos sociétés et nos économies. Pour que le dialogue soit réellement utile, il faut dépasser le stade de l'échange de vues – aussi fortes que soient les convictions de chacun – pour s'intéresser aux faits et aux chiffres. Il faut aussi dépasser le langage technique. Après tout, c'est à la faveur de ce genre de dialogue largement ouvert qu'il sera possible d'élaborer les décisions recueillant la plus forte adhésion et de produire les meilleurs résultats.

Angel Gurría
Secrétaire général de l'OCDE

Remerciements

L'auteur souhaite remercier Patrick Love pour sa contribution éditoriale et les personnes suivantes pour leurs conseils précieux et leur participation :

Nick Bray, Emmanuel Dalmenesche, Adeline Destombes, Jeremy Hurst, Enrico Giovannini, Brian Keeley, Kumi Kitamori, Katherine Kraig-Ernandes Vincent Koen, Raili Lahlnalampi, Wilfrid Legg, Lorents Lorentsen, Marco Mira d'Ercole, Thorvald Moe, Helen Mountford, Christoph Müller, Mario Pezzini, Pierre Poret, Candice Stevens, Ton Boon von Ochssee.

Note sur les monnaies

Sauf indication contraire, il est fait référence au dollar américain.

Ce livre contient des...



StatLinks

**Accédez aux fichiers Excel®
à partir des livres imprimés !**

En bas à droite des tableaux ou graphiques de cet ouvrage, vous trouverez des *StatLinks*. Pour télécharger le fichier Excel® correspondant, il vous suffit de retranscrire dans votre navigateur Internet le lien commençant par : <http://dx.doi.org>. Si vous lisez la version PDF de l'ouvrage, et que votre ordinateur est connecté à Internet, il vous suffit de cliquer sur le lien. Les *StatLinks* sont de plus en plus répandus dans les publications de l'OCDE.

Table des matières

1. À la croisée des chemins	8
En guise de préambule...	10
Comment nous en sortons-nous?	12
Des nuages à l'horizon?	14
Où allons-nous?	17
De quoi est-il question dans ce livre?	18
2. Qu'est-ce que le développement durable?	22
En guise de préambule...	24
Définir le développement durable	26
Les trois piliers du développement durable	29
Compromis	31
Processus ou finalité?	34
3. Les défis d'un monde global	40
En guise de préambule...	42
La mondialisation : un processus ancien à une nouvelle échelle	44
Réduire de façon durable le fossé de développement Aller de l'avant	52 60
4. L'avenir est à nos portes	64
En guise de préambule...	66
Le partage équitable entre les générations	67
Apprendre à être durable : avec quels outils?	70
Il est temps d'agir	73
Planifier le futur	74
S'attaquer au problème numéro 1 : le changement climatique	77
S'éduquer au développement durable	84
5. La production et la consommation	86
En guise de préambule...	88
Une société matérialiste	89
Les deux facettes d'un même problème	92
Quel est le prix réel, et qui paie?	96
Que fait le gouvernement?	105
Et après?	109
6. Mesurer la durabilité	112
En guise de préambule...	114
Évaluer la durabilité : que mesurer et quand?	115
La dimension planétaire	123
Les études de durabilité	124
Qu'est-ce qu'une « bonne vie »?	126
7. Le gouvernement et la société civile	130
En guise de préambule...	132
L'heure des changements	133
Citoyens, société civile et progrès	134
Quel rôle le gouvernement doit-il jouer?	136
Les stratégies nationales	145
Qu'est-ce qui fonctionne?	146
La gouvernance de l'incertitude	151
Références	154

A black and white photograph of two Moai statues on a rocky shore. The statue on the left is in profile, facing left, and has a large, flat-topped headdress. The statue on the right is also in profile, facing right, and has a similar headdress. The background is a clear, light sky. A teal square with a white number '1' is overlaid in the top left corner.

1

La vie sur Terre repose sur un ensemble complexe d'interactions entre les hommes, l'environnement et les systèmes économiques. La croissance sans précédent de nos économies au xx^e siècle a affecté ces relations de façon à la fois positives et négatives. Les niveaux de pollution exercent une pression considérable sur l'environnement, tandis que l'immense richesse générée par la croissance ne bénéficie qu'à certaines parties du globe. Il est urgent de comprendre ce qui détermine la bonne santé de nos sociétés et de notre planète.

À la croisée des chemins



En guise de préambule...

Rapa Nui fascine les hommes depuis des siècles. Située à 3 700 kilomètres à l'ouest des côtes chiliennes et à plus de 2 000 kilomètres à l'est des îles polynésiennes de Pitcairn, cette île n'offre pourtant pas un climat paradisiaque et elle n'est plus vierge depuis longtemps. Si elle fascine, c'est parce qu'elle abrite un secret, un mystère. Baptisée île de Pâques par les explorateurs néerlandais du XVIII^e siècle, Rapa Nui attire des scientifiques du monde entier qui viennent y étudier les *moaï*, ces statues de pierre dont la démesure nous intrigue et nous déconcerte, à l'instar des pyramides de l'Égypte ancienne. Le pouvoir de fascination de ces monolithes gigantesques – 270 tonnes et 21 mètres de haut pour le plus grand – vient de ce qu'ils représentent des visages humains d'une taille phénoménale dont les regards se posent sur cette île isolée et sur les milliers de kilomètres d'océan qui l'entourent. Nous sommes émerveillés par la technique utilisée pour ériger ces structures colossales, et nous nous demandons comment des Polynésiens de l'âge de pierre, dépourvus de grues, d'outils en métal et d'animaux de trait, y sont parvenus. Seule une société à la fois densément peuplée, créative et complexe, peut être à l'origine d'une statuaire aussi imposante et sophistiquée. Cette société devait être assez prospère pour entretenir une classe d'artisans et se permettre de consacrer du temps et des ressources aux diverses activités nécessaires pour tailler, transporter et ériger, des centaines de statues. Mais le pouvait-elle vraiment? Lorsque les explorateurs européens y accostèrent aux XVIII^e et XIX^e siècles, l'île de Pâques comptait seulement quelques milliers d'habitants: c'était tout ce qu'il restait de la société qui avait érigé les statues. Quelque chose avait bouleversé la vie à Rapa Nui.

L'île, autrefois recouverte d'une forêt subtropicale, était désormais entièrement déboisée; au moins 22 espèces d'arbres et de plantes s'étaient éteintes. La plupart des sources alimentaires sauvages avaient disparu; la chasse excessive avait décimé presque toutes les espèces d'oiseaux sauvages. Faute d'arbres pour construire des pirogues, les gros poissons de haute mer étaient inaccessibles, et la pêche n'était possible que depuis le rivage. Des recherches ont montré que ces ressources en poissons étaient elles aussi épuisées. Qu'est-ce qui a ainsi conduit la civilisation de l'île de Pâques au bord de l'extinction, réduit sa population presque à néant et mis fin à une période florissante sur le plan culturel et créatif? Dans *Effondrement*, Jared Diamond avance le scénario suivant: les

Pascuans auraient continué à exploiter leurs ressources au-delà de leurs limites, alors que la fragilité écologique de l'environnement l'exposait à une destruction définitive. La cause exacte de la déforestation fait toujours l'objet de débats. Les Pascuans ont coupé les arbres pour en faire les rondins et les madriers nécessaires au transport des *moai*. Ils ont défriché la forêt pour étendre leurs terres agricoles. Ils ont également brûlé des arbres pour en tirer du charbon de bois. Autre hypothèse, les rats amenés dans l'île par ses premiers colons se seraient nourris des semences des arbres. Si l'effondrement de l'île de Pâques a inspiré des milliers de pages d'études et d'analyses, c'est notamment parce que les îles se prêtent à des études de cas intéressantes : elles représentent une sorte de boîte de Petri close où l'on peut étudier la cause et son effet. Mais l'île de Pâques nous intrigue également en raison de l'ampleur de sa dévastation, « l'exemple le plus extrême de destruction de la forêt dans le Pacifique et l'un des plus extrêmes du monde entier », selon Diamond. Le monde d'aujourd'hui a-t-il une leçon à tirer de cette expérience ? Qu'avons-nous à apprendre de ce récit édifiant ?

Les rapports entre les êtres humains et leur environnement ont toujours reposé sur une forme de réciprocité. Les Pascuans ont utilisé ce qui les entourait pour combler leurs besoins matériels et culturels, comme le font toutes les sociétés humaines. Mais ils n'ont pas perçu la nécessité de préserver l'équilibre de leurs « systèmes », en l'occurrence s'assurer que les arbres coupés étaient remplacés ; et s'ils l'ont perçue, ils n'en ont pas tenu compte. Lorsque le taux d'usage d'une ressource dépasse le taux auquel elle peut être reconstituée, elle diminue et finit par disparaître, au détriment de tout ce qui dépend d'elle : personnes, animaux et plantes.

La notion d'équilibre – l'équilibre entre l'utilisation de ressources et leur renouvellement, la pollution et ses répercussions sur les écosystèmes – est essentielle pour comprendre les défis du monde actuel. Même les émissions de CO₂, dont nous nous inquiétons tous de nos jours, ont un rôle bénéfique à jouer (elles favorisent la croissance des plantes qui les absorbent), mais à la condition que les proportions restent les bonnes : le dioxyde de carbone libéré dans l'atmosphère ne doit pas dépasser les capacités d'absorption de la photosynthèse. Les problèmes apparaissent en cas de déséquilibre, par exemple lorsque les océans, les plantes et les autres puits à carbone ne peuvent pas absorber des émissions excessives de CO₂, ce qui contribue alors au changement climatique.

Assurer l'équilibre des systèmes est une notion importante, dont la portée dépasse les préoccupations environnementales. Qu'on songe aux équilibres démographiques au sein d'une société donnée, aux interactions entre naissances, décès, émigration et immigration, ou à la nécessité pour nos économies de se doter d'un nombre suffisant de jeunes actifs pour remplacer les retraités et financer leurs pensions. Enfin, on peut se demander si une société peut rester stable lorsque ses ressources sont aux mains d'un petit nombre et que les autres en sont privés.

« D'après les prévisions, la population mondiale devrait augmenter [d'environ 2 milliards] entre aujourd'hui et 2050. Cette croissance, pour l'essentiel, sera le fait des pays en développement d'Asie et d'Afrique. Elle accentuera encore les pressions exercées sur des ressources et des systèmes qui, d'ores et déjà, sont loin de répondre aux besoins. »

Les risques émergents au XXI^e siècle : Vers un programme d'action

▶ Dans ce chapitre, nous nous intéresserons tout d'abord à l'état du monde actuel : quels progrès matériels l'ère industrielle a-t-elle apportés, et comment se traduisent-ils dans notre vie quotidienne ? Puis, nous décrirons le revers de la médaille : les inégalités sociales et économiques, ainsi que les impacts négatifs sur l'environnement. Enfin, nous nous demanderons où nous allons et quelles questions nous devrions nous poser à propos de la durabilité de nos sociétés.

Comment nous en sortons-nous ?

Si l'on se fie aux statistiques, le monde actuel est, en moyenne, un lieu prospère. La croissance a été plus forte dans la seconde moitié du XX^e siècle qu'au cours de toutes les périodes historiques précédentes. Depuis 1820, les revenus moyens ont été multipliés par huit, et la population par cinq.

« L'économie mondiale a été plus dynamique pendant ces 50 dernières années qu'elle ne l'a jamais été auparavant. Le PIB mondial a été multiplié par six entre 1950 et 1998, avec un taux annuel moyen de croissance de 3.9% [...], contre 1.6% entre 1820 et 1950 et 0.3% entre 1500 et 1820. »

L'économie mondiale : Une perspective millénaire

L'espérance de vie globale à la naissance est passée d'environ 30 ans en 1800 à 67 ans en 2000, et à 75 ans dans les pays riches. Dans les pays dotés de bons systèmes de santé, la mortalité infantile est tombée à des niveaux très bas, et la vaccination a pratiquement éliminé toutes les maladies infantiles potentiellement mortelles.

Notre époque se caractérise également par l'intensité de sa production culturelle et de ses capacités techniques. L'«ère de l'information», comme nous l'appelons, met à notre portée une quantité presque infinie de données, pourvu que nous ayons accès à la technologie qui nous y relie. Films, pièces de théâtre, livres, musique, études scientifiques, analyses et points de vue sur tous les sujets, de la politique aux sports, sont aisément accessibles, ce qui rend possible une société mieux informée et plus consciente qu'à toute autre époque.

Et ce n'est pas seulement en tant qu'individus que nous acquérons ou consommons tous ces contenus : nous en discutons, les affinons et interagissons avec eux en collaboration les uns avec les autres. Dans Internet, les blogues, les plates-formes wiki et les fils de discussion ont créé un nouveau carrefour d'information à mi-chemin entre communication « officielle » et communication « informelle ». Certains blogueurs deviennent de véritables autorités dans leur domaine et pèsent sur les tendances, tandis que les contributeurs aux plates-formes wiki sont largement lus. Les canaux d'information se sont fondamentalement ouverts, ce qui nous donne la possibilité et la responsabilité de comprendre ce qui se passe autour de nous – à condition d'apprendre à utiliser à bon escient toutes ces informations.

Les choix qui nous sont offerts se sont multipliés dans presque tous les domaines : scolaire, professionnel et personnel. En tant qu'étudiants, nous pouvons choisir entre des centaines de disciplines offertes dans un nombre croissant d'établissements d'enseignement dispensant des diplômes. Des programmes tels que le programme Erasmus de l'UE encouragent les jeunes à étudier à l'étranger, à apprendre une autre langue, une autre culture, ou simplement à suivre une formation particulière qui n'est pas offerte dans leur pays.

La mondialisation des affaires, de la science et de la culture, a également démultiplié nos choix professionnels : nous pouvons ainsi être mutés dans une autre ville, nous expatrier pour travailler

à l'étranger ou voyager régulièrement de bureau en bureau à travers le monde. Dans l'ensemble, nous sommes plus riches, nous vivons plus longtemps et nous sommes plus éduqués et plus mobiles. Mais cela peut-il continuer ainsi ? Cela sera-t-il également vrai pour les générations futures ? Et partout dans le monde ?

Des nuages à l'horizon ?

« Si chacun utilisait l'énergie et les ressources comme nous le faisons dans le monde occidental, nous aurions besoin d'au moins trois Terres de plus. Or nous n'en avons qu'une. »

Mona Sahlin, ex-ministre du Développement durable de la Suède,
Institutionalising Sustainable Development

Bien que de nombreuses sociétés contemporaines soient très avancées, nous sommes témoins de contradictions troublantes. En particulier, les inégalités sont frappantes entre ceux qui jouissent des fruits de ce développement avancé et ceux qui vivent dans des conditions où un tel développement ne peut se réaliser faute d'accès à des moyens que l'on tient pour acquis dans les pays développés.

Le monde est divisé en deux : d'une part, ceux qui ont accès à l'eau et à un assainissement adéquat, à l'énergie, aux soins de santé et à l'éducation, et, d'autre part, ceux qui en sont privés. On estime que 1.1 milliard de personnes dans le monde n'ont pas accès à l'eau potable. Ce n'est pas une question de confort : les maladies liées à l'eau sont la seconde cause de mortalité chez les enfants ; environ 1.8 million d'enfants meurent chaque année de maladies causées par la consommation d'eau insalubre ou un assainissement inadéquat. Les maladies dues à la mauvaise qualité de l'eau et de l'assainissement empêchent les enfants d'aller à l'école et les adultes de travailler, tandis que la quête d'eau dans les endroits où elle fait défaut ampute la vie quotidienne des femmes et des filles d'un temps précieux qu'elles pourraient utiliser pour aller à l'école ou pour travailler et améliorer leur situation économique.

Selon le *Rapport mondial sur le développement humain* des Nations Unies et des experts de l'eau tels que le professeur A.K. Biswas, le problème ne tient pas à la rareté de l'eau mais à sa mauvaise gestion. Ainsi, la quantité d'eau gaspillée par les fuites de robinets dans le monde développé dépasse la quantité d'eau dont

dispose le milliard de personnes qui manquent de cette ressource dans le monde en développement. Réparer ces fuites ne pourra pas, d'un coup de baguette magique, résoudre les problèmes d'accès à l'eau. Cependant, il existe des techniques éprouvées pour utiliser au mieux l'approvisionnement en eau ; si on les intègre dans l'approche de la gestion de l'eau, les choses pourraient s'améliorer de façon spectaculaire.

Alors que les habitants des pays les moins développés manquent souvent de l'essentiel pour satisfaire leurs besoins élémentaires, être en santé et avoir une bonne qualité de vie, ceux du monde développé souffrent de surabondance. Les pays les plus pauvres sont confrontés aux conséquences terribles de maladies en grande partie évitables, comme le paludisme et le sida, tandis que les pays les plus riches combattent des épidémies dues aux excès, telles que le diabète de type 2 et les cardiopathies causés par l'obésité. La coopération internationale, qu'elle soit bilatérale, c'est-à-dire entre deux gouvernements, ou multilatérale, à travers des institutions comme les Nations Unies, l'OCDE ou la Banque mondiale, est plus importante qu'elle ne l'a jamais été dans l'histoire. Il subsiste cependant des conflits armés qui font peser une insécurité et une vulnérabilité extrêmes sur ceux qui s'y trouvent impliqués. La population mondiale continue de s'accroître. Selon les prévisions, elle devrait passer de 6.5 milliards à plus de 8 milliards entre aujourd'hui et 2050. De plus en plus de gens vivent dans les villes, et quiconque en a les moyens consomme davantage de ressources. Les objets prennent une place croissante dans nos vies. La prolifération des marchés et des produits, ainsi que la facilité des échanges, élargit plus que jamais nos choix en matière de consommation, tout comme elle accroît leurs conséquences.

Les avancées permises par le développement économique ont profondément modifié notre façon de vivre par rapport aux siècles précédents, mais elles ont également causé des problèmes dont les conséquences sont potentiellement tragiques. Le plus visible est le réchauffement climatique, dont il est beaucoup question en ce moment, en particulier depuis que le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat a publié, en 2007, un rapport confirmant que les changements significatifs qui affectent le climat sont presque certainement attribuables aux activités humaines. Mais le développement économique est également à l'origine de nouveaux défis sociaux : les pays progressent à des

rythmes différents, et il y a de grandes disparités en matière de qualité de vie au sein de chaque pays. Dans de nombreux pays, la croissance économique s'accompagne d'un élargissement, et non d'un rétrécissement, du fossé qui sépare les pauvres des riches.

Le changement climatique illustre bien le problème plus vaste – de nature à la fois pratique et philosophique – des dangers qu'entraîne la perturbation de l'équilibre de nos écosystèmes. Sommes-nous en train de pousser à bout nos sociétés et notre environnement ? Allons-nous au-delà des capacités de régénération de nos écosystèmes ? Créons-nous des déséquilibres sociaux impossibles à corriger ? Comme les Pascuans, nous serions-nous lancés dans une course vers l'abîme sans même nous en rendre compte ?

« La disparition d'éléments clés d'un écosystème peut en modifier l'équilibre interne et entraîner des transformations à long terme ou définitives. »

Préserver la biodiversité et promouvoir la sécurité biologique
(« Synthèses de l'OCDE »)

Un système qui fonctionne, c'est-à-dire à l'état d'équilibre, tend à créer en permanence les possibilités de son renouvellement. Par exemple, une terre restera toujours fertile si elle est bien exploitée et mise en jachère assez longtemps pour régénérer ses nutriments. Dans le cas contraire, la qualité de son sol se dégradera, parfois jusqu'à en devenir stérile. De la même façon, les espèces végétales sauvages se renouvellent de façon naturelle, mais elles peuvent s'effondrer, voire disparaître, si on les exploite de façon excessive.

Cette notion peut même être étendue aux êtres humains et à leurs interactions. Ainsi, des enfants qui bénéficient d'une bonne alimentation, d'une bonne éducation, et dont on prend soin, ont tendance à s'épanouir et à conserver tout au long de leur vie la capacité d'apporter une contribution à leur communauté. Privez-les de tous ces bienfaits, et le résultat sera vraisemblablement très différent. C'est également vrai au niveau d'une société et d'un gouvernement : les abus, les conflits et les privations peuvent entraîner l'effondrement de sociétés entières.

La même logique s'applique aux systèmes économiques et aux marchés. Les déséquilibres entre l'offre et la demande, entre l'épargne et les dépenses ou entre les prêts et l'investissement

peuvent entraîner crises, récessions et dépressions économiques. En raison de la complexité extrême de l'économie mondiale, même les économistes les plus doués ne sont toujours pas en mesure de prévoir avec fiabilité quand, et pour quelles raisons, de tels événements risquent de survenir. Ce que nous savons, en revanche, c'est qu'il est essentiel d'assurer un certain équilibre dans tous les systèmes économiques, environnementaux et sociaux, ainsi qu'entre chacun de ces systèmes, si l'on veut qu'ils soient durables.

Le problème est que nous ne savons pas quand le seuil critique de ces systèmes sera atteint et dépassé. Continuer à aller de l'avant, même au-delà de ces seuils, revient à prendre un risque considérable. L'avenir que nous préparons entraînera-t-il la défaillance, toujours plus fréquente et moins prévisible, de systèmes essentiels à la vie sur Terre? Et, aujourd'hui même, les avancées économiques et sociales ne bénéficient-elles pas seulement à certains, tandis que les autres restent aux prises avec les privations et les conflits?

Où allons-nous?

Ces deux derniers siècles, la taille de l'économie a été multipliée par six à l'échelle mondiale, et presque par dix dans les régions qui ont été les premières à s'industrialiser. Les niveaux de vie, de santé et d'éducation se sont considérablement améliorés. Simultanément, la consommation de charbon a entraîné l'apparition d'un smog mortel en Angleterre et aux États-Unis, la pollution de l'eau a dévitalisé des lacs entiers, les systèmes d'irrigation créés pour la culture du coton ont réduit la mer d'Aral à une fraction de ses dimensions d'origine, et, aujourd'hui, l'utilisation de combustibles fossiles cause des changements climatiques. De plus, malgré les avancées économiques et technologiques, il subsiste des inégalités importantes en matière de prospérité, de chances et de niveaux de vie. La question est donc la suivante : pouvons-nous dès maintenant mieux gérer le développement ?

Quels sont les principes moteurs de ces phénomènes? Quel futur préparent-ils pour les générations à venir? Tout en nous développant sur les plans économique et social, et cela vaut pour les individus, les gouvernements et les entreprises, nous avons besoin de principes directeurs qui nous aideront à faire les bons choix.

« Le développement non durable a entraîné une dégradation et une pollution de l'environnement telles qu'il constitue désormais, avant même l'injustice sociale, la contrainte majeure qui limite la poursuite de la croissance. »

Emil Salim, *Institutionalising Sustainable Development*

Mais devons-nous vraiment faire un choix entre le progrès et la gestion avisée des systèmes dont nous sommes tributaires? Chaque jour, nous entendons parler de nouvelles technologies qui peuvent être bénéfiques à la fois aux personnes, à l'économie et à l'environnement : des programmes publics de santé donnant de meilleurs résultats pour un plus grand nombre, des énergies de remplacement efficaces pour de nombreux produits et processus dont nous sommes devenus dépendants, ou des matières premières non toxiques et durables.

Si les Pascuans étaient conscients de la diminution de leur base de ressources, l'histoire montre qu'ils n'ont pas pris les mesures nécessaires pour rester en deçà du seuil critique. Aujourd'hui, nombreux sont ceux qui réalisent que notre monde, lui aussi, est soumis au stress et, à tout le moins, à des problèmes fondamentaux auxquels nous devons trouver des solutions. Les faits donnent à penser que nous devons mieux gérer nos ressources naturelles, mieux garantir aux hommes les moyens de leur développement et mieux coordonner nos actions afin de préserver tout ce qui nous est nécessaire pour survivre, poursuivre notre chemin et prospérer.

L'heure est venue d'inventer un mode de développement dépourvu d'effets secondaires négatifs sur la société et l'environnement et qui bénéficie au plus grand nombre. Pour les habitants de l'île de Pâques, terre isolée aux ressources écologiques limitées, le seul moyen d'éviter le désastre consistait peut-être à planifier l'avenir avec prudence. En irait-il de même pour nous, qui vivons à une tout autre échelle?

De quoi est-il question dans ce livre ?

Personne ne sait à quoi ressemblera l'avenir. Sera-t-il radieux ou sombre, propre ou sale, en paix ou en proie aux guerres? Que serons-nous en mesure d'accomplir avec les outils dont nous disposons? Les progrès technologiques ont rendu beaucoup

de choses possibles, mais certains signes indiquent que nous approchons de seuils au-delà desquels les conséquences négatives peuvent devenir plus que de simples désagréments.

Parce que nous sommes chaque jour plus conscients de la fragilité de notre monde, nous cherchons plus résolument des solutions, non pas à des problèmes ponctuels, mais à des approches erronées du développement qui sont à la fois myopes et autodestructrices. Des scientifiques, des hommes politiques et des citoyens venant de tous les horizons ont apporté leurs lumières à ce débat en cherchant des moyens d'établir un équilibre entre les bénéfices de la croissance et les inconvénients qu'elle peut entraîner si elle n'est pas mise en œuvre avec prudence et intelligence.

«L'avenir de l'humanité est façonné aujourd'hui par des problèmes auxquels aucune nation ne peut à elle seule s'attaquer. La coopération multilatérale est déterminante pour relever les défis de ce nouveau monde» (Angel Gurría, «Making the Most of Globalisation: The OECD and the MENA countries»).

Nous possédons actuellement tous les outils et toutes les connaissances nécessaires pour planifier notre développement de façon *durable*, et ce en tenant compte de toutes ses dimensions et en privilégiant les options qui assurent le plus haut niveau de bien-être à long terme. Cependant, déterminer les problèmes prioritaires et procéder aux changements qui s'imposent est tout sauf une tâche aisée. Le **développement durable** nous offre la possibilité d'évaluer la situation actuelle, de fixer les objectifs qui donneront les meilleurs résultats et de faire les bons choix quant à la direction que nous voulons prendre.

Le chapitre 2 analyse le concept de développement durable, son histoire et le sens qu'il a pour nous aujourd'hui.

Le chapitre 3 se penche sur la dimension mondiale du développement durable et sur la façon dont les économies, qu'elles soient riches, pauvres ou émergentes, peuvent adopter une trajectoire durable.

Le chapitre 4 explique pourquoi il est essentiel de planifier l'avenir et gérer nos ressources, à la fois économiques, humaines et naturelles, pour continuer à faire avancer nos sociétés sans laisser un héritage indésirable aux générations futures.

Le chapitre 5 s'intéresse à nos comportements de production et de consommation et au rôle crucial qu'ils jouent pour atteindre les objectifs du développement durable.

Le chapitre 6 montre comment on peut mesurer les différents aspects du développement durable, et l'importance de ces mesures.

Le chapitre 7 examine comment les gouvernements et la société civile œuvrent de concert à la création d'incitatifs, de règles et de réglementations, qui rendent possible le développement durable.

Tout au long de cet ouvrage, différents encadrés jettent un éclairage sur le rôle joué par les technologies dans le développement durable.

À propos de l'OCDE

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) est un forum au sein duquel 30 démocraties de marché œuvrent de concert pour relever les défis économiques, sociaux et de gouvernance, que posent une économie chaque jour plus mondialisée. Ces 30 économies représentent 75 % du commerce mondial.

La création de l'OCDE remonte au plan Marshall, mis en œuvre après la Seconde Guerre mondiale pour reconstruire les économies européennes, favoriser une croissance économique durable, l'essor de l'emploi et la progression du niveau de vie. Ces objectifs restent au cœur de la mission de l'OCDE, qui s'efforce également de contribuer à une expansion économique saine, dans les pays membres et ceux en développement, et à l'expansion du commerce mondial sur une base non discriminatoire. Dans cette optique, l'OCDE a tissé des liens avec de nombreuses économies émergentes.

Les chiffres sont au cœur des travaux de l'OCDE. L'Organisation est l'une des sources de données comparées parmi les plus importantes et les plus fiables au monde, notamment en matière d'indicateurs économiques, d'éducation et de santé. Grâce à ces données essentielles, les gouvernements des pays membres peuvent comparer leurs expériences en matière d'action publique. L'OCDE élabore également des lignes directrices, des recommandations et des modèles dans des domaines tels que la fiscalité et les questions techniques, où la coopération internationale est vitale pour que chaque pays continue à aller de l'avant dans une économie mondialisée.

www.oecd.org

L'OCDE et le développement durable

Les ministres de l'OCDE considèrent que le développement durable est un objectif primordial de leurs gouvernements et de l'OCDE elle-même, et ses pays membres ont une responsabilité particulière en la matière à l'échelle mondiale. Les activités de l'OCDE liées au développement durable sont passées en revue par la Réunion annuelle d'experts du développement durable (RAEDD), constituée de délégués des pays membres qui coordonnent des projets spéciaux et évaluent les progrès accomplis dans l'intégration des concepts de développement durable dans le travail d'ensemble de l'Organisation.

Nombre des activités de l'OCDE, de l'analyse du changement climatique à la coopération pour le développement en passant par la responsabilité sociale des entreprises, sont liées au développement durable. Le site www.oecd.org/developpementdurable offre des liens vers de nombreux projets et sources d'information qui jettent un éclairage sur ces questions.

2



Si les conséquences d'un développement non maîtrisé ou mal géré sont impossibles à prévoir avec précision, nous savons qu'elles peuvent être négatives, coûteuses et irréversibles. Nous disposons cependant d'un outil précieux, le développement durable, qui nous permet d'envisager tous les aspects de notre impact sur la planète, et de le gérer de façon responsable à long terme, pour le plus grand bénéfice de toutes nos sociétés.

A black and white photograph of a field of tall, dry grasses. The grasses are dense and fill most of the frame. In the upper right corner, there is a dark, overcast sky. A teal-colored rectangular box is overlaid on the top portion of the image, containing white text.

Qu'est-ce que
le développement
durable ?

En guise de préambule...

Quand elle s'occupe de son jardin luxuriant, Monique Huteau n'hésite pas à plonger les mains dans la terre. Fraises, salades, courges, pommes de terre... sa production couvre une bonne partie des besoins de sa famille, et ce qu'il lui manque, elle se le procure dans la grande surface du coin. Cette infirmière récemment retraitée trouve aussi le temps de faire la cuisine et le ménage, de prendre soin de ses petits-enfants et de peindre des aquarelles. Elle le fait chez elle, à la campagne, à quelques minutes de Poitiers, en France.

Au cours de sa carrière, comme la plupart de ses neuf frères et sœurs, Monique a bien mieux gagné sa vie que ses parents – des agriculteurs pauvres de la région de l'Anjou, dont tous les enfants vivent aujourd'hui dans des maisons bien entretenues, conduisent de belles voitures et prennent des vacances chaque année dans des pays lointains. Tout cela, Monique et son mari, un enseignant à la retraite, l'ont obtenu en travaillant dur, en faisant des économies et en plaçant intelligemment leur argent, mais aussi grâce au système français de prestations sociales, qui a maintenu leurs frais de scolarité et médicaux à un bas niveau, tout en leur assurant un revenu de retraite convenable. Monique en convient parfaitement : les gens de sa génération ont bénéficié d'opportunités que n'ont pas eues leurs parents et vivent par conséquent des vies très différentes, tant sur le plan matériel que social.

Monique n'est qu'un exemple parmi beaucoup d'autres dans les pays de l'OCDE. Même lorsque leurs revenus sont relativement modestes, des générations de gens ayant grandi dans les privations et les épreuves peuvent maintenant combler leurs besoins essentiels et disposent d'un revenu discrétionnaire leur permettant de s'accorder un peu de luxe. Cette évolution s'est accompagnée d'un certain nombre d'avantages sociaux : le niveau d'éducation a augmenté ; les soins de santé bénéficient à un plus grand nombre ; les congés payés et les régimes de retraite garantissent un temps de loisir ; et la mobilité géographique et sociale est plus grande.

De fait, ce sont les avancées d'ensemble réalisées dans de nombreux domaines par le monde dit « développé » qui permettent une telle qualité de vie. Toutes ces améliorations se sont cependant accompagnées de signes inquiétants indiquant que cette croissance a un coût que l'on ne peut plus continuer d'ignorer.

À elle seule, toute la prospérité économique du monde ne peut résoudre un problème comme le changement climatique. Si la situation s'aggrave, c'est parce que la croissance n'est pas maîtrisée – il suffit de penser au nombre croissant de personnes qui conduisent des voitures et prennent l'avion. En outre, la croissance économique moyenne ne dit rien sur les inégalités de revenus : si elle enrichit seulement un petit nombre, cela peut être au détriment des gains tangibles ou des améliorations de la majorité.

Ensuite, ces problèmes sont aggravés par les défis auxquels le monde en développement est confronté – qu'il s'agisse des pays à croissance rapide, comme la Chine et l'Inde, ou de ceux qui, comme de nombreux pays d'Afrique subsaharienne, sont loin de posséder ce que les pays riches tiennent pour acquis : paix, accès aux soins de santé de base, éducation, approvisionnement à peu près fiable en eau potable, etc.

Enfin, la Terre offre-t-elle assez de ressources pour permettre à 6.5 milliards de personnes de mener ce style de vie ? On estime que plus de 50 milliards de tonnes de ressources naturelles ont été extraites des écosystèmes de la planète en 2002, soit une augmentation d'un tiers en tout juste 20 ans. En 2020, selon les taux de croissance économique anticipés, nos besoins devraient atteindre 80 milliards de tonnes. Est-il sage d'utiliser les ressources de notre planète à ce rythme ? Pouvons-nous et devons-nous continuer à suivre le modèle de développement actuel ?

Ces problèmes ne sont pas nouveaux. L'accumulation de mauvaises habitudes et de pratiques « non durables » semble être à l'origine des pressions extrêmes qui pèsent sur les sociétés et l'environnement. Le monde connaît une croissance économique sans précédent, mais il s'est en même temps lancé dans une course menant à l'épuisement de ses ressources et à de graves crises sociales, et les méthodes classiques se sont révélées inefficaces face à ces problèmes. Si nous voulons inverser ces tendances négatives, c'est la notion même de développement qui doit changer : sa philosophie et son application. Comme l'a écrit Albert Einstein : « Le monde que nous avons créé est le résultat de notre niveau de réflexion, mais les problèmes qu'il engendre ne sauraient être résolus à ce même niveau. »

► L'expression « développement durable » revient souvent dans les débats spécialisés, notamment dans les programmes politiques et dans les sites Internet de certaines entreprises, et un nombre

croissant d'universités proposent des programmes dans ce domaine. Le développement durable est devenu une sorte de pierre de touche conceptuelle, une des idées qui définissent la société contemporaine. Mais quel est le sens exact de ce concept ? Quelle est son origine ? Que recouvre-t-il ? Et comment pouvons-nous l'utiliser dans notre vie courante et nos systèmes de gouvernance ? Autant de questions que nous aborderons dans ce chapitre.

Définir le développement durable

Développement : action ou processus consistant à se développer ; croissance ; progrès.

Développement durable : développement qui répond aux besoins d'aujourd'hui sans remettre en question la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins.

L'expression « développement durable » a commencé à être largement acceptée à la fin des années 80, après être apparue dans le document *Notre avenir à tous*, appelé aussi Rapport Brundtland. Ce rapport est le fruit d'une commission réunie par l'ONU pour proposer « un programme global de changement » en ce qui a trait au concept et aux pratiques de développement. Il montre qu'il est urgent de repenser nos façons de vivre et de gouverner. Pour « répondre d'une façon responsable aux objectifs et aux aspirations de l'humanité », il est nécessaire de trouver de nouvelles manières d'aborder les vieux problèmes, ainsi que de mettre en place une coopération et une coordination internationales.

La Commission mondiale pour l'environnement et le développement – c'est son nom officiel – entendait attirer l'attention du monde sur « la dégradation accélérée de l'environnement et des ressources naturelles, ainsi que [...] ses conséquences sur le développement économique et social ». En établissant la Commission, l'Assemblée générale de l'ONU a explicitement mis l'accent sur deux idées importantes :

- les « bien-être » de l'environnement, des économies et des populations sont inextricablement liés ;
- le développement durable requiert une coopération à l'échelle mondiale.

Le développement durable est synonyme d'intégration. Cela signifie que le développement doit s'opérer d'une manière qui profite au plus grand nombre de domaines possible, au-delà des frontières et même entre les générations. Autrement dit, nous devons prendre des décisions en tenant compte de leurs répercussions potentielles sur la société, l'environnement et l'économie, tout en gardant à l'esprit que nos actions auront des effets dans d'autres lieux et dans le futur.

Nous avons tendance à compartimenter les choses et à les classer par divisions et ministères. Résultat, nous envisageons rarement les gouvernements, les communautés et même les ménages dans leur globalité. Par exemple, les ministères de l'Agriculture, des Finances, de l'Intérieur et des Affaires étrangères traitent chacun les questions qui entrent dans leur domaine de compétence. De la même façon, nous divisons notre vie quotidienne en tâches distinctes : travail, repos, courses et vacances. Cela ne signifie pas que nous soyons *incapables* de penser l'entreprise, le gouvernement ou la vie de famille comme un « tout » – nous le faisons lorsque nous établissons le budget de notre ménage ou la stratégie de notre entreprise. Cependant, nos vies sont devenues si occupées et si complexes que nous avons parfois du mal à prendre le temps de penser au-delà de nos préoccupations les plus urgentes ou les plus évidentes. Souvent, comme le dit le vieux dicton, l'arbre cache la forêt.

C'est précisément ce travers que le concept de développement durable permet d'éviter. Comment envisageons-nous nos liens avec le monde qui nous entoure, et quelles politiques confortant cette vision du monde attendons-nous de nos gouvernements ? Sur ces questions, le concept de développement durable a permis d'articuler plusieurs changements de perspective essentiels.

« Les pouvoirs publics sont donc mis au défi de concilier des pressions contradictoires sur les ressources naturelles et sociales sans sacrifier le progrès économique. »

Développement durable : Les grandes questions

Tout d'abord, il nous a fait prendre conscience que la croissance économique n'est pas suffisante en soi : les aspects économiques, sociaux et environnementaux de toute action sont *interconnectés*. Tenir compte d'un seul aspect à la fois débouche sur des erreurs de jugement et entraîne des conséquences « non durables ».

2. Qu'est-ce que le développement durable ?

Par exemple, l'expérience a montré que la priorité exclusive accordée aux marges de profit entraîne des dégâts sociaux et environnementaux qui sont coûteux pour la société sur le long terme. Dans le même ordre d'idées, on ne peut pas prendre soin de l'environnement et fournir aux gens les services dont ils ont besoin sans s'appuyer, au moins en partie, sur des ressources économiques.

Ensuite, le développement durable étant par nature interconnecté, ou interdépendant, il est indispensable de regarder au-delà des frontières – qu'elles soient géographiques ou institutionnelles – si l'on veut être en mesure de coordonner des stratégies et de prendre de bonnes décisions. Il est rare qu'un problème relève d'un seul domaine de compétences prédéfini – par exemple un organisme gouvernemental précis ou un interlocuteur unique. La coopération doit par conséquent faire partie intégrante du processus de prise de décision si l'on veut qu'il débouche sur des solutions intelligentes.

Prenons l'exemple des produits agricoles génétiquement modifiés. Au plan national, il est impossible de prendre des décisions avisées en matière de production, de consommation et de développement des OGM sans la participation des ministères de l'Agriculture, de l'Environnement, du Commerce, de la Santé et de la Recherche. Ces ministères doivent comparer les données dont ils disposent pour dégager une approche cohérente au sein du gouvernement afin d'adopter des politiques viables, c'est-à-dire offrant les plus grands

Vous avez dit « développement durable » ?

Après avoir été cantonnée aux débats politiques et aux universitaires spécialisés, l'expression « développement durable » est entrée dans le langage courant dans les premières années du ^{xxi}^e siècle. Le concept a depuis fait son chemin pour être intégré dans des activités communautaires sur la planète entière. Mais que veut-on dire exactement quand on prononce les mots « développement durable » ? Le développement durable peut signifier beaucoup de choses :

- diffuser à tous les citoyens les bénéfices de la croissance économique ;
- transformer des zones désaffectées en projets d'habitations urbaines écologiques ;
- améliorer les possibilités d'éducation pour les filles et les garçons ;
- adopter des processus industriels innovateurs moins énergivores et moins polluants ;
- inclure les citoyens et les parties prenantes dans les processus de décision des politiques.

bénéfices au moindre coût. Mais la nécessité de la coordination ne s'arrête pas aux frontières nationales. Quoi que l'on fasse, les semences des OGM peuvent traverser les frontières, transportées par le vent ou les oiseaux, ce qui ajoute une dimension internationale à la question. Et les différences en matière de réglementations entre pays exportateurs et importateurs entraînent une confusion qui peut nuire aux échanges : les aliments transformés contenant un seul ingrédient modifié exigent un étiquetage spécial et sont même prohibés par certains pays.

Enfin, le concept de développement durable nous amène à penser nos actions en changeant de perspective temporelle : lorsque nous faisons un choix, nous devons regarder au-delà du court terme et tenir compte de l'impact qu'il aura sur le long terme. Par exemple, si la gestion d'une exploitation forestière vise les profits immédiats et conduit à la disparition de cette ressource naturelle, le résultat global est en réalité une perte importante : perte de revenu à long terme, perte de biodiversité, perte de capacité à absorber le dioxyde de carbone, etc.

Dans cette optique, nous devons également adopter une approche « honnête » du temps et des questions d'équité intergénérationnelle : les ressources, qu'elles soient économiques, environnementales ou sociales, doivent être utilisées et distribuées de manière équitable entre les générations. Aucune génération ne devrait à elle seule porter un fardeau excessif. Mais le problème ne consiste pas uniquement à laisser une planète saine et propre aux générations futures, il touche également des questions pressantes : par exemple, comment répondre aux besoins médicaux, financiers et sociaux, d'une population vieillissante ?

Les trois piliers du développement durable

Au cœur du développement durable, on trouve la nécessité de tenir compte simultanément des « trois piliers » que sont la société, l'économie et l'environnement. Quel que soit le contexte, l'idée de base reste la même : les personnes, les habitats et les systèmes économiques sont interreliés. Il est possible d'ignorer cette interdépendance pendant quelques années ou quelques décennies, mais l'histoire a montré que des signaux d'alarme ou une crise finissent toujours par nous rappeler qu'elle existe.

2. Qu'est-ce que le développement durable ?

Le fait est que nous dépendons des écosystèmes et de ce qu'ils nous apportent dans tout ce que nous faisons : faire tourner des entreprises, bâtir nos communautés, nourrir nos populations, etc. Que l'on considère les choses les plus immédiatement vitales et évidentes – faire pousser des aliments ou trouver de l'eau potable – ou d'autres, moins évidentes mais tout aussi importantes – production d'oxygène pendant la photosynthèse ou élimination des déchets par les bioréducteurs –, il est impossible de nier l'évidence : nous dépendons de notre environnement pour vivre. Si nous détériorons ou détruisons la capacité de notre environnement à bien fonctionner, nous pourrions être exposés à des conséquences qui nous laisseraient totalement démunis.

« En tant que groupe, les femmes – ainsi que leurs contributions potentielles aux avancées économiques, au progrès social et à la protection de l'environnement – ont été marginalisées. »

*Gender and Sustainable Development:
Maximising the Economic, Social and Environmental Role of Women*

De même, sur le long terme, le succès et la stabilité d'une société dépendent de la santé et de la productivité de sa population. Une société (ou des communautés au sein d'une société plus vaste) confrontée à des troubles, à la pauvreté et aux maladies ne se développera pas sur le long terme : le bien-être social et le bien-être économique se nourrissent l'un l'autre, et l'ensemble du système a besoin d'une biosphère saine pour exister.

Nous devons faire des efforts pour comprendre les relations complexes existant entre ces trois piliers, ainsi que leur interdépendance, et ces efforts doivent être constants. Notre capacité à rester collectivement concentrés sur une question (telle que la traduisent par exemple la durée des cycles politiques ou celle pendant laquelle les médias s'intéressent à un sujet particulier) revêt une importance particulière lorsqu'il est question du développement durable.

Le Sommet « Planète Terre » de Rio et le programme Action 21

En juin 1992, des représentants de 179 pays se sont réunis à Rio de Janeiro pour participer à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, communément appelée le *Sommet de la Terre de Rio*. L'un des principaux accords signés au cours de cette rencontre fut le programme intitulé Action 21. Ce document de 900 pages décrit les premières étapes que le monde doit franchir vers le développement durable, tant au niveau local et national qu'international, au cours du *xxi^e* siècle. Les signataires se sont engagés à mener une action dans quatre domaines :

- la dimension sociale et économique, notamment la lutte contre la pauvreté et la promotion d'un urbanisme durable ;
- la préservation et la gestion des ressources, notamment la sauvegarde des zones de pêches dans les océans et le combat contre la déforestation ;

- le renforcement du rôle de grands groupes, tels que les femmes, les gouvernements locaux et les ONG ;
- des outils de mise en œuvre, tels que le transfert de l'écotechnologie.

Par exemple, le chapitre 28, « Initiatives des collectivités locales à l'appui d'Action 21 », encourage les gouvernements locaux et régionaux et la société civile à participer au développement d'un « programme Action 21 à l'échelon de la collectivité ». Dans l'idéal, la coordination des efforts en faveur du développement durable, du niveau international jusqu'aux municipalités locales, devrait appuyer l'efficacité de toutes les actions. De Surabaya (Indonésie) à Seattle (États-Unis), des villes du monde entier ont mis en œuvre un tel plan afin de promouvoir le développement durable au niveau local.

Compromis

Les mégapoles actuelles, qui concentrent des dizaines de millions d'habitants dans un espace restreint, s'efforcent d'établir un équilibre entre les besoins de leur population et la capacité des infrastructures existantes. L'environnement urbain, où l'on doit mener de front tout un écheveau d'activités, est le lieu idéal pour amorcer les réflexions sur les compromis que peut imposer le développement durable. Par exemple, tout le monde s'accorde à dire que la circulation routière est un cauchemar, mais les changements pouvant améliorer la situation vont inévitablement toucher de nombreuses personnes, et ce, de diverses manières, pas toutes positives. Si la ville dissuade le recours à l'automobile, les transports en commun vont-ils être surchargés ? Si elle met en place des mesures pour accélérer la circulation, y aura-t-il plus de voitures sur les routes ? Il est relativement facile de calculer les coûts financiers des politiques de transport, mais il est beaucoup plus difficile de prédire les choix personnels et les comportements

de ceux qui évoluent dans les espaces urbains. Que vont vraiment décider les citadins et les habitants des banlieues ? Par exemple, si le réseau d'autobus s'améliore, attirera-t-il des automobilistes ou des personnes qui, autrement, auraient marché ?

La leçon à retenir ici n'est pas qu'il est impossible d'améliorer les choses, mais qu'on ne peut le faire qu'à condition de penser aux liens qui unissent un certain nombre de facteurs. Moins de circulation signifie des temps de transport plus courts et une plus grande mobilité. Un air de meilleure qualité signifie une population en meilleure santé. Des villes comme Londres ou Singapour sont en train de tester des instruments permettant de faire de tels compromis, tels que des taxes ou des péages en échange d'une amélioration globale de l'espace urbain. Le débat entourant le succès ou l'échec de ces projets montre concrètement ce qui se joue ici. Si l'impact environnemental de tels péages semble évident, qu'en est-il de l'égalité sociale – les riches peuvent se payer un « droit d'embouteillage » que ne peuvent se permettre les pauvres – ou de leur impact économique sur les magasins et les entreprises ?

Au niveau individuel, il n'est pas non plus toujours facile de faire des choix aussi clairs. Imaginez que vous vous opposez à l'utilisation des pesticides et décidez de n'acheter que des produits biologiques. Or, la seule épicerie biologique de votre ville se trouve trop loin pour que vous y alliez à pied ou en vélo. Vous devrez alors brûler des combustibles fossiles pour vous y rendre et en revenir. De même, si vous voulez soutenir les producteurs locaux et prévenir les dommages causés par le transport aérien des marchandises, vaut-il mieux acheter des fleurs cultivées en Afrique et expédiées par avion au Royaume-Uni, par exemple, ou importer des fleurs des Pays-Bas voisins, où leur production nécessite des serres chauffées et l'utilisation intensive de fertilisants ? En réalité, il se peut que la première solution soit moins nocive, et que l'horticulture procure des bénéfices à davantage de personnes en Afrique qu'aux Pays-Bas. Dans un monde parfait, faire les bons choix serait à la fois plus facile et plus cohérent ; pour le moment, le concept de développement durable est un outil efficace pour trouver le bon équilibre entre un grand nombre de variables et optimiser nos décisions.

Une technologie simple à l'efficacité surprenante : les moustiquaires insecticides

Le développement durable consiste à favoriser le bien-être en utilisant tous les moyens dont nous disposons. Comme le montre l'exemple suivant, des technologies simples peuvent entraîner des changements significatifs.

Le paludisme emporte un enfant toutes les 30 secondes et tue plus d'1 million de personnes chaque année. Hormis les enfants, ses principales victimes sont les femmes enceintes. La plupart des décès touchent l'Afrique. Les personnes et les communautés démunies ayant un accès limité aux soins de santé sont les plus affectées.

Le paludisme cause un « déficit de croissance » chiffré à 1.3 % dans certains pays et explique en partie les disparités de PIB importantes entre les pays qui en souffrent et ceux où il est absent.

Quant aux agriculteurs, ils ne peuvent pas prendre le risque de cultiver des plantes exigeant une forte intensité de main-d'œuvre, car le paludisme affecte le travail durant la saison des récoltes.

Dans certains pays, le paludisme représente jusqu'à 40 % des dépenses de santé publique, 30 à 50 % des hospitalisations et jusqu'à 60 % des consultations externes. Il interrompt la scolarité des enfants et peut entraîner des déficits neurologiques permanents. Il a un impact sur les revenus des travailleurs et peut ruiner des familles qui doivent payer médicaments, soins de santé et frais de transport à l'hôpital.

Le parasite vecteur de la maladie devient de plus en plus résistant aux antipaludiques, et on n'attend pas de nouveaux traitements de sitôt.

Une technologie simple permet de prévenir la propagation du paludisme et les décès qui en résultent : les moustiquaires traitées à l'insecticide. Ces moustiquaires dégagent un halo chimique qui repousse les insectes, prévient leurs piqûres et abrège leur durée

de vie, les empêchant ainsi de transmettre le paludisme. Elles permettent également de réduire la quantité d'insecticide nécessaire pour protéger les espaces clos, notamment les foyers. Bien que cette technologie soit simple, elle ne peut être efficace qu'à certaines conditions :

- les personnes utilisant les moustiquaires doivent être convaincues de leur utilité et, à travers l'éducation et des campagnes de marketing social, on doit leur apprendre à s'en servir ;
- les taxes et les droits de douane appliqués aux moustiquaires, aux produits servant à leur fabrication et aux insecticides devraient être supprimés ;
- les fabricants et les fournisseurs locaux devraient être encouragés afin de réduire les coûts et rendre les moustiquaires plus abordables ;
- il faut étendre l'utilisation des moustiquaires insecticides de longue durée (efficaces pendant des années sans avoir besoin d'être traitées).

Au Kenya, entre 2004 et 2006, un programme massif de distribution gratuite a permis de multiplier par dix le nombre de jeunes enfants dormant sous des moustiquaires insecticides : les décès étaient inférieurs de 44 % par rapport aux enfants non protégés par ces moustiquaires. Les succès remportés au Kenya suggèrent qu'il faut réunir trois ingrédients pour mieux lutter contre le paludisme : un engagement politique ferme du gouvernement, une forte assistance technique de l'OMS et un financement adéquat des donateurs internationaux.

Pour en savoir plus, visitez le site de Faire reculer le paludisme (*Roll Back Malaria Partnership*), un partenariat lancé en 1998 par l'OMS, l'UNICEF, le Programme des Nations Unies pour le développement et la Banque mondiale : www.rollbackmalaria.org.

Processus ou finalité ?

Le développement durable est-il vraiment un principe directeur, comme l'affirment beaucoup de ses partisans ? Ou est-ce plutôt un objectif concret ou un ensemble d'objectifs qui peuvent être mesurés, évalués et estimés « atteints » ? Dans le corpus imposant de la littérature consacrée au sujet, ces deux points de vue, ainsi que quelques autres, sont abondamment défendus. Il n'est cependant pas nécessaire de faire un choix entre ces options. Songeons par exemple à l'abolition de l'esclavage, à l'éducation pour tous, à la démocratie ou à tout autre « changement radical » qu'ont connus les générations précédentes : toutes ces avancées ont été le fruit d'un processus permanent consistant à traduire de grandes idées en pratiques concrètes. Cela implique toujours une multitude d'expérimentations, d'apprentissages, d'échecs, d'erreurs, ainsi que des efforts constants pour adapter et raffiner les méthodes utilisées.

Le développement durable permet également de prendre en considération les relations qui unissent les choses entre elles, et ce, afin de proposer des solutions viables. Comme le Rapport Brundtland l'affirme, « le développement durable n'est pas un état fixe de l'harmonie, mais plutôt un processus d'évolution ». C'est un outil qui nous oblige à examiner des facteurs que nous serions plutôt enclins à ignorer au profit d'un bénéfice à court terme, comme dans le cas d'une industrie polluante qui s'inquiète surtout de ses profits pour l'année en cours, ou d'un régime de retraite qui ne tient pas compte de l'augmentation du nombre de retraités par rapport au nombre de cotisants.

Brice Lalonde, ex-ministre français de l'Environnement, propose la définition suivante : « L'idée, pour moi, est celle d'une économie qui devrait nous permettre de mieux vivre tout en améliorant notre environnement et nos sociétés, dès maintenant et dans le contexte de la mondialisation. » Dans cette perspective, le développement durable dresse le cadre dans lequel s'inscrivent les possibilités de progrès : l'économie est un outil qui nous aide à atteindre l'objectif global et collectif consistant à améliorer la qualité de vie à l'échelle mondiale. La réussite consiste à unir les « trois piliers » dans la même trajectoire de progrès.

Dès lors, il pourrait se révéler utile de voir l'avènement du développement durable comme un changement de fond dans la façon dont les gens et les gouvernements perçoivent leurs activités,

leurs rôles et leurs responsabilités. Autrement dit, après s'être initialement focalisé sur l'augmentation de la richesse matérielle, on passerait à un modèle plus complexe, interconnecté, du processus de développement humain.

Par conséquent, le développement durable est :

- un cadre conceptuel : un outil pour changer la vision prédominante du monde et adopter une vision plus holistique et équilibrée ;
- un processus : une façon de mettre en pratique les principes de l'intégration – à travers l'espace et le temps – dans toutes les décisions ;
- une finalité : déterminer les problèmes spécifiques d'épuisement des ressources, de soins de santé, d'exclusion sociale, de pauvreté, de chômage, etc., et les régler.

Plus facile à dire qu'à faire ?

La société, l'environnement et l'économie : cela n'inclut-il pas à peu près tout ce qui existe ? Une des premières choses que l'on remarque quand on cherche à comprendre ce qu'est le développement durable, c'est l'immensité du sujet. Prendre en compte les aspects économiques, sociaux et environnementaux du développement, amène en définitive à inclure une grande diversité de concepts, de politiques et de projets ; une diversité si grande que, d'après certains, ce concept y perd son utilité.

Cela explique peut-être, du moins en partie, le paradoxe suivant. Le concept de développement durable est populaire et a été rapidement accepté par certains représentants de gouvernements et la société civile, ainsi que par d'innombrables entreprises et de nombreuses villes. Cependant, après plus d'une décennie d'efforts, il ne s'est pas encore traduit par des changements majeurs, pas plus dans les comportements que dans les politiques. Les premiers partisans du concept espéraient des progrès rapides, mais leurs espoirs ont été contrariés par plusieurs facteurs : la complexité des problèmes existants ; le fait qu'ils touchaient différentes villes, régions, et ignoraient des frontières nationales ; la difficulté persistante à changer les perceptions et les actions des individus.

Les femmes et le développement durable

« Pour le moment, la moitié féminine du capital humain mondial est sous-évaluée et sous-utilisée dans le monde [...] Une meilleure utilisation de la population féminine mondiale pourrait augmenter la croissance économique, réduire la pauvreté, augmenter le bien-être sociétal et aider le développement durable à s'imposer dans tous les pays. »

*Gender and Sustainable Development:
Maximising the Economic, Social and Environmental Role of Women*

Les femmes ont un rôle central à jouer dans l'amélioration des économies et des sociétés, ainsi que dans la préservation de l'environnement. Le revenu par habitant est inférieur là où les femmes sont significativement moins éduquées que les hommes, ce qui suggère que la première étape évidente à franchir pour améliorer le bien-être de tous consiste à investir dans les femmes. En Afrique, des études ont ainsi montré que les rendements des cultures pouvaient augmenter jusqu'à 20 % si les femmes avaient le même accès au capital que les hommes. Cependant, même les pays développés gagneraient à utiliser plus largement le potentiel des femmes : par exemple, le PIB du Royaume-Uni pourrait augmenter de 2 % si l'on tirait mieux parti de leurs compétences. Donner une meilleure éducation aux jeunes filles et aux femmes procure également des bénéfices sociaux, notamment une baisse des taux de fécondité, une diminution de la mortalité des mères et des enfants en bas âge, ainsi qu'une amélioration de l'alimentation de tous les membres de la famille. Selon des données provenant de pays en développement, la mortalité infantile baisse de 15 % quand les mères suivent de un à trois ans d'études, mais de seulement 6 % lorsque le même enseignement est dispensé aux hommes.

En matière d'environnement, les femmes sont aussi en « première ligne ». En 2004, Wangari Maathai a remporté le Prix Nobel de la paix pour son travail au sein du projet Ceinture verte (*Green Belt Project*), qui a permis la reforestation de vastes étendues au Kenya. Les 30 millions d'arbres plantés par les femmes dans le cadre de ce projet ont fourni du bois à brûler et des abris, et amélioré le climat et les sols à l'échelle locale. Comme Maathai l'a déclaré dans son discours de réception du Prix Nobel : « Dans toute l'Afrique, les femmes se chargent des tâches essentielles, et ont des responsabilités importantes : cultiver la terre, nourrir leurs familles. Il s'ensuit qu'elles sont souvent les premières à prendre conscience de la dégradation de l'environnement, à mesurer que les ressources se font rares et ne leur permettent plus de nourrir leurs foyers. » Maathai prouve que les femmes ont souvent aussi des solutions à apporter.

Il est clair que l'amélioration de la situation des femmes dans le monde entier est une étape cruciale à franchir pour le développement durable ; c'était d'ailleurs l'une des conclusions d'Action 21.

Intégrer ce nouveau niveau de complexité dans les processus de décision nécessite très probablement de modifier les schémas antérieurs de comportement, tant au niveau de la consommation individuelle que du droit international. Même quand il est évident qu'ils sont nécessaires, les changements sont presque toujours difficiles à effectuer, et ils le sont tout particulièrement s'ils impliquent le sacrifice, réel ou perçu, d'un des « piliers » – une industrie, une génération ou un pays – au profit d'un autre.

Aujourd'hui encore, l'idée selon laquelle le développement durable concerne avant tout l'environnement est très répandue. Même si ce concept est effectivement né d'une réflexion sur les dangers des pratiques non durables pour l'environnement, tels que les dommages causés à la couche d'ozone par les CFC ou l'épuisement des sols et de l'approvisionnement en eau provoqué par les pesticides, le développement durable a toujours inclus une dimension sociale.

Quoi qu'il en soit, il est stérile de se demander si le développement durable concerne davantage l'environnement ou les personnes : le développement durable renvoie aux liens qui unissent les êtres humains, leurs économies et leurs sociétés, avec les écosystèmes qui les soutiennent. Comme l'affirme Sir Edmund Hillary, le vainqueur de l'Everest : « De toutes manières, les problèmes environnementaux sont vraiment des problèmes sociaux. Ils commencent avec les gens qui en sont la cause et se terminent avec les gens qui en sont les victimes. »

Le développement durable peut donc être vu comme une grande théorie, comme un processus ou comme des lignes directrices pratiques permettant de prendre de bonnes décisions de développement (c'est-à-dire qui ne cherchent pas aveuglément la croissance dans un domaine en ne faisant que provoquer des dégâts dans le domaine voisin). Il est possible d'adopter l'un ou l'autre de ces points de vue, ou de les adopter tous, à condition d'avoir les informations nécessaires pour évaluer honnêtement nos activités et leur impact – et de prendre certaines des décisions « pénibles » que requiert souvent une bonne gestion.

Appliquer les principes du développement durable ne signifie rien de plus qu'appliquer les principes d'une saine gestion à toutes nos ressources, tout comme nous le ferions pour bâtir une entreprise prospère ou construire une maison. Au lieu de négliger

2. Qu'est-ce que le développement durable ?

les conflits potentiels, nous pouvons les anticiper en intégrant dès le départ ce qui est important dans nos réflexions. C'est bien sûr plus facile à dire qu'à faire. Personne n'est enclin à dépenser de l'argent maintenant pour éviter une chose qui « pourrait » se produire ou pour régler un problème « ailleurs ». Pourtant, notre futur est plus proche que nous le croyons et, dans notre monde globalisé, ce qui semble éloigné peut soudain nous concerner de très près. Les personnes, les entreprises et les gouvernements, sont de plus en plus nombreux à planifier leurs décisions dans la perspective du développement durable. Suivre leur exemple est le moyen le plus sûr de préparer un meilleur avenir, pour nos enfants comme pour nous-mêmes.

Pour en savoir plus

OCDE

Sur l'Internet

Pour une introduction aux travaux de l'OCDE sur le développement durable, visitez www.oecd.org/developpementdurable.

Publications

Développement durable :

Les grandes questions (2001)

À la suite de la demande des ministres de l'OCDE en 1998, ce rapport souligne la nécessité de surmonter très rapidement certains des obstacles les plus importants au développement durable. Il fait le point sur les fondements théoriques du développement durable, son évaluation et les réformes institutionnelles nécessaires pour en faire une réalité. Il examine ensuite la contribution que le commerce et les investissements internationaux, ainsi que la coopération pour le développement, peuvent apporter au développement durable à l'échelle mondiale. Enfin, il dresse le bilan des politiques fondées sur les règles du marché, qu'elles soient réglementaires ou technologiques, mises en œuvre par les pays de l'OCDE à ce jour dans le but d'atteindre certains objectifs tout en optimisant le rapport coût-efficacité.

Autres lectures conseillées

OECD Contribution to the United Nations Commission on Sustainable Development 15: Energy for Sustainable Development (2007, uniquement en anglais)

Cette brochure reprend les recommandations de politiques émanant de l'OCDE, de l'AIE et de l'AEN, à titre de contribution à la Commission du développement durable des Nations Unies UNCSD-15.

Elle couvre quatre thèmes principaux :

- 1) élargir l'accès à l'énergie dans les pays en développement ;
- 2) accroître la R-D en matière d'énergie, ainsi que sa diffusion ;

- 3) promouvoir l'efficacité et la diversité énergétiques ;
- 4) tirer les bénéfices des politiques énergétiques liées au changement climatique.

Gender and Sustainable Development: Maximising the Economic, Social and Environmental Role of Women (2008, uniquement en anglais)

Cette brochure résume le travail transversal de l'OCDE sur l'équilibre hommes-femmes et vise à améliorer la compréhension du rôle des femmes dans le soutien des trois piliers – économique, environnemental et social – du développement durable.

Promouvoir le développement durable à l'OCDE (2006)

Cette Synthèse de l'OCDE passe en revue les progrès accomplis sur la voie du développement durable à l'OCDE et dans ses pays membres, et ce qui peut être fait pour donner plus de poids encore au développement durable dans les travaux de l'Organisation et dans la réflexion sur l'action à mener.

Ces titres sont disponibles à l'adresse suivante :

www.oecd.org/developpementdurable.

AUTRES SOURCES

Our Common Future

(« Rapport Brundtland »)

(www.un-documents.net/wced-ocf.htm)

Publié en 1987, ce rapport de la Commission des Nations Unies pour l'environnement et le développement a fait entrer les préoccupations environnementales dans l'agenda politique et jeté les bases du Sommet de la Terre de 1992 et de l'adoption du programme Action 21, de la Déclaration de Rio et de la Commission du développement durable.

3



Le monde dans lequel nous vivons est interdépendant: une tendance économique survenant dans un pays en affectera beaucoup d'autres, et l'internationalisation de la production comme les échanges internationaux a un impact sur toutes les économies nationales. Par nature, la gestion des ressources, le contrôle de la pollution et le changement climatique sont des enjeux qui transcendent les frontières. Les défis du développement durable constituent donc une priorité pour tous les pays et toutes les communautés à travers le monde.



Les défis d'un monde global

En guise de préambule...

Dans l'État de Jigawa, au Nigeria, le village d'Ahoto vit au même rythme depuis des siècles. Les agriculteurs de ce village constitué des huttes de terre et de chaume tirent leurs faibles revenus de terres difficiles bordées au nord par le désert du Sahara. Récemment, les choses ont cependant commencé à changer : l'énergie solaire a fait son apparition et apporté avec elle des améliorations sensibles à la vie des villageois.

Garba Bello, le chef du village, est ravi de ces changements. Pour environ 4 dollars par mois, il bénéficie d'un des systèmes d'éclairage domestique installés à Ahoto. Il se réjouit de tout ce que l'éclairage solaire a apporté à son foyer et, surtout, à son village : « La différence est considérable, explique-t-il. Maintenant, la nuit, les gens sortent et discutent, alors qu'avant on ne pouvait même pas voir la maison de son voisin. »

Grâce au projet Photo, Ahoto et les deux autres villages participants de la région bénéficient non seulement de l'éclairage, mais aussi d'une nouvelle zone commerciale qui stimule le développement des entreprises et suscite une activité économique ô combien nécessaire. Ce projet a également accru les possibilités d'éducation : après le coucher du soleil, les femmes suivent maintenant des cours et les enfants peuvent faire leurs devoirs.

Mis en œuvre par l'État de Jigawa, en collaboration avec des ONG et le gouvernement fédéral, et avec le soutien de l'aide étrangère, le projet Photo visait à recourir à une forme d'utilisation prometteuse de l'énergie de substitution, tout lui faisant franchir un nouveau cap. En effet, contrairement aux projets précédents, centrés sur un objectif unique (par exemple pomper l'eau ou réfrigérer les vaccins), Photo avait pour but de s'attaquer à *tous* les besoins énergétiques d'un village, de l'éducation au commerce, en passant par la sécurité et la promotion des femmes. Ce faisant, il a donné à ses bénéficiaires les moyens de progresser simultanément dans tous les domaines de leur développement.

Au-delà de ces bénéfices sociaux et économiques, on note aussi une amélioration de la santé des villageois. Tout d'abord, ils ont accès à une eau salubre à un coût relativement faible. Grâce à des pompes solaires efficaces, l'eau est puisée dans des sources plus profondes et non polluées, puis amenée jusqu'aux robinets des ménages et de la commune. L'accès à l'eau potable étant plus

facile, les villageois n'ont plus à tirer l'eau des puits à la main et à la transporter dans des seaux, ce qui leur fait gagner un temps considérable. Les activités qui devaient s'interrompre avec la tombée de la nuit peuvent maintenant se poursuivre, et dans des conditions plus saines. Ensuite, les lampes au kérosène, à la fois dangereuses et sales, ne sont plus que rarement utilisées, ce qui a des effets notables en matière de santé. La pollution intérieure due à la combustion du bois, du charbon de bois et des déchets entraîne chaque année environ 1.5 million de morts prématurées, c'est-à-dire plus que le paludisme, presque autant que la tuberculose et près de la moitié du nombre de victimes du VIH/sida.

L'élégance de cette solution tient à sa simplicité : elle consiste à sauter une étape technologique pour adopter directement une technologie à la fois plus propre et bien plus durable. Au regard des besoins en énergie considérables du monde en développement, les projets tels que le projet Photo restent cependant bien trop rares : selon les tendances actuelles, 1.4 milliard de personnes n'auront toujours pas accès à l'électricité domestique en 2030.

Comme nous l'avons vu aux chapitres 1 et 2, une croissance de grande ampleur peut créer autant de problèmes qu'elle en résout, dont certains sont graves et potentiellement destructeurs. La croissance peut également bénéficier à certains groupes tout en laissant d'autres sur le bord du chemin, un fait masqué par des indicateurs tels que le taux de croissance du PIB d'un pays. Enfin, si la richesse augmente à court terme, mais aux dépens du bien-être à long terme, voire de la survie, on ne peut raisonnablement pas affirmer qu'il s'agit d'une « bonne » croissance.

► Dans ce chapitre, nous envisagerons le développement durable en nous posant la question-clé pour notre société contemporaine globalisée : comment notre croissance peut-elle se poursuivre en préservant les progrès réalisés en matière de santé et de niveau de vie dans le monde développé, tout en continuant d'améliorer le niveau de vie des laissés-pour-compte du développement, mais sans causer de dommages permanents au monde dont nous dépendons ? Verrons-nous se multiplier des expériences similaires à celle dont le village d'Ahoto a bénéficié ?

La mondialisation : un processus ancien à une nouvelle échelle

Ces dernières années, le phénomène de la mondialisation a fait l'objet d'une attention considérable. Des spécialistes des sciences sociales et des experts de la politique et de l'analyse culturelle se sont efforcés d'expliquer comment elle a transformé notre monde. On peut cependant se demander si ce phénomène est vraiment nouveau. Depuis que les hommes sont en mesure d'explorer le monde, n'ont-ils pas toujours cherché à découvrir ce qui se trouvait au-delà de leur propre communauté, à le comprendre et à en tirer avantage ?

Ce désir, à l'origine des grandes vagues d'exploration et de colonisation, procède de motivations aussi diverses que nombreuses. En apprendre davantage sur le monde, découvrir des moyens de survie plus efficaces que ceux qui ont échoué chez soi, chercher la renommée et la fortune, commercer pour obtenir ce qui nous fait défaut, agir pour la gloire de son pays : autant de motivations qui se sont combinées pour pousser les sociétés humaines à explorer un monde devenu de plus en plus interconnecté avec le temps.

Aujourd'hui, la mondialisation n'est pas le fait de quelques pays riches commerçant avec des contrées lointaines. La géopolitique, la technologie et la finance ont transformé les styles de consommation et de production à travers le globe. Uniquement pendant la dernière décennie, près d'1 milliard de travailleurs sont entrés sur le marché mondial de l'emploi.

L'éventail des biens et services offerts sur les marchés nationaux s'est élargi grâce à l'amélioration des outils de communication et à la chute des coûts de transport. Et, en raison d'une offre accrue de travail bon marché combinée à des technologies facilitant les échanges, les chaînes de valeur – les nombreuses étapes au cours desquelles matières premières, connaissances et travail se transforment en produits commercialisables – s'étendent à présent sur toute la planète. Ce qui est nouveau, avec la mondialisation survenue depuis environ 30 ans, c'est que nous approchons d'un point où l'interconnexion n'est plus l'*exception* mais la *règle*.

Selon l'Organisation mondiale du commerce, le commerce international a constamment augmenté au cours de la dernière décennie, à un taux annuel d'environ 6 %. La Chine fait figure de chef de file, avec des exportations de marchandises en hausse de 27 %, tandis que les pays en développement représentent à

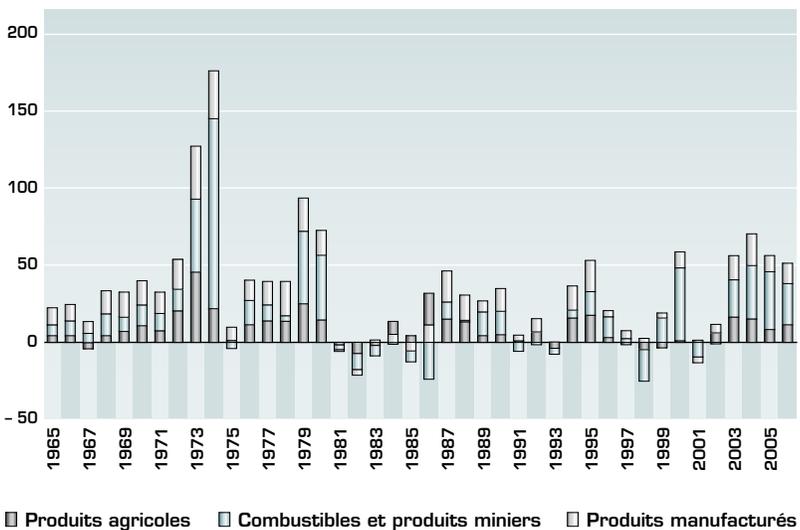
présent 36 % des exportations mondiales de marchandises, un record historique. C'est désormais un fait : la croissance de nos économies dépend des échanges internationaux.

Dans tous les domaines – échanges, investissements, politique ou culture –, on trouve des exemples innombrables de liens et d'interdépendance. Il suffit de penser à la nourriture que nous mangeons, aux vêtements que nous portons ou à un site Internet tel que YouTube : toute notre vie quotidienne repose sur des choses provenant d'une multitude d'endroits sur la planète. Chaque jour, nous piochons dans ce que le monde a à nous offrir, en étant rarement conscients de la façon dont ces connexions se sont constituées et interagissent.

Ces changements touchant notre vie quotidienne sont liés à des évolutions internationales majeures. La mobilité de l'argent et des marchandises s'est considérablement accrue : les règles

EXPORTATIONS MONDIALES DE MARCHANDISES

Évolution annuelle de valeur des exportations, en pourcentage, 1965-2006



Source : CNUCED (2008), *Development and Globalization: Facts and Figures*.

commerciales ont été « libéralisées » ou modifiées afin d'encourager la concurrence internationale, et les entreprises se sont développées hors des frontières de leur pays d'origine en quête de nouveaux marchés à travers le monde. Cette mobilité et cette mixité accrues ont créé de nouvelles possibilités d'échanges, d'expansion commerciale et de croissance globale, ce qui dans l'ensemble a enrichi le monde.

« Ces dernières années ont, de fait, été marquées par des changements frappants dans le paysage économique mondial, confirmant le rôle des échanges comme moteur du développement économique et laissant entrevoir les avantages qu'une libéralisation commerciale plus poussée, si elle est menée dans de bonnes conditions, peut procurer à l'économie mondiale de manière générale. »

Douglas Lippoldt, *Dynamiser les échanges : Les enjeux du développement dans le système commercial multilatéral*

Le fait de passer à cette « nouvelle » échelle mondiale, à la fois économique, politique et sociale, crée apparemment des opportunités illimitées. Nous ne sommes cependant pas tous égaux face à ces opportunités, et les moyens de rétablir l'équilibre restent à découvrir. Selon le Prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz, la politique en est désormais réduite à rattraper le retard qu'elle prend sur la mondialisation économique. Comme il l'a récemment écrit, la mondialisation a modifié à certains égards le rôle de l'État-nation, dans la mesure où bon nombre de questions importantes ne sont désormais plus du ressort d'un seul pays. Malgré ce basculement, Stiglitz note que « les institutions démocratiques mondiales qui pourraient prendre en charge efficacement les problèmes nés de la mondialisation restent à créer au niveau mondial ».

Un monde à deux vitesses

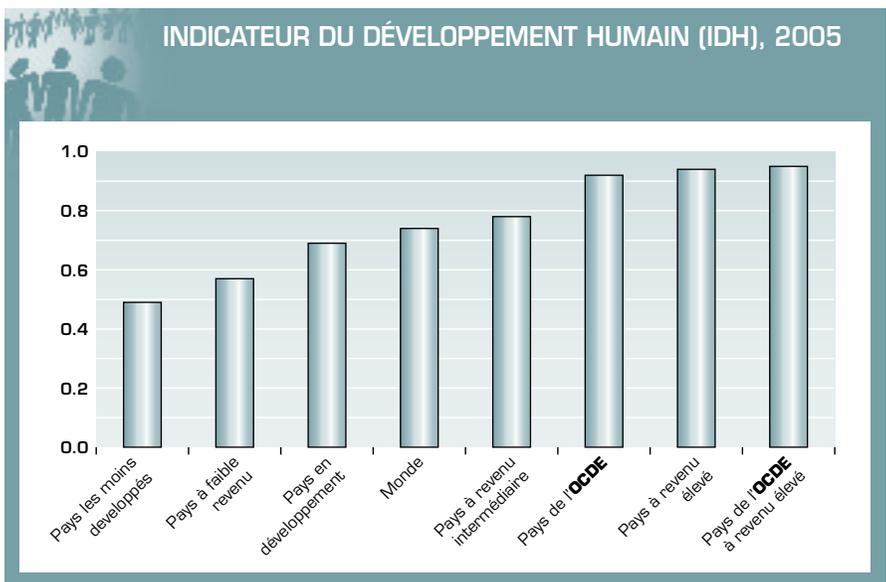
La mondialisation a renforcé les liens qui nous unissent à travers les frontières et a peut-être transformé notre façon de penser « le monde ». Malgré toutes les interconnexions qui existent entre nous, il est évident que nous n'avons pas tous la même situation financière, le même style de vie et les mêmes opportunités. Depuis que les hommes vivent au sein de grandes communautés, il y a toujours eu des « riches » et des « pauvres ». Mais aujourd'hui, à l'heure où les médias sont omniprésents, il est difficile de ne pas

être conscient des disparités flagrantes de niveaux de vie existant à travers le monde, alors même que nous participons tous à la même économie mondiale.

Le lieu où nous naissons, grandissons et vivons, fait une grande différence. Tout enfant élevé aujourd'hui en Europe bénéficie de vaccins, de soins dentaires et de possibilités d'instruction, sans même parler d'une alimentation plus qu'équilibrée. Il peut aspirer à faire des études supérieures, à voyager, à avoir un emploi et une retraite que lui assure, en partie du moins, un gouvernement stable. Dans de tels pays de l'OCDE, la croissance économique tourne autour de 2.5 %, soit un niveau suffisant pour préserver la qualité de la vie et – espérons-le – continuer à l'améliorer, pour peu que les ressources soient gérées avec sagesse.

« En dépit de ces progrès, d'immenses défis n'en subsistent pas moins. Des inégalités flagrantes prévalent toujours à l'échelle de la planète et les problèmes d'envergure mondiale – notamment le changement climatique – continuent de s'aggraver. »

Richard Manning, *Coopération pour le développement, Rapport 2007*



Source: PNUD (2007), *Rapport mondial sur le développement humain 2007/2008*.

D'autres pays, après de longues périodes de croissance faible ou nulle, ont retrouvé un certain dynamisme, du moins en termes de PIB. Pourtant, un grand nombre de leurs citoyens continuent à vivre « dans un autre monde ». En Inde, où la croissance a atteint en moyenne 8.5 % ces quatre dernières années, 300 millions de personnes vivent encore avec moins d'1 dollar par jour. Quant à l'Afrique, malgré une croissance encourageante – 5 % en moyenne pour l'ensemble du continent en 2007, la quatrième année consécutive de croissance –, l'espérance de vie y reste effroyablement basse dans de nombreux pays. Au Swaziland, elle est de 39.6 années, soit moins de la moitié de la durée moyenne de la vie au Japon, le pays où elle est la plus élevée.

Les objectifs essentiels de développement sont atteints à une vitesse très différente selon les pays, ce qui nous oblige à nous poser plusieurs questions. La croissance économique se traduira-t-elle par les mêmes opportunités pour tous dans un avenir proche ? Que peut-on faire d'autre pour qu'un plus grand nombre de communautés du monde sous-développé progressent dans ce sens aussi vite et aussi efficacement que possible ?

Nord et Sud, hauts et bas	
<p>Pour parler des différences existant en matière de richesse et d'égalité, nous avons longtemps recouru à des expressions courantes telles « pays développés et pays en développement » ou « Nord et Sud ». Cette dernière renvoyait à l'origine à la situation géographique des États-Unis et du Canada par rapport à l'Amérique latine, et à celle de l'Europe par rapport à l'Afrique. Son sens a évolué pour devenir économique, et elle traduit désormais les différences existant entre les pays à haut revenu et les pays les plus pauvres, qui restent en retard dans divers domaines du développement : revenus, niveaux d'éducation et accès aux soins de santé, notamment. Cette distinction est de moins en moins claire en raison de la croissance économique rapide de pays tels que la Chine, l'Inde et la Russie,</p>	<p>qui n'entrent pas clairement dans l'une ou l'autre de ces catégories. Il est toutefois évident que certains pays (le « Nord ») sont en mesure d'offrir à leurs citoyens un niveau avancé de services sociaux, de revenus et de qualité environnementale, un niveau qui s'améliore d'année en année selon presque toutes les mesures statistiques, tandis qu'un grand nombre de pays (le « Sud ») n'ont pas atteint un niveau élémentaire dans ces domaines.</p> <p>Pour certains commentateurs, ce type de division est dans l'ordre naturel des choses. Mais, pour un nombre croissant de citoyens, ce système à deux niveaux est non seulement injuste, mais préjudiciable à long terme, même pour ceux d'entre nous qui vivent dans le niveau supérieur.</p>

Croissance nationale : conséquences mondiales

La croissance suit un rythme soutenu en Chine, en Inde et dans les autres économies émergentes, entraînant dans son sillage les conséquences, à la fois positives et négatives, d'une production plus intense et d'une activité économique accrue. En raison de la taille de ces pays, l'orientation qu'ils donnent à leur croissance a des répercussions considérables à l'échelle mondiale.

Comme l'ont souligné avec gravité l'ensemble des médias, un tournant symbolique est survenu en 2007, lorsque la Chine est devenue le plus gros producteur mondial d'émissions de CO₂. Nous ne devons cependant pas oublier que le niveau d'émission par habitant y reste très inférieur à celui qui prévaut dans les pays de l'OCDE. C'est ce qu'on s'efforce de traduire à travers le principe de « responsabilité partagée mais différenciée » entre les pays développés et les pays en développement.

Ce principe, dégagé en 2002, lors du Sommet mondial sur le développement durable de Johannesburg, consiste à reconnaître que, historiquement, les pays développés et les pays en développement n'ont pas contribué de la même façon aux problèmes environnementaux mondiaux, et qu'il existe également des différences dans leur capacité économique et technique à s'attaquer à ces problèmes.

« L'importance des économies émergentes dans le monde augmente à mesure que leur rôle dans les relations économiques et commerciales, la concurrence, l'utilisation des ressources et la pollution prend une ampleur comparable à celle des plus grands pays de l'OCDE. »

Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2030

Les conséquences environnementales telles que le changement climatique ignorent les frontières : chaque pays doit donc adopter une perspective mondiale en matière de pollution. Le PIB annuel des États-Unis est actuellement de 14 mille milliards de dollars, et celui des économies européennes de 16 mille milliards ; de tels niveaux ont été atteints grâce à un recours massif aux ressources naturelles s'accompagnant d'une dépendance presque exclusive à l'égard des combustibles fossiles.

Le changement climatique d'aujourd'hui est en grande partie dû aux émissions passées des pays riches. Le modèle économique qui a permis ce développement a eu de graves conséquences sur l'environnement, notamment la destruction définitive d'espèces et d'écosystèmes, ainsi qu'une augmentation du taux de dioxyde de carbone dans l'atmosphère qui, selon la plupart des scientifiques, affecte déjà notre climat. C'est ce même modèle que d'autres pays sont à présent en train de reproduire à un rythme accéléré, avec toutes les conséquences qu'il implique.

En raison de la nature mondiale de l'économie, nous sommes de plus en plus liés aux autres pays. Des bouleversements survenant à l'autre bout du monde peuvent nous affecter de façon spectaculaire lorsqu'ils se traduisent chez nous par une hausse du prix de la nourriture ou du pétrole, ou entraînent là-bas un déploiement de forces armées. Des personnes vivant dans des régions où les perspectives économiques sont bouchées peuvent décider d'émigrer par tous les moyens possibles vers des contrées plus prospères.

Si l'immigration a dans les pays de l'OCDE des effets positifs bien établis – notamment un apport en main-d'œuvre dont ils ont grand besoin –, l'émigration humanitaire et économique peut constituer un fardeau pour les systèmes sociaux nationaux, dans les pays de départ comme dans les pays d'accueil, tout particulièrement dans les situations de crise ou lorsque le pays hôte est un pays en développement.

Entre aujourd'hui et 2030, la population mondiale devrait passer de 6.5 à 8.2 milliards. Ces prévisions, tirées de la dernière édition en date des *Perspectives de l'environnement de l'OCDE*, peuvent sembler décourageantes lorsque l'on sait que les ressources de notre planète sont à bien des égards déjà utilisées au maximum de leurs capacités. Cette croissance démographique concernera pour l'essentiel les économies en développement rapide du Brésil, de la Russie, de l'Inde, de l'Indonésie, de la Chine et de l'Afrique du Sud (les BRIICS). Quelle forme prendra cette croissance? Comment pouvons-nous tous passer à des modèles de croissance plus durables?

Des règles du jeu équitables

Il est commode de critiquer le bilan environnemental des pays qui se développent rapidement. Mais le débat devrait plutôt porter sur l'alternative suivante : les pays en développement ont-ils le « droit » de polluer ou d'avoir accès à des technologies plus avancées et moins nocives ? Avant d'adopter des réglementations strictes, l'Europe et les États-Unis se sont livrés à une déforestation et à une pollution industrielle galopantes pendant plusieurs siècles. Pourquoi la Chine et l'Indonésie devraient-elles suivre des règles du jeu différentes de celles qui valaient pour les pays développés dans le passé ?

« Aucune considération d'ordre moral n'autorise à attendre de la Chine et de l'Inde qu'elles décident de restreindre leur croissance économique du simple fait que l'augmentation de la demande mondiale d'énergie atteint un niveau inacceptable, avec les risques de rupture d'approvisionnement, de prix élevés et d'atteintes à l'environnement que cela comporte. Il s'agit de problèmes mondiaux auxquels il faut s'attaquer à l'échelle mondiale. »

World Energy Outlook 2007: China and India Insights

Les sermons que les pays riches adressent aux pays pauvres à propos de leur utilisation des ressources sont souvent perçus comme injustes. En raison de sa taille, de son histoire et du volume de ses activités, le monde développé n'est-il pas responsable de la majorité de la consommation des ressources et des problèmes résultant d'un développement irresponsable ? Si tous les pollueurs les plus importants doivent agir, les pays développés doivent ouvrir la voie pour s'attaquer au changement climatique.

Lorsque le développement n'est pas durable, chacun en perçoit les effets, tels que les problèmes mondiaux que sont la diminution de la couche d'ozone, le changement climatique ou la perte de la biodiversité ; et, lorsqu'il est durable, chacun devrait aussi en sentir les effets bénéfiques. Comment y parvenir ? Qu'il s'agisse de la qualité de la vie ou de la saine gestion des ressources naturelles, le développement durable n'est possible qu'avec la participation des pays, des régions et des localités, à toutes les étapes du développement.

La question est donc : *comment* partager équitablement les fardeaux qu'implique la bonne gestion de la croissance ? Les pays en développement doivent faire face au changement climatique, ainsi qu'à d'autres problèmes dont ils ne sont pas responsables, sans disposer des mêmes moyens que les pays développés pour s'y attaquer. Les pays développés peuvent les y aider en leur procurant des technologies, des financements et des savoir-faire, en plus de l'assistance au développement qu'ils leur apportent déjà.

Depuis un demi-siècle environ, la communauté internationale a lancé diverses formes d'aide au développement et consacré des milliards de dollars à différents types de projets conçus pour stimuler la croissance et améliorer les niveaux de vie dans les pays plus pauvres. Afin d'atteindre des objectifs mondiaux de développement tels que les objectifs du Millénaire pour le développement, il existe aujourd'hui un consensus international sur le fait que chaque pays de l'OCDE doit consacrer 0.7 % de son revenu national brut (RNB) à l'aide au développement, contre 0.3 % actuellement. À elle seule, l'aide à l'Afrique devrait atteindre 51 milliards d'ici à 2010, contre 40 milliards en 2006. Mais il faut aussi s'assurer que l'aide est investie dans des projets durables, ce qui complique encore les choses.

Réduire de façon durable le fossé de développement

Comment répondre aux besoins actuels sans porter atteinte à la capacité des générations futures à répondre aux leurs ? Le débat sur le développement durable tend parfois à se concentrer sur la seconde partie de cette proposition – les effets de nos actions sur l'avenir – plutôt que sur la première. Pourtant, répondre aux besoins actuels est une tâche qui est tout sauf évidente, facile et dénuée de conflits. Pour y parvenir, un des objectifs les plus urgents du développement durable doit être la réduction du « fossé de développement », c'est-à-dire des disparités considérables existant entre les pays les plus riches et les pays les plus pauvres en matière de revenus, d'accès aux soins de santé, d'assainissement et d'éducation.

Les objectifs du Millénaire pour le développement

Officiellement adoptés au Sommet du millénaire des Nations Unies en 2000, les objectifs du Millénaire pour le développement fixent huit objectifs de développement comportant au total 18 cibles concrètes. Les 192 États membres des Nations Unies les ont adoptés, et ils constituent un accord mondial visant à atteindre des résultats concrets dans les domaines les plus essentiels du progrès humain.

1. Réduire l'extrême pauvreté et la faim

Réduire de moitié la proportion de la population dont le revenu est inférieur à 1 dollar par jour.

Réduire de moitié la proportion de la population qui souffre de la faim.

2. Assurer l'éducation primaire pour tous

Donner à tous les enfants, garçons et filles, partout dans le monde, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires.

3. Promouvoir l'égalité et l'autonomisation des femmes

Éliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire si possible d'ici à 2005, et à tous les niveaux de l'enseignement d'ici à 2015.

4. Réduire la mortalité infantile

Réduire de deux tiers le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans.

5. Améliorer la santé maternelle

Réduire de trois quarts le taux de mortalité maternelle.

6. Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies

Stopper la propagation du VIH/sida et commencer à inverser la tendance actuelle. Maîtriser le paludisme et d'autres grandes maladies, et commencer à inverser la tendance actuelle.

7. Assurer un environnement durable

Intégrer les principes du développement durable dans les politiques nationales ; inverser la tendance actuelle à la déperdition des ressources environnementales.

Réduire de moitié le pourcentage de la population qui n'a pas accès de façon durable à un approvisionnement en eau potable.

Réussir à améliorer sensiblement la vie d'au moins 100 millions d'habitants de taudis.

8. Mettre en place un partenariat mondial pour le développement

Poursuivre la mise en place d'un système commercial et financier multilatéral ouvert, fondé sur des règles, prévisible et non discriminatoire.

S'attaquer aux besoins particuliers des pays les moins avancés.

Répondre aux besoins particuliers des États enclavés et des petits États insulaires en développement.

Traiter globalement le problème de la dette des pays en développement.

En coopération avec les pays en développement, créer des emplois décents et productifs pour les jeunes.

En coopération avec l'industrie pharmaceutique, rendre les médicaments essentiels disponibles et abordables dans les pays en développement.

En coopération avec le secteur privé, mettre les avantages des nouvelles technologies, en particulier des technologies de l'information et de la communication, à la portée de tous.

Le site « MDG Monitor » assure le suivi des progrès réalisés vers ces objectifs. Il donne un aperçu des cibles définies dans le cadre de chaque objectif, ainsi que des indicateurs mesurant les progrès et des exemples de réussite. www.mdgmonitor.org/goal1.cfm.

« Pour relever les défis lancés par la mondialisation de l'économie, il est indispensable de répondre aux besoins des populations et des pays qui restent en marge et de ceux qui sont en train d'émerger. »

Robert Zoellick, président de la Banque mondiale, Conférence
« Développement durable et profitant à tous : Objectif croissance »

« Il est difficile pour un homme de s'élever quand ses qualités sont sapées par la pauvreté », écrivait au I^{er} siècle le poète latin Juvénal. Quelles sont les causes de la pauvreté, et comment peut-on la combattre ou l'éradiquer ? C'est l'une des questions fondamentales posées à l'humanité, et qui est fort débattue depuis longtemps. Nous avons tous une idée de ce qu'est la pauvreté. C'est n'est pas seulement une question de biens matériels – les personnes pauvres des pays riches en sont mieux pourvues que la plupart des gens dans le reste du monde. Selon les recherches menées sur la question, être pauvre résulterait plutôt d'une combinaison plus complexe des différentes dimensions de la pauvreté : matérielle, sociale et politique.

L'absence d'accès à l'information, à la vie politique, aux soins de santé et à l'éducation, entre autres, contribue à entraver la dynamique qui permet au développement de se poursuivre dans la durée. Lorsque l'on est confronté à la maladie, à la faim ou à la violence, on doit consacrer son énergie à survivre, et on ne peut pas se permettre le luxe de considérations à long terme. Répondre aux besoins élémentaires des personnes les plus pauvres de la planète contribuerait grandement à favoriser le développement dans l'économie globalisée d'aujourd'hui, mais cela nécessiterait évidemment une approche mondiale.

Les premiers partisans du développement durable ont compris qu'un effort mondial était nécessaire si l'on voulait réaliser les changements substantiels requis pour que les choses changent vraiment. Aucune personne, aucune municipalité, aucune région et même aucun pays ne peut, seul, transformer les idées et les pratiques qui sous-tendent le développement. Pour résoudre les problèmes de portée mondiale, il est indispensable de disposer d'une arène internationale, comme en atteste le rôle de plus en plus important que les accords internationaux jouent face aux préoccupations communes de la communauté mondiale – échanges, multinationales et réduction de la pauvreté, pour n'en citer que quelques-unes.

Les Nations Unies, l'OCDE et d'autres organisations internationales s'efforcent de mettre le développement durable sur le devant de la scène. D'autres organisations, notamment la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et l'Organisation mondiale du commerce, cherchent les moyens de faire de la durabilité un principe essentiel de leurs interventions économiques.

Afin d'améliorer les pratiques de développement, ces institutions ont réuni autour d'une même table des gouvernements nationaux, ayant des opinions et disposant de moyens divers, pour qu'ils arrivent à surmonter les différences qui les opposent. Dans le même temps, des gouvernements locaux et régionaux joignent leurs forces dans le but de comparer leurs expériences respectives et d'agir de concert, souvent à de grandes distances géographiques. Somme toute, les gouvernements commencent à prendre conscience que, face à des problèmes plus transversaux, ils doivent adopter une approche plus ouverte et accroître leur collaboration.

L'idée d'une action mondiale visant à améliorer la vie des plus pauvres a fait son chemin au cours de ce siècle, culminant avec les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), qui visent à s'attaquer au problème de façon coordonnée et à une échelle mondiale. Les OMD, qui trouvent leur origine dans les lignes directrices de l'OCDE pour le développement, représentent un effort concerté de la part de la communauté mondiale pour s'attaquer au problème persistant du sous-développement.

Des outils de croissance durable

Hormis dans un petit nombre d'économies se développant rapidement, la croissance est dans l'ensemble trop irrégulière et insuffisante dans les pays en développement pour qu'ils comblient les écarts de niveaux de vie importants qu'ils connaissent à la fois en leur sein et par rapport aux pays développés. Selon de récents indicateurs, les taux de croissance en Afrique subsaharienne ne sont plus aussi faibles qu'ils l'étaient et commencent à être comparables à ceux du reste du monde, sans que cela se soit encore traduit par des gains importants dans de nombreux domaines essentiels. Par exemple, sur la période 1990-2004, le nombre de personnes ayant accès à l'eau potable a augmenté de 10 millions chaque année en Afrique subsaharienne. La population a toutefois augmenté plus rapidement encore au cours de la même période, et le nombre de personnes ne disposant pas d'eau potable s'est accru de 60 millions.

Si le contexte historique, économique, social et politique, est différent dans chaque pays, les principes essentiels du développement durable s'appliquent à tous. La croissance économique est fondamentale, mais, à elle seule, sans compréhension claire de l'ensemble des facteurs – notamment sociaux, environnementaux, institutionnels et culturels – contribuant au bien-être, elle ne se traduit pas par une réduction durable de la pauvreté. Bien que la croissance économique soit généralement associée à des améliorations globales de la qualité de vie, des niveaux d'éducation et de l'espérance de vie, cela ne nous indique pas :

- comment on atteint cette croissance ;
- si elle va ou non s'inscrire dans la durée ;
- qui en bénéficie et qui risque d'être laissé de côté.

Les pays dotés de ressources naturelles à forte valeur marchande (par exemple diamants, métaux ou pétrole) peuvent accroître leur développement économique global en les vendant sur les marchés mondiaux. Toutefois, si les revenus ainsi dégagés restent entre les mains d'un petit nombre et ne sont en rien utilisés au bénéfice de la population, cela ne contribue pas nécessairement à améliorer la vie des gens. S'il s'agit de ressources non renouvelables, ou si ces ressources sont mal gérées, les revenus qu'elles génèrent

L'aide au commerce

Les échanges offrent le potentiel de stimuler la croissance et d'atteindre les objectifs de développement. Cependant, certains éléments essentiels pour en tirer tous les bénéfices – par exemple un système bancaire fiable, des télécommunications de bonne qualité et un bon réseau de transport (routes et ports) – font souvent défaut dans les pays en développement. L'aide au commerce est une assistance au développement conçue spécifiquement pour aider les pays à éliminer ces obstacles et tirer parti des possibilités commerciales qui leur sont offertes.

Cette assistance concerne notamment :

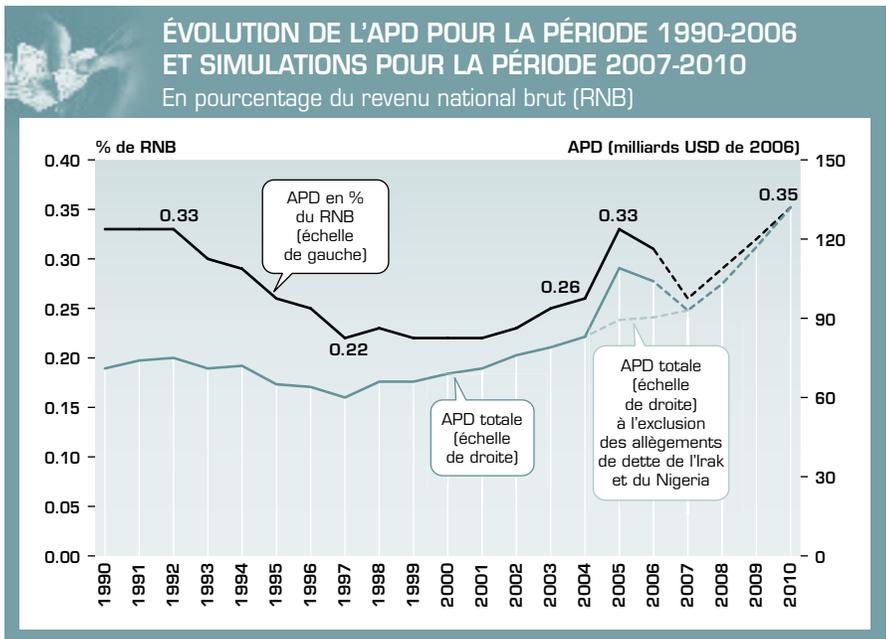
- les négociations d'accords commerciaux ;
- le renforcement des capacités (créer les conditions indispensables au succès des politiques et des projets) ;
- la commercialisation ;
- le respect des normes internationales de qualité.

L'OMC (l'organisation en charge du commerce mondial) et l'OCDE travaillent de concert pour évaluer dans quelle mesure l'aide au commerce contribue efficacement au développement international.

cesseront tôt ou tard d'alimenter la croissance – à moins que les profits dégagés ne soient réinvestis dans d'autres projets ou fonds, eux-mêmes durables. Enfin, des activités aujourd'hui profitables peuvent entraîner une dégradation de l'environnement dans l'avenir. En résumé, la croissance à court terme peut n'avoir aucun effet sur la stabilité à long terme, et elle peut même être à l'origine de reculs sociaux si les stocks de ressources et les capitaux qu'elle génère ne sont pas gérés de *façon durable*.

La croissance pro-pauvres

La question est donc de savoir comment obtenir une croissance qui donne aux pauvres les moyens de réaliser des gains réels et pérennes, autrement dit une *croissance pro-pauvres*, selon les économistes et les théoriciens du développement. Dans cette optique, il ne suffit pas d'atteindre des taux moyens de croissance d'un niveau donné. Il est essentiel que cette croissance bénéficie



Source : Coopération pour le développement, Rapport 2007.

StatLink : <http://dx.doi.org/10.1787/478357762308>

tout spécialement aux pauvres, hommes et femmes, et leur permette de tirer les bénéfices de l'augmentation de l'activité économique et des revenus, de telle sorte que leurs conditions de vie puissent s'améliorer constamment.

Quels sont exactement les moyens d'atteindre les objectifs de développement? Nous connaissons tous certains des éléments essentiels que sont le capital, la santé, l'éducation ou la technologie. De fait, diverses approches sont utilisées pour fournir de l'aide et stimuler la croissance. Les spécialistes du développement distinguent trois voies principales: l'aide publique au développement (APD), l'investissement direct à l'étranger (IDE) et les échanges. Ces trois modes ont beau être distincts si l'on s'en tient à leurs définitions, ils sont indissociables dans la pratique. Par exemple, l'APD peut servir à financer des mesures visant à attirer l'IDE ou à développer les échanges, comme dans le cas de l'aide au commerce.

Depuis peu, de nouvelles formes d'aide jouent également un rôle important en faveur des objectifs de développement. De grandes fondations privées, comme la Fondation Bill & Melinda Gates, et des partenariats public-privé, comme le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme et l'Alliance mondiale pour les vaccins et l'immunisation (GAVI), ont fait beaucoup dans la conceptualisation et la mise en œuvre des programmes d'aide, même s'ils ne représentent qu'un pourcentage relativement faible de l'ensemble des financements.

Les pays donateurs et les agences d'aide sont assurément devenus plus conscients de l'importance des questions de durabilité et s'efforcent d'assurer l'intégration des considérations environnementales dans les Stratégies de réduction de la pauvreté des pays bénéficiaires. Dans le cadre de l'Initiative sur la pauvreté et l'environnement, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) supervisent nombre d'efforts allant dans ce sens. Pour sa part, le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE assure le suivi de ces projets, conformément à la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide. L'objectif est de veiller à ce que les préoccupations environnementales soient intégrées dans les stratégies de développement, même si les progrès sont pour l'instant inégaux.

Ghana : une politique forestière plus respectueuse de l'environnement

Problème

Un examen de la Stratégie de réduction de la pauvreté du Ghana a mis en évidence des conflits potentiels entre la politique forestière (qui vise à accroître les matières premières disponibles pour l'industrie du bois) et la protection des écosystèmes qui bordent les cours d'eau. La politique forestière du Ghana a été modifiée en conséquence. En moins de 6 mois, le gouvernement a mis sur pied des pépinières de bambou et de rotin pour alimenter les industries de transformation, aidant ainsi à protéger les berges des

prélèvements non contrôlés de bambou et de rotin sauvages.

Bénéfices-clés

- Réduction des pressions exercées sur les forêts primaires et les écosystèmes fluviaux fragiles.
- Création de nouvelles sources de matières premières.
- Création d'emplois.

Source: FMI (2006), « Ghana: Poverty Reduction Strategy Paper Annual Progress Report », *IMF Country Report*, n° 06/226, FMI, Washington, DC.

L'Évaluation environnementale stratégique (EES) est un autre exemple d'effort international visant à intégrer les questions environnementales dans les initiatives de développement. Bien qu'elles aient longtemps été exigées par les pays donateurs, les Études d'impact environnemental (EIE) n'ont souvent été qu'un dernier point au bas d'une liste de vérification d'un projet, une approche qui a débouché sur des conflits d'intérêt et des occasions ratées. Depuis 2001, les pays donateurs et les pays bénéficiaires ont adopté des lois exigeant de mener des EES pour les programmes de développement susceptibles d'avoir des effets sur l'environnement. Grâce aux EES, les considérations environnementales sont désormais intégrées dans les Stratégies de réduction de la pauvreté, qu'elles soient nationales ou régionales, dès leur conception. Mais il reste encore beaucoup de chemin à faire avant que les trois piliers du développement fassent systématiquement l'objet d'une évaluation de durabilité et que les Stratégies de réduction de la pauvreté deviennent des « Stratégies de développement durable ».

L'aide doit compter

Il est essentiel de s'assurer que les objectifs de développement des pays donateurs et des pays bénéficiaires sont coordonnés et se renforcent mutuellement. En mars 2005, les représentants d'agences non gouvernementales et de plus de 100 pays – donateurs et bénéficiaires – ont signé un accord international en ce sens : la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide.

« Nous [...] prenons la résolution de mener des actions ambitieuses, se prêtant à un suivi, afin de réformer nos modalités d'acheminement et de gestion de l'aide [...] nous reconnaissons que si l'atteinte de ces objectifs suppose un accroissement des volumes d'aide et d'autres ressources affectées au développement, une augmentation significative de l'efficacité de l'aide est également nécessaire pour soutenir les efforts déployés par les pays partenaires en vue de renforcer la gouvernance et d'améliorer les résultats obtenus sur le front du développement. »

Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide

En soi, c'est déjà un défi de coordonner les efforts menés par les différents pays donateurs et bénéficiaires. Mais si l'on ajoute tous les autres acteurs du processus de développement, tels que les ONG, les médias ou les institutions financières, on se rend vite compte que l'apport de capitaux n'est tout simplement pas suffisant. L'approche des donateurs doit être coordonnée et cohérente – ce que l'on appelle l'« harmonisation » –, et leurs efforts devraient répondre aux besoins exprimés dans les stratégies nationales des gouvernements bénéficiaires.

Les donateurs, les bénéficiaires et les personnes travaillant à la mise en œuvre des projets sont conscients que l'aide risque de ne pas atteindre ses cibles si l'on n'améliore pas la coordination, l'engagement local et la responsabilité. La Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide traduit l'engagement d'adopter une approche plus cohérente et plus réaliste pour atteindre les objectifs de développement.

Il faut améliorer la coordination et le ciblage de l'aide. Il est important de comprendre cette nécessité et de la mettre en œuvre si l'on veut s'attaquer avec succès au fossé de développement, mais ce n'est qu'une étape. Il faut également bâtir des sociétés durables et saines, c'est-à-dire supprimer les obstacles qui empêchent le progrès et promouvoir des valeurs telles que les droits de l'homme, l'égalité homme-femme, la paix et la sécurité. Cela pose un défi en matière de suivi, mais l'OCDE intègre l'exigence de cohérence des politiques dans les examens qu'elle consacre aux efforts d'assistance au développement de ses pays membres (les « examens par les pairs »).

Aller de l'avant

Le fossé de développement subsiste, malgré l'importance de l'aide, des investissements et de la croissance liée aux échanges. Cela s'explique en partie par le manque de coordination. Il arrive que les objectifs de différentes politiques entrent en contradiction ; c'est par exemple le cas lorsque des pays donateurs fournissent une aide pour améliorer les systèmes de santé, tout en essayant d'attirer des médecins et des infirmières formés dans le monde en développement.

Dans cette optique, les pays donateurs ont commencé à promouvoir ce que les spécialistes appellent la « cohérence des politiques au service du développement », autrement dit à chercher les moyens d'accroître les performances de l'aide, des échanges, de l'investissement et des autres politiques économiques dans le but d'atteindre des résultats durables de développement. Cela suppose que les objectifs économiques des pays donateurs soient cohérents et compatibles. Par exemple, les subventions versées aux secteurs nationaux de l'agriculture et des pêcheries ne doivent pas annuler les gains de l'ouverture des marchés mondiaux ; les crédits à l'exportation ou les encouragements à investir ne doivent pas être en contradiction avec les objectifs de l'assistance au développement, etc.

« Si les donateurs fournissent une aide pour renforcer la capacité d'un pays à participer aux échanges agricoles, alors qu'il subsiste des obstacles aux échanges ou des mesures qui excluent les produits du pays des marchés mondiaux, cette aide est inefficace et la croissance compromise. »

Agriculture : Améliorer la cohérence des politiques au service du développement (« Synthèses de l'OCDE »)

« Quand un homme a faim, mieux vaut lui apprendre à pêcher que de lui donner un poisson. » Est-ce toujours vrai ? Et s'il se livre à la surpêche ? Et si des navires plus efficaces venus d'ailleurs capturent tous les stocks accessibles ? Et si des pesticides déversés dans la zone de fraie chassent les poissons ? « Apprendre à pêcher » ne se résume pas à savoir jeter un filet. Nous devons aussi comprendre que les relations existant entre les choses ont une importance critique. Appliquer les principes de la durabilité tout au long du processus de développement prend alors tout son sens.

Le but n'est pas que le monde en développement rattrape les pays développés en matière de mauvaises habitudes, mais plutôt que les pays en développement et les pays développés coopèrent pour établir une croissance durable à tous les niveaux. Pour que les pays les plus pauvres comme les pays les plus riches s'engagent sur un sentier de développement qui dure, nous devons tous agir de façon durable.

Pour en savoir plus

OCDE

Sur l'Internet

Pour une introduction aux travaux de l'OCDE sur le développement durable et le développement en général, visitez www.oecd.org/developpementdurable et www.oecd.org/developpement.

Publications

Dynamiser les échanges: Les enjeux du développement dans le système commercial multilatéral (2006)

Cette publication aborde la question des échanges et du développement sous un angle économique, à la lumière d'approches empiriques et d'analyses objectives.

L'évaluation environnementale stratégique: Guide de bonnes pratiques dans le domaine de la coopération pour le développement (2006)

Ce guide détaille les principales étapes de sa mise en œuvre. Il recense 12 points d'ancrage pour son application à la coopération pour le développement, avec pour chacun d'eux des orientations, une liste de questions clés et des exemples concrets, tout en abordant les questions d'évaluation des processus d'EES et de renforcement des capacités dans ce domaine.

Trade that Benefits the Environment and Development: Opening Markets for Environmental Goods and Services (2005, uniquement en anglais)

Ce recueil d'études offre une aide concrète aux négociateurs qui doivent démêler les enjeux, nombreux et complexes, des discussions internationales touchant la libéralisation des échanges de biens et de services environnementaux.

Autres lectures conseillées

Toward Sustainable Agriculture (2008, uniquement en anglais)

La contribution de l'OCDE à la Commission des Nations Unies sur le développement durable promeut la cohérence des politiques en matière de réforme des subventions, de gestion durable des ressources et de sécurité alimentaire. www.oecd.org/developpementdurable

Agriculture: Améliorer la cohérence des politiques au service du développement (2008)

Cette Synthèse de l'OCDE souligne le rôle clé de l'agriculture pour le développement, ainsi que l'importance d'aider les gouvernements à promouvoir la cohérence des politiques au service du développement dans l'agriculture.

www.oecd.org/publications/syntheses

Aid for Trade at a Glance (2007, uniquement en anglais)

Cette publication conjointe OCDE/OMC dresse le premier tableau complet de l'aide au commerce à l'échelle mondiale.

www.oecd.org/dac/trade/aft

Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement (2005)

La Déclaration de Paris est un accord international signé par plus de 100 ministres, responsables d'organismes d'aide et hauts fonctionnaires.

www.oecd.org/cad/efficacite/declarationdeparis

En avril 2006, les ministres de la Coopération pour le Développement et de l'Environnement des pays de l'OCDE ont discuté des moyens d'aider les pays en développement à renforcer leurs économies sans nuire à l'environnement. Cette réunion a débouché sur le **Cadre pour une action commune autour d'objectifs partagés** et la **Déclaration sur la prise en compte de l'adaptation au changement climatique dans la coopération pour le développement.**

www.oecd.org/epocdacmin2006



4

Tout porte à croire que les principaux systèmes dont dépend notre planète ont désormais atteint des seuils critiques. L'enjeu est d'établir un équilibre entre les ressources et les besoins d'aujourd'hui et ceux de demain, ce qui nous impose des choix difficiles. Quels outils peuvent nous aider à prendre les bonnes décisions pour gérer ces systèmes à long terme ?



L'avenir est
à nos portes

En guise de préambule...

À cheval sur la frontière entre la Pologne et le Bélarus, s'étend une région qui semble préservée depuis des milliers d'années et dont il émane une magie particulière. Au printemps, les fleurs sauvages s'y épanouissent sous des chênes majestueux, et les animaux y mettent bas. Ce sont les vestiges de la forêt primitive qui couvrait autrefois la quasi-totalité de l'Europe occidentale. La préservation de cette région a commencé il y a des siècles, lorsque les tsars et les princes en firent leur chasse gardée pour y traquer l'insaisissable bison d'Europe, déjà de plus en plus rare à l'époque. Pendant la Première Guerre mondiale, de nouveaux dangers menacèrent la forêt et ses habitants : on construisit des scieries pour exploiter le bois, et le dernier bison d'Europe fut abattu par un braconnier en 1919. La région semblait vouée à connaître le sort de toutes les terres sauvages de l'Europe : la disparition définitive de la forêt vierge et de ses grands mammifères.

Toutefois, dès la fin de la guerre, des défenseurs de la nature se mirent au travail avec détermination, et le parc national de Bialowieza fut créé en 1932. Dans les décennies suivantes, l'UNESCO classa cet écosystème unique dans les réserves de biosphère, en 1977, puis dans les sites du patrimoine mondial, en 1979. À partir de 1952, on y réintroduisit les bisons d'Europe, dont il ne restait que quelques survivants dans des zoos. Aujourd'hui, avec près de 250 bêtes, la population de bisons se porte bien et cohabite avec d'autres grands mammifères – élans, cerfs, loups, chevaux sauvages – et plus de 100 espèces d'oiseaux. Chaque année, 100 000 touristes visitent la petite partie de la forêt ouverte au public pour jeter un œil à cet écosystème rare et merveilleux.

À la fin du XIX^e siècle, cela faisait des générations que les forêts primitives avaient disparu en Europe occidentale, et, aux États-Unis, on abattait les dernières lisières des forêts vierges. Des espèces avaient été décimées, comme le bison d'Amérique, dont il ne restait que quelques centaines d'individus ; d'autres, comme les aurochs et les grands pingouins, s'étaient définitivement éteintes. Mais un mouvement en faveur de la protection des dernières terres sauvages se répandit à travers l'Europe et les Amériques et, au cours du XX^e siècle, des milliers de kilomètres carrés devinrent des réserves, protégées d'une façon ou d'une autre pour les générations futures.

En créant des parcs nationaux, nous avons évité de justesse que disparaissent définitivement de nombreuses espèces et de nombreux écosystèmes. Nous nous tournons à présent vers l'avenir en nous demandant ce qu'il faut protéger et ce que nous risquons de perdre pour toujours. Devant la course effrénée du développement économique et de l'urbanisation, sommes-nous sûrs de donner aux générations futures une véritable chance de mener le style de vie que nous avons connu ? Le rythme de l'activité humaine s'accélère, tout comme s'accroissent ses répercussions, au point que nous pourrions même avoir à nous inquiéter pour notre propre avenir.

Il y a un siècle, protéger des zones d'habitats spéciaux pouvait sembler suffisant. Aujourd'hui, nous savons que nous avons épuisé certaines ressources, accumulé une lourde dette publique, pollué l'eau, l'air et le sol pour longtemps, mais aussi que nous avons altéré le climat dont nous sommes tributaires. À l'évidence, l'heure est venue de repenser la préservation de l'environnement afin de pouvoir gérer de façon responsable et durable ce qui est important pour notre bien-être et celui des générations futures.

► Dans ce chapitre, nous verrons pourquoi nous devons adopter une pensée tournée vers l'avenir dans l'optique du développement durable, tout en examinant les outils dont nous disposons pour suivre cette approche. Mais nous verrons aussi qu'il est nécessaire d'agir dès maintenant : de nombreux problèmes auxquels seront confrontées les générations futures sont déjà d'actualité. Plus nous attendons, plus il sera difficile de les résoudre.

Le partage équitable entre les générations

« Outre le respect de l'équilibre entre objectifs économiques, environnementaux et sociaux, l'un des principes fondamentaux du développement durable réside dans la nécessité de trouver un équilibre entre les besoins de la génération actuelle et ceux des générations futures. »

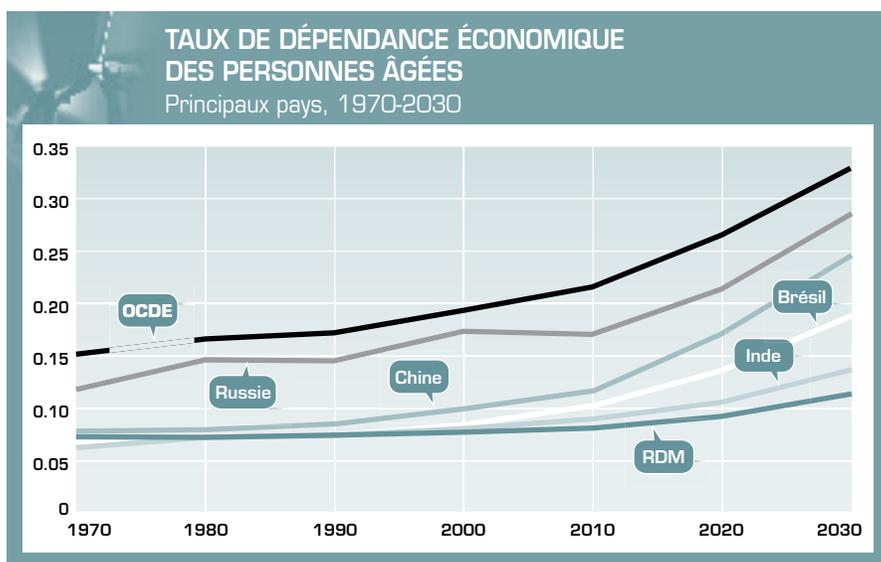
*Stratégies nationales de développement durable :
Bonnes pratiques dans les pays de l'OCDE*

Dès le Rapport Brundtland, le premier texte ayant énoncé le concept de développement durable, un de ses principes fondamentaux était l'équité entre les générations – ou équité

intergénérationnelle. Si les relations entre les nations sont réglementées par des lois et des accords, les générations à venir ne peuvent pas défendre leurs droits, quand bien même nos actions auront un effet sur leur bien-être. Il est donc de notre devoir de protéger leurs intérêts, même en sacrifiant des gains que nous pourrions faire à court terme.

Le problème ne se posera pas seulement dans un avenir lointain sans lien avec notre présent, mais dans ce futur immédiat qui commence chaque fois qu'un enfant s'apprête à naître. Gérer les systèmes dans l'optique du long terme ne relève pas de l'altruisme. Le futur nous concerne directement car, pour paraphraser l'inventeur américain Charles Kettering, c'est là que nous allons passer le reste de notre vie.

Le défi est bien sûr considérable, et il nous impose des choix sur lesquels nous devons nous informer en tant que citoyens. Prenons certains des sujets les plus controversés, comme la santé, la retraite ou la dette publique. On entend souvent dire que les dépenses de santé vont augmenter à cause du vieillissement de la population – voir le taux de dépendance économique des personnages âgés –,



Source : Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2030.

StatLink : <http://dx.doi.org/10.1787/478400675716>

mais des analyses menées par l'OCDE dressent un tableau plus complexe. Bien que ces dépenses augmentent avec l'âge, le coût moyen par personne dans les groupes plus âgés devrait chuter au fil du temps, en partie parce que nous vivons non seulement plus longtemps, mais aussi en meilleure santé plus longtemps. Et il faudra aussi verser des retraites sur une plus longue période. Est-ce aux individus eux-mêmes de s'assurer qu'ils auront de quoi vivre pendant leur retraite ou est-ce une question à laquelle nous devrions nous attaquer collectivement? Et la dette publique? Est-ce seulement un fardeau que nous transmettons à nos enfants ou, à travers les infrastructures, l'éducation et les autres services qu'elle finance, est-ce un investissement pour leur avenir?

Et qu'en est-il de notre administration des sols et des ressources de la Terre? En dehors des zones protégées, nous avons dans le passé exploité les ressources d'une façon intensive. Sommes-nous en mesure de gérer la totalité ou la majeure partie de nos forêts, de nos zones humides et de nos océans de telle sorte qu'ils continueront de nous fournir les richesses qui nous sont indispensables? Les changements que notre développement impose aux habitats mettent-ils en péril des espèces que nos descendants jugeraient importantes du point de vue esthétique ou philosophique, ou même pour des raisons pratiques, par exemple dans les domaines de la médecine ou de l'agriculture?

C'est comme si, tout à coup, après des dizaines de milliers d'années de progrès et d'activités, l'humanité avait ramené la planète à son échelle: nous pouvons atteindre ses endroits les plus reculés, en faire le tour en une journée, changer le cours de ses rivières et gravir ses plus hauts sommets. Mais il est aussi à craindre que la Terre ne devienne trop petite pour nous si nous n'agissons pas avec prudence à l'avenir.

Des signes indiquent que les principaux systèmes de notre planète atteignent tous des seuils critiques. Comme le prouvent le changement climatique, la disparition d'espèces et la pollution, la capacité de la Terre à supporter les conséquences des activités humaines approche de son maximum. Bien que cela ait l'air d'un problème purement «environnemental», nous devons garder à l'esprit que les changements provoqués par l'augmentation des températures, les catastrophes naturelles ou la disparition d'un insecte important dans la chaîne alimentaire ont de profondes répercussions sur chaque être humain et sur la société dans son

ensemble. S'il y a une chose dont nous avons pris conscience depuis les débuts du développement durable, c'est que l'environnement, les personnes qui y vivent, et les économies et les cultures qui s'y développent, sont mutuellement dépendants.

« Les défis environnementaux qui demeurent sont de plus en plus complexes ou d'ampleur mondiale, et leurs effets pourraient ne se faire sentir qu'à longue échéance. Parmi les problèmes les plus urgents aussi bien pour les pays membres que pour les pays non membres de l'OCDE figurent le changement climatique, l'appauvrissement de la biodiversité, la gestion non durable des ressources en eau et les conséquences sanitaires de la pollution et des produits chimiques dangereux. Nous ne gérons pas notre environnement de façon viable. »

Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2030

Apprendre à être durable : avec quels outils ?

Depuis un peu plus d'un siècle, les écoles forestières enseignent des méthodes pour gérer les ressources forestières. Lorsque l'on sait à quelle rapidité une espèce d'arbre pousse dans un climat donné, il est possible de calculer son rendement durable. Dans une plantation forestière constituée de milliers d'hectares d'une même espèce, on sait gérer les arbres comme des produits agricoles, sur des cycles de 80 ans, et les récolter indéfiniment à condition que le sol soit fertilisé et que les conditions climatiques ne changent pas.

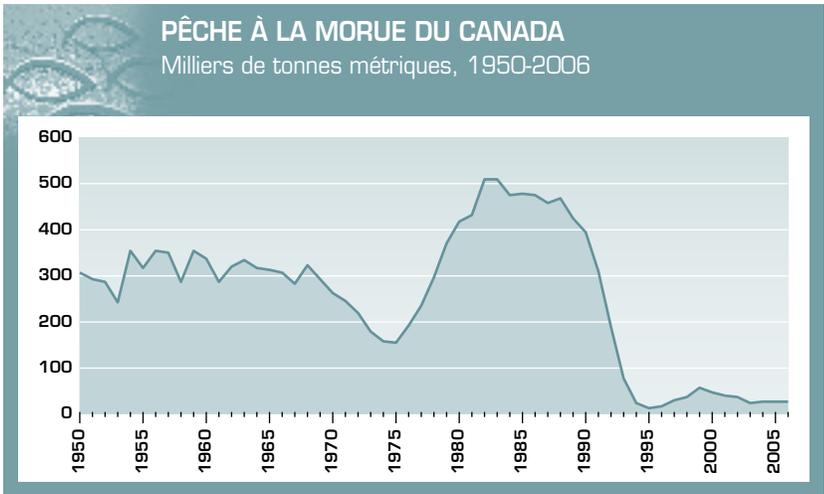
Ce type de forêt composée d'arbres ayant tous le même âge et appartenant à une seule espèce ne constitue pas un habitat idéal pour bon nombre d'autres espèces animales et végétales, mais on peut également gérer les plantations pour obtenir une biodiversité maximale.

La gestion des ressources halieutiques représente aujourd'hui un défi plus considérable : la principale méthode qui nous permet de suivre ces populations repose sur leur capture. Mais comment savoir si ces ressources sont surexploitées ? Grâce à l'amélioration des équipements et des méthodes conçus au cours des 50 dernières années, il est possible de pêcher un plus grand nombre de poissons – ce qui donne l'impression, à un moment précis, que la population

L'effondrement de la pêche à la morue des Grands Bancs

Au large des côtes sud-est du Canada, de riches fonds de pêche ont été exploités pendant des centaines d'années, depuis le ^{XVII}^e siècle, sur les traces d'un pêcheur basque qui s'était aventuré dans le Nord, jusqu'à la fin du ^{XX}^e siècle, où l'on estime que 40 000 personnes pêchaient et transformaient la morue dans l'industrie poissonnière de Terre-Neuve. La pêche a atteint son pic de rentabilité au cours des années 90, avant de s'effondrer en

auparavant considérées comme des « prises accessoires ». Des chiffres montrent maintenant que les stocks de raies sont eux aussi surexploités. Il est évident que cette solution n'est pas durable, et les communautés locales en paient le prix en perdant des revenus et des traditions : la population de Bonavista a diminué de 10% au cours de la dernière décennie ; elle se tourne vers le tourisme, alors que ses pêcheurs attendent un miracle.



Source : Base de données Fishstat de la FAO/ONU.

1992 pour des raisons que l'on n'explique pas encore tout à fait. Ce que l'on sait, en revanche, c'est que cet effondrement coûte encore plus de 250 millions de dollars canadiens par an en perte de revenus. Les résidents locaux de villes comme Bonavista (4 000 habitants) tentent désespérément de trouver d'autres emplois : la population de morues ne montre toujours aucun signe de rétablissement bien qu'un moratoire sur la pêche à la morue ait été promulgué en 1994. Avec la fin de la pêche à la morue, les gens ont commencé à pêcher des raies,

À présent, ils mettent en garde les autres zones de pêche où les prises sont toujours très nombreuses : « Ils feraient mieux d'adopter des mesures draconiennes dès maintenant, de prendre sur eux pendant un moment, et puis espérer que leur stock se refasse, déclare Larry Tremblett, un pêcheur de Bonavista. On n'a rien fait de tout ça. On a laissé les choses aller jusqu'à ce qu'il ne reste plus rien. On le voit bien maintenant à Terre-Neuve, notre pêche a disparu – il n'en reste rien à cause de la cupidité et de la stupidité. »

ne s'est jamais aussi bien portée – jusqu'à ce qu'ils disparaissent. C'est exactement ce qui s'est produit dans certaines des zones de pêche les plus importantes de la planète, comme les Grands Bancs au large des côtes de Terre-Neuve au Canada.

Au moins un quart des stocks de poissons marins est surexploité. Le volume des pêches a augmenté jusque dans les années 80, mais il diminue maintenant à cause de la disparition des stocks. Dans de nombreuses zones marines, le poids total de poissons disponibles pour la pêche est inférieur à 10 % de ce qu'il était avant le début de la pêche industrielle. Les pêches intérieures, particulièrement importantes pour assurer une alimentation de bonne qualité aux personnes pauvres, ont elles aussi diminué à cause de la surexploitation, des changements causés aux habitats et de la raréfaction de l'eau douce.

Comment préserver ces précieuses ressources aquatiques pour les générations futures? Des biologistes de la vie marine, des pêcheurs et des spécialistes de l'élaboration des politiques ont proposé plusieurs solutions pour s'assurer que l'on disposera de stocks halieutiques dans le futur: des quotas sont imposés pour chaque espèce dans l'espoir qu'il en reste suffisamment pour qu'elles se reproduisent; on crée des zones de protection marines permettant aux populations de se multiplier, où toute pêche est rigoureusement interdite. Ces politiques ne sont bien sûres efficaces qu'à condition d'être pleinement appliquées. Des programmes gouvernementaux destinés à soutenir les pêcheurs sont également mis en place, qui prévoient le rachat de leurs bateaux, des programmes de reconversion professionnelle et, d'une façon générale, un soutien aux communautés où les pêcheurs sont tout simplement trop nombreux pour les ressources disponibles.

En dernier lieu, il est possible de remplacer le poisson sauvage par une ressource plus facile à gérer, les poissons provenant de l'aquaculture. Cette pratique fournit actuellement près de 40 % des poissons et des fruits de mer que nous mangeons, mais elle a, elle aussi, ses limites. Élever un grand nombre de poissons dans des espaces très restreints augmente tellement les risques d'infection qu'il est nécessaire d'utiliser des antibiotiques. Les poissons qui s'échappent se reproduisent avec des populations sauvages, mettant ainsi en danger leur diversité génétique, et la pollution résultant des aliments aquacoles et des déchets de poissons se répand facilement dans les eaux environnantes. Tous ces problèmes

nécessiteront une attention continue et des investissements importants si l'on veut que l'aquaculture devienne une solution véritablement durable.

Avec du recul, on a l'impression que la tragédie canadienne aurait pu être évitée. Pourtant, d'autres zones de pêche sont probablement aujourd'hui dans la situation où se trouvaient les Grands Bancs en 1991 : des prises apparemment stables ou ne déclinant que lentement, mais se trouvant en réalité très près du seuil critique ou l'ayant déjà dépassé. À l'échelle de la planète, il est encore très difficile de suivre le conseil de Larry Tremblett. Même quand on sait pertinemment qu'une crise est sur le point d'éclater, tout le monde éprouve de la difficulté à faire machine arrière pour changer les choses en profondeur.

Il est temps d'agir

Un des principaux obstacles au changement est le degré d'incertitude qui accompagne la planification du futur : aucune expérience ne « démontre » les conséquences exactes des choix non durables. Dans le cas du changement climatique, on ne sait pas avec certitude quelle quantité de CO₂ atmosphérique provoquera des dégâts graves susceptibles d'être irréversibles – notre Terre est notre seul laboratoire. Il en va de même pour la perte de biodiversité et tous les autres problèmes de gestion des ressources auxquels nous sommes confrontés. Cette incertitude tient parfois lieu d'excuse pour ne pas investir dans de meilleures pratiques moins polluantes : pourquoi dépenser tout cet argent si rien ne *prouve* que nous devons le faire ?

Ce type de raisonnement nous expose cependant aux mauvaises surprises. Une fois que les faits ont montré, sans contestation possible, que la destruction d'un système va être dévastateur, il est en général trop tard pour rassembler les moyens permettant de l'éviter. Bien sûr, une solution miracle peut toujours survenir, mais voulons-nous vraiment prendre un tel risque ? L'objet même du développement durable est d'atténuer ces risques dès maintenant en améliorant notre présent tout en préservant notre avenir.

Face à la perspective de changements majeurs affectant notre environnement, on entend souvent la réponse suivante : « Les êtres humains sont pleins de ressources ; on trouvera bien une façon

de régler ce problème quand ce sera nécessaire.» De nouvelles méthodes et technologies peuvent effectivement réduire notre dépendance à l'égard des ressources naturelles, laissant ainsi la planète souffler un peu, mais elles peuvent aussi augmenter la pression exercée sur les écosystèmes naturels ou susciter elles-mêmes de nouvelles inquiétudes, comme dans le cas des zones de pêche.

Nous espérons que des miracles technologiques surviendront au bon moment pour nous sauver, mais il faut des années pour les développer, et il n'existe en réalité aucune solution de continuité entre ce « présent » où nous remettons les choses au lendemain et ce « futur » où nous commencerons à penser aux solutions. Tergiverser jusqu'à ce que les problèmes aient des conséquences graves n'est évidemment pas la meilleure manière de gérer les choses.

« Si aucune action nouvelle n'est entreprise, nous risquons, au cours des décennies à venir, de modifier de façon irréversible les conditions environnementales sur lesquelles repose le maintien de la prospérité économique. »

Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2030

Même si elles nous permettent d'éviter les catastrophes les plus dramatiques, les solutions d'urgence coûtent en général très cher. Et, souvent, il est seulement possible d'atténuer les effets négatifs d'un problème, et non de les supprimer. Quand une crise survient – famine, pollution ou inondation –, les personnes qui en sont les victimes immédiates subissent en fait les conséquences d'un manque de planification à long terme. Et dans le cas de la disparition d'une espèce, il n'y a aucune solution : rien ne la ramènera à la vie.

Planifier le futur

Comment nous assurer que ce que nous faisons aujourd'hui n'entraînera pas des problèmes insolubles et n'affectera pas la capacité de la planète à répondre aux besoins de ceux qui y vivront ? Qui seront-ils, combien seront-ils, et de quelles ressources auront-ils besoin pour mener une vie épanouie ? Aucune boule de cristal ne nous le révélera.

En revanche, en nous fondant sur la situation actuelle, nous *pouvons* faire des projections à l'aide de modèles informatiques pour tenter de prédire ce que sera l'avenir. Ces modèles peuvent

Services bancaires mobiles : les pays en développement ouvrent la voie

Des services financiers efficaces sont essentiels au développement économique. À l'échelle mondiale, la plupart des gens n'ont toutefois pas de compte bancaire, et, même aux États-Unis, on compte 10 millions de foyers dépourvus de compte dans une banque ou dans une institution financière classique. Avec l'essor des transactions financières numérisées, l'accès aux services financiers devient de plus en plus important, même pour les plus pauvres. Dans les pays en développement, le problème est plus patent dans les régions où les banques estiment qu'une succursale n'est pas rentable, alors que les habitants peuvent avoir les moyens d'ouvrir un compte.

Pour envoyer de l'argent ou en recevoir, ces « exclus du système bancaire » doivent par conséquent recourir à des intermédiaires, auxquels ils versent des commissions élevées. Cela peut représenter une « taxe » importante sur les revenus de ceux qui envoient des fonds à leur famille, en particulier s'ils le font de l'étranger.

Mais la plupart, sinon toutes les personnes non bancarisées ont en revanche accès à un téléphone cellulaire, même si ce n'est pas le leur. Tels sont les fondements des services bancaires mobiles. L'argent peut être transféré sur le téléphone, puis récupéré auprès du détaillant qui vend les cartes de recharge. Des applications plus avancées, de plus en plus courantes en Afrique du Sud, permettent ainsi aux clients de payer des services. La prochaine étape prévue sera un système aussi pratique qu'un guichet automatique, autrement dit permettant d'effectuer des transactions entre des personnes faisant appel à différents opérateurs de téléphonie ou utilisant les services de banques différentes, pour celles qui ont un compte.

On projette même d'établir des liens entre ces services mobiles et les mécanismes de microfinance. Avec l'essor des services bancaires mobiles, de grandes institutions financières s'intéressent désormais aux moyens d'étendre leurs services aux très nombreux clients potentiels qui étaient habituellement considérés comme non rentables. Dans une entrevue accordée au *Guardian*, Alastair Lukies, le patron d'une des entreprises à l'origine de ce plan, explique ce qui les motive : « La microfinance éveille à présent l'intérêt des banques, et les "exclus du système bancaire" sont désormais vus comme un marché formidablement viable, et plus seulement comme un point abordé à la fin d'un rapport annuel, dans un paragraphe sur la responsabilité sociale de l'entreprise... »

C'est ce que confirme Juniper Research, une société spécialisée dans l'analyse des télécommunications. D'après ses analyses, le nombre de transactions financières mobiles montera en flèche, passant de 2.7 à 37 milliards entre 2007 et 2011, pour une valeur approchant 600 milliards de dollars, et ce, sous l'impulsion d'utilisateurs des pays en développement n'ayant ni compte bancaire ni carte de crédit. Selon d'autres prévisions, le nombre total de transactions atteindra 62 milliards.

Sources

Juniper Research (2008), « The "Great Unbanked" to drive mobile finance market », 17 juin 2008, Juniper Research, www.juniperresearch.com.

The Guardian (2008), « Cash in hand: why Africans are banking on the mobile phone », *The Guardian*, 17 juin 2008, www.guardian.co.uk (uniquement en anglais).

prévoir la disponibilité de différentes ressources naturelles et sociales, des soins médicaux aux régimes de retraite, en passant par les combustibles fossiles et les stocks de poissons. Ils prédisent également la demande pour ces ressources en se basant sur plusieurs facteurs : croissance de la population, croissance économique et choix technologiques. Ils sont en mesure de nous donner des informations essentielles sur ce qui pourrait se produire si nous n'effectuons pas les changements qui s'imposent.

Imaginons deux scénarios pour l'année 2050. Dans le premier, la population est passée à 9 milliards et nos sociétés ont continué à miser sur les combustibles fossiles. Les ressources en gaz diminuant, la part du charbon a augmenté dans la production d'électricité. L'accroissement de la production a provoqué une augmentation de la demande en électricité, et un plus grand nombre de gens conduisent des voitures. Par conséquent, les émissions annuelles mondiales de gaz à effet de serre ont augmenté de plus de 50 %, passant de près de 47 gigatonnes (milliards de tonnes) en 2005 à plus de 70 gigatonnes en 2050. La concentration de CO₂ dans l'atmosphère dépasse 500 ppm (parties par million) et continue de s'accroître.

Second scénario possible : la population a augmenté dans les mêmes proportions, mais les économies sont passées d'une production intensive en matériaux à des activités liées aux services et à l'information. Depuis 40 ans, on a mis en place des politiques publiques destinées à atténuer le changement climatique, notamment la taxation des émissions de gaz à effet de serre. De nouvelles technologies efficaces et non polluantes permettant de produire de l'énergie et de gérer les émissions sont apparues, et leur usage s'est rapidement répandu à travers la planète. Les énergies non fossiles représentent une part bien plus importante de toutes les sources d'énergie utilisées. Les émissions mondiales de gaz à effet de serre ont atteint un sommet vers 2015, et la concentration atmosphérique de CO₂ commence tout juste à se stabiliser autour de 450 ppm.

Voilà le genre de scénarios auxquels les responsables politiques réfléchissent quand ils tentent de trouver un équilibre entre les besoins d'aujourd'hui et de demain : ils se demandent à quoi ressemblera le monde si les choses changent peu ou pas du tout, et quels progrès nous pouvons faire si nous entreprenons des actions concertées et coordonnées.

Grâce à des équations mathématiques tenant compte de la population, de la croissance économique et de la consommation d'énergie, on estime les émissions de gaz à effet de serre à venir. Ces données sont ensuite intégrées dans des modèles climatiques plus complexes encore qui, sur la base des connaissances actuelles les plus précises, révèlent les impacts prévisibles. Si nous suivons le premier scénario, nous pourrions nous attendre à une augmentation de la température de 4 à 6 °C ou plus à long terme. Dans le second scénario, l'augmentation serait plus modérée: de 2 à 3 °C à long terme. Mais il ne faut pas oublier qu'une vague de chaleur supérieure de quelques degrés seulement à la normale peut causer des milliers de morts, comme on l'a vu en Europe au cours de l'été 2003. Et c'est sans compter les effets plus complexes que l'augmentation des températures a déjà eu sur les glaciers, les calottes glaciaires et le niveau des mers.

Ces modèles ne nous apprennent rien sur les solutions que l'on pourrait découvrir, et dont on ignore encore tout. En revanche, ils peuvent nous aider à comprendre les conséquences possibles des décisions que nous prenons aujourd'hui. À l'heure actuelle, leur message est clair: le chemin de développement que nous suivons à présent nous conduit tout droit vers des changements majeurs, et ces changements vont affecter presque tous les aspects de notre vie.

S'attaquer au problème numéro 1 : le changement climatique

« Les observations scientifiques témoignent d'un réchauffement incontestable du climat et le rythme du changement s'accélère. »

Changement climatique : Relever le défi à l'horizon 2050,
« Synthèses de l'OCDE »

Depuis la fin de la dernière période glaciaire, sous le climat relativement stable des 10 000 dernières années, notre espèce *homo sapiens* a inventé l'agriculture, l'écriture et un ensemble impressionnant de technologies. La preuve est faite aujourd'hui que nous sommes en train de changer le climat dont nous avons besoin pour vivre, en grande partie parce que nous dépendons des combustibles fossiles (charbon, puis pétrole et gaz naturel),

qui ont rendu possible la révolution industrielle. En raison de la croissance économique actuelle des pays développés, et de celle des pays en développement qui tentent de les rattraper, nos besoins en énergie vont en outre s'accroître dans un avenir proche. Si les politiques actuelles restent inchangées à l'échelle de la planète, les besoins énergétiques mondiaux augmenteront de plus de 50 % d'ici à 2030, la Chine et l'Inde représentant près de la moitié de cette augmentation.

Nous payons d'ores et déjà le prix des émissions passées des pays développés, comme en témoignent les vagues de chaleur plus fréquentes et la violence accrue des ouragans. Au rythme actuel, la glace qui recouvre l'océan Arctique pourrait complètement disparaître durant l'été d'ici le milieu du ^{xxi}^e siècle, peut-être même d'ici 10 ans. L'eau chaude se dilatant, le niveau des mers va continuer à monter, un phénomène aggravé par l'eau de fonte des glaciers et des calottes glaciaires.

Voilà 20 ans que le débat sur la gravité de cette menace fait rage : on a d'une part une accumulation de preuves que le climat subit des changements profonds et, de l'autre, un scepticisme qui amène certains à soutenir que ces changements ne nous sont en rien attribuables. Pourtant, les plus récentes observations scientifiques confortent sans équivoque l'hypothèse selon laquelle le climat connaît déjà actuellement des perturbations provoquées par les activités humaines.

Est-il logique, avisé et même moral, de ne rien faire quand on sait que tous ces changements peuvent entraîner des coûts sociaux et financiers considérables ? Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a lancé des avertissements sérieux au sujet de l'Afrique : dans de nombreux pays et régions, la production agricole pourrait être gravement compromise par le changement et la variabilité climatiques ; et l'on prévoit une diminution des zones cultivables, de la durée des saisons de végétation et des rendements, en particulier aux abords des régions arides et semi-arides. De telles conséquences nuiraient plus encore à la sécurité alimentaire de ce continent et y aggraverait la malnutrition. Dans certains pays, la chute des rendements des cultures non irriguées pourrait atteindre jusqu'à 50 % avant 2020.

La fonte des glaciers fait plus que modifier le paysage

Chaque jour ou presque, nous entendons ou lisons une nouvelle au sujet du changement climatique. Tout dernièrement, un rapport du Programme des Nations Unies pour l'environnement annonçait que les glaciers fondaient aujourd'hui à un rythme sans précédent dans l'histoire. Sur les trente glaciers de référence mesurés régulièrement par les scientifiques depuis 1980, un seul a vu sa taille légèrement augmenter, et tous les autres ont diminué à un rythme moyen qui a plus que doublé chaque année.

Quelles conséquences la perte des grands glaciers peut-elle avoir ? Pour certains, cela signifie la transformation d'un paysage familier ou la disparition d'espèces dont la vie repose sur l'intégrité de ce paysage menacé. Les images des ours polaires s'efforçant d'avancer sur une glace morcelée sont particulièrement émouvantes parce que nous les voyons en direct perdre leur habitat et en subir les conséquences.

Mais il n'est pas nécessaire d'être un naturaliste ou un ami des bêtes pour être concerné par la fonte des glaciers : elle a de multiples effets sur les individus et les économies. Les scientifiques sont très inquiets de la quantité d'eau qui se déverse dans les océans, dont le niveau monte déjà,

et de ses répercussions sur des courants comme le Gulf Stream, qui jouent un grand rôle dans le système climatique mondial. Les glaciers sont aussi des pourvoyeurs d'eau douce, une fonction que seules les personnes vivant en aval connaissent bien : la neige gèle au sommet, où elle est stockée, et la fonte libère de l'eau douce dans les rivières. Dans l'Himalaya, des agriculteurs ont commencé à construire des « glaciers artificiels » constitués de réseaux de tuyaux servant à collecter et à canaliser l'eau de la fonte des neiges. Dans les zones tempérées, cela signifie qu'il y aura de l'eau même tout au long d'un été sec. L'eau « perdue » est ainsi remplacée tant que le système des glaciers fonctionne.

Toutefois, au rythme actuel, ce remplacement est impossible. Des scientifiques du Service de surveillance mondial des glaciers évoquent un scénario dramatique. Tout d'abord, une fonte trop importante va provoquer des inondations. Puis, si les glaciers rapetissent trop ou disparaissent, ils ne pourront plus stocker l'eau, ce qui entraînera de graves pénuries d'eau douce pendant les saisons les plus sèches. Cela menacera la vie de millions de personnes qui ont besoin de l'eau des rivières, pour la boire, cultiver leur nourriture et produire de l'énergie.

Selon de récentes projections, le coût de la réduction des émissions de carbone aura un effet minime sur la croissance mondiale. Le PIB mondial devrait doubler d'ici à 2030, et tripler d'ici à 2050. Tous les calculs indiquent qu'il est possible de stabiliser la concentration des gaz à effet de serre dans l'atmosphère à environ 450 ppm en équivalent CO₂, et ce à un coût abordable au regard de la croissance attendue et des coûts estimés de l'inaction. L'OCDE estime que le coût de cette stabilisation ne représenterait

qu'une petite fraction de la richesse créée à l'échelle mondiale au cours des prochaines décennies, peut-être moins de 0.1 % de la croissance du PIB mondial. Ce n'est pas négligeable, mais c'est gérable.

« L'occasion nous est maintenant offerte d'agir, et nous devons la saisir avant qu'il ne soit trop tard. Nous avons besoin de mettre en place des politiques anticipatives pour éviter les coûts élevés de l'inaction ou du report de l'action à plus long terme. »

Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2030

Quand on présente les choses de cette façon, il semble judicieux de payer maintenant pour réduire les émissions de carbone. En outre, plus nous coopérerons à l'échelle mondiale, moins les coûts seront élevés.

Quel est le coût de l'inaction ?

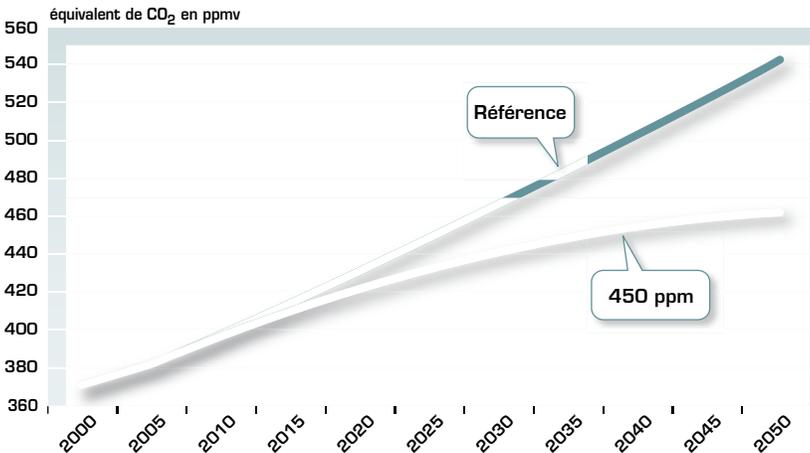
Pourquoi ne parvenons-nous pas à prendre plus de mesures globales pour supprimer nos mauvaises habitudes ? On l'explique souvent par les coûts des changements à faire. Mais il est difficile de calculer et de comparer ce genre de dépenses. On sait très bien calculer le coût de quelque chose de nouveau. Prenons l'exemple d'une usine où l'on envisage de recourir à un filtre réduisant les émissions d'oxyde d'azote (NO_x) afin de rendre un processus de production moins polluant. Il faut tout d'abord prendre en compte le prix du nouvel équipement, puis le coût supplémentaire qu'entraîne l'arrêt de la production le temps de faire les modifications nécessaires, ainsi que le coût du vieux matériel dont il faut se débarrasser.

Calculer le coût de l'inaction exige d'englober un certain nombre de paramètres, tels que la santé et la qualité de vie, qui étaient jusque-là envisagés séparément et auxquels il est parfois difficile de donner un prix. Par exemple, on sait que les matières particulaires produites, entre autres sources, par les feux, les moteurs diesels et les incinérateurs provoquent des maladies pulmonaires et cardiaques, le cancer et des insuffisances respiratoires. Pour l'année 2000, on a estimé qu'elles avaient causé 960 000 morts prématurées et la perte de 9.6 millions d'« années de vie » à l'échelle mondiale. Le smog photochimique, qui résulte de diverses émissions présentes dans les zones urbaines densément peuplées

ATTÉNUER LES EFFETS DU CO₂ SUR LE CLIMAT

Évolution des concentrations de CO₂, de 2000 à 2050

Le CO₂ est un « gaz à l'état de trace », qui représente moins de 1 % du volume de l'atmosphère terrestre, ce qui est peu comparé à l'O₂ et au N₂ (respectivement 21 et 78 % de notre atmosphère), mais c'est un gaz à effet de serre qui retient la chaleur à proximité de la surface de la Terre et provoque ainsi le changement climatique. Au cours des 150 dernières années, sous l'effet des activités humaines, la concentration atmosphérique de CO₂ est passée de 280 à 385 ppm (parties par millions) aujourd'hui, principalement à cause de la combustion de combustibles fossiles. Comme il y a un délai entre le moment où une molécule de CO₂ est émise et celui où elle produit tout son effet sur notre système climatique très complexe, il n'est en fait pas possible de « stopper le réchauffement de la planète ». Les experts parlent plutôt d'*atténuation*. Il faudra attendre de nombreuses années avant que nous puissions ramener le CO₂ atmosphérique à ses niveaux passés, mais nous pouvons en revanche limiter sa progression. Le graphique ci-dessous montre quel sera le niveau de CO₂ en 2050 selon un scénario de référence (le scénario 1 dans le présent texte), et celui qu'il atteindra si l'on déploie de vigoureux efforts à l'échelle planétaire pour le maintenir sous les 450 ppm (scénario 2).



Source : Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2030.

StatLink  : <http://dx.doi.org/10.1787/478401310185>

(NO_x, CO₂, SO_x et O₃, l'ozone de la basse atmosphère), cause lui aussi des maladies respiratoires, des troubles cardiovasculaires et augmente la mortalité.

Quel est le coût, pour la société, de cette pollution supplémentaire ? Les congés de maladie des adultes rognent les jours travaillés et davantage d'enfants doivent recevoir des traitements pour l'asthme, ce qui se traduit par autant de coûts pour l'économie, localement mais aussi à une échelle plus large. Le smog affecte aussi la valeur des propriétés immobilières et nuit à la croissance des plantes. Il est complexe de calculer de tels coûts au niveau local. Pour passer à une échelle nationale, on estime que les dégâts causés par la pollution atmosphérique coûtent entre 71 et 277 milliards de dollars par an aux États-Unis.

Réduire nos émissions de gaz à effet de serre coûtera bien plus que la simple réhabilitation thermique de nos usines visant à contrôler les polluants atmosphériques locaux comme le NO_x. Mais les coûts potentiels de l'inaction sont plus élevés encore en termes de changement climatique.

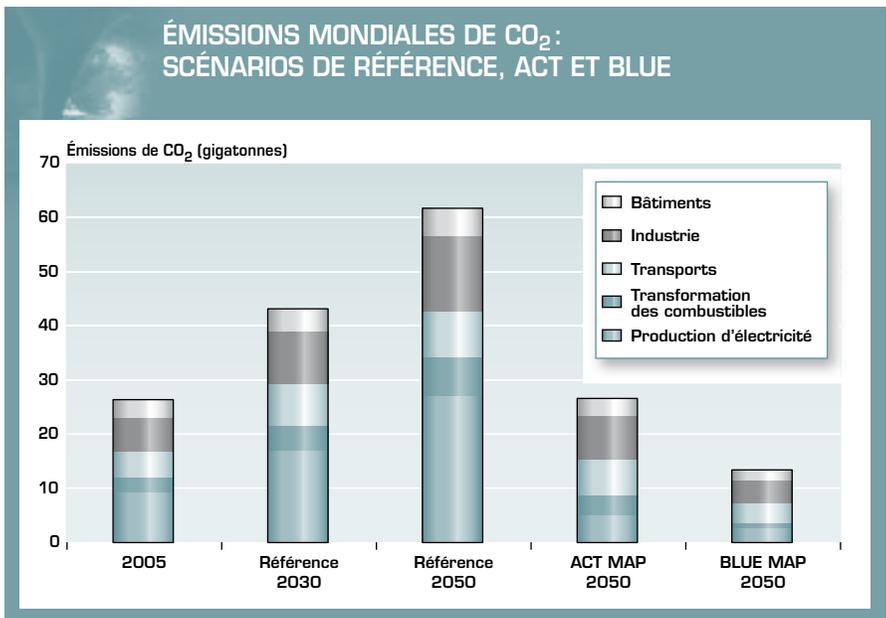
« Nous agissons avec détermination et de façon urgente pour atteindre nos multiples objectifs communs : réduire les émissions de gaz à effet de serre, améliorer l'environnement mondial, renforcer la sécurité énergétique et diminuer la pollution de l'air, auxquels viennent s'ajouter nos efforts déterminés pour lutter contre la pauvreté. »

*Changement climatique, énergie propre et développement durable,
Communiqué du G8, Gleneagles, 2005*

Suite à la volonté politique exprimée en 2005 par les leaders des nations industrialisées au Sommet du G8 de Gleneagles, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) a publié une série de scénarios et de stratégies visant à atteindre divers objectifs environnementaux. Ces scénarios, connus sous le nom de « scénarios ACT », montrent qu'il est possible de ramener le système énergétique sur une base plus durable au cours des 50 ans à venir en recourant à la technologie existant aujourd'hui ou à celle qui pourrait devenir commercialement disponible dans la prochaine ou les deux prochaines décennies, pour peu qu'on prenne à temps les bonnes décisions. Dans ces scénarios, les émissions ne se stabilisent qu'aux niveaux de 2005.

Mais ramener les émissions aux niveaux de 2005 risque de ne pas suffire. Selon les conclusions du GIEC, il faut réduire les émissions de 50 à 85 % d'ici à 2050 si l'on veut contenir le réchauffement planétaire dans une fourchette comprise entre 2 et 2.4 °C. Comment peut-on y parvenir ? C'est ce qu'examinent les « scénarios BLUE », notamment à travers le recours à des technologies qui restent à développer, comme les véhicules à pile à combustible alimentés à l'hydrogène.

Là encore, de nombreux choix s'offrent à nous. Allons-nous conjuguer les forces des gouvernements, du monde des affaires et de nos propres choix personnels pour apporter les changements nécessaires ? Ce que les scénarios révèlent, c'est que nous *sommes* capables de réduire nos émissions en délaissant les activités nocives pour le climat, tout en continuant à faire croître nos économies, à *condition* de déployer des efforts concertés à l'échelle internationale pour gérer la question du changement climatique de façon durable.



Source : AIE (2008), *Energy Technology Perspectives 2008: Scenarios and Strategies to 2050*.

StatLink  : <http://dx.doi.org/10.1787/478403431232>

S'éduquer au développement durable

En dernier lieu, nous devons analyser en détail ce qui nous a placés dans la situation actuelle et mener une réflexion de fond sur la manière de changer nos habitudes et nos pratiques pour les rendre durables. Maintenant que nous connaissons bien mieux les relations entre le développement et le bien-être des populations et des écosystèmes naturels, nous devons trouver des méthodes pour transmettre cette connaissance.

Les générations futures doivent continuer à faire des choix plus éclairés et plus durables afin d'éviter certains des problèmes que nous nous efforçons de régler aujourd'hui. Ce message est transmis par les parents, les médias et, de plus en plus, les établissements scolaires : l'UNESCO a déclaré 2005-2014 « Décennie pour l'éducation en vue du développement durable ». De l'Australie à la France et du Chili à la Chine, des nations ont intégré des concepts environnementaux dans leurs programmes d'enseignement nationaux et construisent des éco-écoles afin de permettre aux jeunes générations d'aborder le futur avec certains des outils dont elles auront besoin pour faire avancer ces idées. Toutefois, il est beaucoup plus difficile d'enseigner à des enfants les concepts complexes du développement durable, comme l'interdépendance, la pensée interdisciplinaire, les besoins intergénérationnels. Les programmes scolaires intégrant le développement durable en sont encore à leurs débuts.

Notre devoir envers les générations futures est de mettre en place des mécanismes assurant la pérennité de l'environnement. Les nations commencent à imposer des quotas et des échanges de droits d'émissions qui rendent chaque tonne de CO₂ plus coûteuse, tout en développant des énergies de remplacement et en les partageant. Nous devons bien garder à l'esprit que c'est aussi un devoir que nous avons envers nous-mêmes : beaucoup de conséquences surviendront, non pas dans un vague futur, mais peut-être bien plus tôt que nous ne le souhaiterions. Le vieillissement des populations, l'aggravation de la pauvreté, l'ampleur croissante des catastrophes climatiques – ouragans, vagues de chaleur, inondations, etc. – sont autant de signes que les projections nous rattrapent : le futur est à nos portes.

Pour en savoir plus

OCDE

Sur l'Internet

Pour une introduction aux travaux de l'OCDE sur le développement durable, visitez www.oecd.org/developpementdurable.

Publications

Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2030 (2008)

Ces *Perspectives* analysent les tendances économiques et environnementales jusqu'en 2030 et présentent des simulations de politiques visant à faire face aux principaux problèmes. Il n'est ni impossible ni inabordable de relever les principaux défis environnementaux d'aujourd'hui, notamment le changement climatique, l'appauvrissement de la biodiversité, le manque d'eau et les impacts de la pollution sur la santé. Ces *Perspectives* mettent en lumière un ensemble de politiques qui pourraient permettre de les relever d'une manière économique. Elles tiennent compte des évolutions concernant aussi bien les pays de l'OCDE que le Brésil, la Russie, l'Inde, l'Indonésie, la Chine et l'Afrique du Sud (BRICS), et examinent comment ils pourraient mieux coopérer pour résoudre les problèmes environnementaux au niveau mondial et local.

Energy Technology Perspectives 2008: Scenarios and Strategies to 2050

(AIE, 2008, uniquement en anglais)
En réponse à la demande du G8, cette publication de l'AIE formule à l'intention des décideurs les voies à suivre pour assurer un avenir énergétique à la fois propre, avisé et compétitif. Comme le montre cette analyse, un avenir énergétique plus durable est à notre portée, et la technologie est la clé pour y parvenir.

Autres lectures conseillées

Teaching Sustainable Development

(à paraître en 2008, uniquement en anglais)

Ce rapport résume les résultats de l'atelier de septembre 2008 consacré à la question de l'éducation et du développement durable. À titre de contribution de l'OCDE à la Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable (2005-2014), il propose des approches à suivre en matière d'enseignement et de programmes scolaires. www.oecd.org/developpementdurable

Changement climatique : Relever le défi à l'horizon 2050 (2008)

Au cours des dix dernières années, les gouvernements ont mis en place un cadre international de lutte contre le changement climatique, et nombre de pays ont instauré des politiques dans ce sens. Cette expérience sera très précieuse pour élaborer les politiques climatiques de demain et définir un cadre de collaboration internationale pour l'après 2012, mais les actions d'aujourd'hui ne suffisent pas à ralentir notablement la progression du phénomène. Cette Synthèse de l'OCDE présente les travaux de l'OCDE sur les impacts probables des différentes stratégies d'atténuation du changement climatique et sur les coûts de l'inaction. www.oecd.org/publications/syntheses

« The Economics of Climate Change: The Fierce Urgency of Now »

, discours prononcé par Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, à la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, Bali, Indonésie, 12 décembre 2007.

M. Gurría présente les politiques qui devraient être adoptées afin de prévenir l'aggravation du changement climatique. « Qui doit payer ? » En répondant à cette question cruciale, il relève que les pays qui sont à l'origine du changement climatique ont une plus grande capacité à payer que ceux qui n'ont rejoint que récemment le groupe des grands émetteurs.

www.oecd.org/secretarygeneral



5

Le développement durable nous invite à devenir des consommateurs et des producteurs plus responsables, à faire des choix qui n'épuisent pas nos ressources et n'entraînent pas de conséquences qui seraient littéralement invivables. Pour ce faire, nous devons mieux connaître les produits et les processus qui font partie de notre vie quotidienne, tandis que les gouvernements et les entreprises doivent conjuguer leurs efforts pour nous offrir des options de consommation durables et claires. Pour devenir des « consommateurs durables », nous devons y être incités, ce qui suppose des efforts d'information et d'éducation.

La production et la consommation



En guise de préambule...

Dans *Malone meurt*, le roman de Beckett, le personnage principal décide de faire une liste de tout ce qu'il possède. Prise littéralement, cette idée même est un exemple typique de fiction de l'absurde. Comme souvent chez Beckett, une situation de la vie quotidienne révèle soudain une profondeur, une complexité et des liens inattendus entre ce que nous sommes, ce que nous faisons et, en l'occurrence, ce que nous possédons. Imaginez que vous essayez de noter tout ce que vous possédez, jusqu'à la moindre petite chose. Cela risquerait de prendre du temps, n'est-ce pas ? Mais, si vous remontiez quelques générations en arrière, le problème serait probablement beaucoup plus facile à résoudre pour la plupart des membres de votre famille : de la nourriture, des vêtements de travail, peut-être des vêtements du dimanche portés pendant toute une vie, quelques ustensiles ménagers et éventuellement un petit nombre d'autres biens. Et ce serait tout.

Les 40 % de personnes qui vivent aujourd'hui dans le monde avec moins de 2 dollars par jour dresseraient rapidement la liste de ce qu'elles possèdent. À l'inverse, dans les pays de l'OCDE, l'expansion économique et les réformes sociales des dernières décennies se sont traduites pour la plupart des gens par des conditions matérielles incroyablement supérieures à tout ce que l'on a connu dans l'histoire. Des économies en développement rapide, comme la Chine, l'Inde et le Brésil, sont en train de rattraper leur retard, et leurs habitudes de consommation ressemblent de plus en plus à celles des pays de l'OCDE. À travers le monde, de plus en plus de gens possèdent de plus en plus de choses.

Les implications pour le développement durable sont évidentes. Ces milliards de biens et de composants doivent être fabriqués, transportés et, tôt ou tard, il faut s'en débarrasser. La consommation et la production touchent pratiquement tous les aspects de nos vies : commerce international, agriculture, énergie, conditions de travail, vie sociale, bien-être. À vrai dire, tous les domaines considérés importants pour le développement durable ont quelque chose à voir avec ce que les producteurs mettent sur les marchés et ce que les consommateurs – individus, groupes ou gouvernements – s'y procurent.

 Comme nous le verrons dans ce chapitre, un nombre croissant de biens nous sont aujourd'hui offerts à des prix qui sont abordables pour un plus grand nombre d'entre nous. Nous examinerons comment nos modèles de consommation en sont affectés. Puis

nous nous pencherons sur les coûts « cachés » de la production et de la consommation. Enfin, nous envisagerons comment les consommateurs, les producteurs et les gouvernements, peuvent promouvoir des comportements plus durables.

Une société matérialiste

Nous vivons dans une société « productiviste », où la croissance et l'activité économique sont depuis longtemps au cœur des activités que nous menons en tant qu'individus ou communautés. Entre le milieu des années 70 et aujourd'hui, le PIB mondial est passé d'environ 16 mille milliards à plus de 40 mille milliards de dollars. Les entreprises inventent et fabriquent sans arrêt des produits de toutes sortes, toujours plus nombreux.

Pour prendre un exemple simple, revenons un instant à Malone. Dépassé qu'il est par son crayon et son carnet, sa liste n'avance pas beaucoup. Même des objets aussi petits et apparemment inoffensifs donnent à réfléchir dès que l'on commence à s'interroger sur leur « poids » réel à l'échelle mondiale. Chaque année, Faber-Castell produit à elle seule 2 milliards de crayons, soit la distance de la Terre à la Lune si on les met bout à bout. Un crayon à papier ordinaire permet d'écrire environ 45 000 mots, soit quelque 70 pages écrites serrées ou une ligne longue de 60 kilomètres. Il est donc probable que les crayons produits en une seule année par Faber-Castell répondraient aux besoins mondiaux pendant quelque temps encore. Il suffit d'entrer dans la première papeterie venue pour se rendre compte que les choses sont très différentes. Le marché offre aujourd'hui une diversité et une quantité considérables des produits même les plus simples. Et les fabricants essaient sans cesse de trouver le produit qui fera sensation et que tout le monde s'arrachera. Travailleurs, recherche, matières premières, machines, composants, marketing, distribution et de nombreux autres ressources sont mis à contribution pour satisfaire notre demande de produits nouveaux et améliorés.

Bien que la pauvreté et les privations existent encore dans les pays de l'OCDE, le niveau de vie de la plupart des gens leur permet de dépenser une part significative de leurs revenus dans des biens et des services non essentiels – l'essentiel étant de manger, d'avoir un toit et de se vêtir. Et même pour ces choses essentielles, beaucoup d'entre nous peuvent dépenser bien plus que le nécessaire afin

d'assurer leur confort matériel. La consommation est omniprésente dans nos vies, et elle commence avant même la naissance des bébés, quand les amis et les connaissances des futurs parents leur font des cadeaux pour fêter l'heureux événement. Les bébés eux-mêmes commencent à consommer, ou à influencer les décisions d'achat, aussitôt qu'ils peuvent montrer du doigt un jouet ou un paquet de céréales. Aux États-Unis, par exemple, les dépenses discrétionnaires des enfants âgés de 3 à 11 ans devraient passer de 18 milliards à plus de 21 milliards de dollars entre 2005 et 2010, tandis que les familles dépenseront plus de 140 milliards en biens de consommation destinés à leurs enfants d'ici à 2010.

Qu'est-il arrivé aux bureaux sans papier ?

De fait, la consommation semble souvent être le principal critère qui définit nos activités ou nos groupes sociaux. Comme l'expliquait le président de la Fédération internationale de l'industrie phonographique (IFPI), l'organisme chargé de faire respecter les droits de cette industrie, lors d'un salon professionnel en 2005 : « Une nouvelle génération a défini de nouvelles façons de consommer la musique. » Non pas « écouter » ou « apprécier », mais bien « consommer » la musique. Ces dernières décennies, les technologies permettant de « consommer » la musique ont connu des transformations majeures : vinyles, cassettes, disques compacts et, à présent, les fichiers numériques, immatériels et intangibles.

L'impact de la production sur la durabilité est bien plus grand que celui de la consommation. Pris isolément, le fait que des biens sont aujourd'hui offerts en format numérique est donc une bonne chose pour la durabilité. En vendant une chanson à des millions d'exemplaires via Internet, on économise des tonnes de plastique, des tonnes de matériaux d'emballage et les tonnes de carburant nécessaires pour acheminer les disques compacts dans les rayons et pour que les fans viennent les acheter. Mais, là encore, nous devons garder à l'esprit que l'idée de durabilité consiste à examiner les tendances et les interactions qui constituent le cycle de production et de consommation dans sa globalité, et non à considérer les choses de façon isolée. En l'occurrence, il ne faut pas oublier que l'économie virtuelle a des fondations matérielles et que les produits numériques consomment des ressources et génèrent des déchets. Les téléphones, les ordinateurs et les télévisions vendus en 2006 représentaient 7 millions de tonnes, et

ce chiffre devrait atteindre près de 10 millions de tonnes par an d'ici à 2016. Quant aux serveurs qui stockent toutes ces informations, ils requièrent des quantités appréciables d'électricité : plus d'1 % du total mondial.

« Le défi primordial consiste à découpler la croissance économique de l'utilisation des ressources naturelles et de la dégradation de l'environnement. »

Connie Hedegaard, ministre de l'Environnement du Danemark,
Measuring Sustainable Production

La révolution numérique s'est traduite par l'apparition de centaines de nouveaux objets sur les marchés, mais elle s'est rarement accompagnée des économies de ressources que les innovations étaient censées apporter. Depuis 30 ans, on a prédit que les ordinateurs personnels et les autres avancées réalisées en matière d'équipement électronique réduiraient les quantités de papier utilisés, débouchant sur des « bureaux sans papier ». Dans les faits, la consommation des produits du papier a presque triplé depuis le milieu des années 70. Cette augmentation n'est évidemment pas entièrement attribuable à l'usage que l'on en fait dans les bureaux, mais l'introduction des courriers électroniques y a accru la consommation de papier de 40 %. D'autres technologies utilisées dans les bureaux ont également des répercussions significatives sur la durabilité : il faut par exemple 3.3 litres de pétrole pour produire une cartouche d'encre pour imprimante laser. Et malgré les économies en transport que le télétravail rend possibles, la grande majorité des gens continuent à travailler dans un bureau – moins de 2 % travaillent de chez eux plus de 8 heures par semaine.

Pourquoi les progrès technologiques et la société de l'information, comme nous l'appelons, n'ont-ils pas généré les économies en ressources (et en temps) auxquelles on aurait pu s'attendre ? Tout d'abord, les biens sont devenus meilleur marché – une imprimante laser vaut aujourd'hui ce que valait l'imprimante à jet d'encre la moins chère il y a 5 ans – et les niveaux de vie mondiaux ont augmenté, ce qui accroît le nombre d'acheteurs pour toutes les sortes d'objets. Ensuite, on doit aussi considérer la façon dont les gens utilisent ces technologies : par exemple, ils préfèrent les objets jetables aux objets réutilisables. Si l'on veut rendre durables la production et la consommation, il faut prendre en compte tout

le cycle de vie d'un produit, des matières premières nécessaires à sa production jusqu'à la gestion de ses déchets, en passant par les coûts de main-d'œuvre, les conditions de travail, les coûts de transport, de distribution et d'utilisation.

Les deux facettes d'un même problème

La production et la consommation forment l'épine dorsale de l'économie. Elles contribuent aussi à déterminer notre statut social et à façonner notre environnement naturel. Afin de mieux saisir certaines de ces questions, intéressons-nous à un objet courant : le téléphone cellulaire.

Il y a 30 ans, l'idée qu'un radiotéléphone miniature permettrait d'appeler pratiquement partout dans le monde tenait du rêve futuriste. Aujourd'hui, quand on n'a pas de téléphone cellulaire, on passe pour un excentrique ou un technophobe. Cette technologie est même relativement courante dans des pays où les revenus sont très bas et où la pauvreté reste une préoccupation majeure. Et elle y a souvent « court-circuité » les télécommunications traditionnelles : dans les pays en développement, pour 100 habitants, on compte environ seulement 14 abonnements aux lignes téléphoniques fixes, contre plus de 33 pour les téléphones cellulaires. Et dans les pays développés, selon l'Union internationale des télécommunications, les téléphones cellulaires sont en rapide essor alors que les téléphones fixes sont en recul.

Quelles sont les implications pour le développement durable ? Cela signifie qu'il n'y a jamais eu autant de personnes à avoir accès aux réseaux de communication modernes et aux bénéfices qu'ils procurent. Avec l'essor de l'accès Internet via les téléphones cellulaires, même les gens qui n'ont pas les moyens de se payer un ordinateur personnel pourront accéder à Internet. Les services bancaires pourront être offerts sans que l'on ait à construire des banques. Cependant, puisque nous examinons ce qui entre dans un produit (et tout ce qui en « sort »), nous devons aussi nous pencher sur les répercussions matérielles de tous ces téléphones cellulaires. Dans le monde, il s'en vend 1 milliard chaque année et, fin 2007, on comptait 3.3 milliards d'abonnements. Sachant qu'un utilisateur moyen change de téléphone tous les 18 mois à deux ans et que très peu de vieux téléphones sont recyclés, le cycle de vie de milliards de téléphones constitue un problème majeur.

Pourquoi se soucier de ce que l'on ne voit pas ?

Qu'arrive-t-il exactement à tous les déchets qu'un produit laisse à la fin de sa vie ? Que signifie au juste « stocker ou réutiliser » des déchets ? Et que deviennent-ils lorsqu'on les « exporte » ? En 2006, à Abidjan, la capitale de la Côte d'Ivoire, le pétrolier *Probo Koala* a déchargé des déchets toxiques dans des camions, qui les ont ensuite déversés dans 14 dépotoirs municipaux autour de la ville. La pollution qui en a résulté a entraîné la mort de 7 personnes et en a empoisonné 9 000 autres (vomissements, hémorragies nasales, céphalées et érythèmes). Cette histoire tragique a commencé à Amsterdam, où le traitement de ces déchets aurait coûté 500 000 euros. Le *Probo Koala* a ensuite gagné l'Estonie, qui a refusé de les laisser entrer sur son territoire. Ils ont alors été expédiés en Afrique, et on a versé 18 500 dollars à une compagnie nouvellement enregistrée pour qu'elle les élimine. Le cas du *Probo Koala* n'est qu'un exemple parmi d'autres des « zones grises » de l'élimination des déchets : un révélateur de quelques-uns des nombreux facteurs liés à la gouvernance, à la réglementation ou la géopolitique qui empêchent ou entravent la durabilité.

Le gaspillage électronique

- Nokia a déterminé la quantité de CO₂ générée chaque année par un téléphone cellulaire 3G standard : 12.4 kilos pour sa fabrication, 33 kilos pour l'exploitation des équipements et 9.6 kilos pour les activités de l'opérateur, soit un total de 55 kilos par téléphone. Cette étude dresse également une liste de substances qui sont inoffensives tant que le téléphone est intact, mais qui pourraient être dangereuses en cas de recyclage inadéquat (<http://ec.europa.eu/environment>).
- Selon les Nations Unies, les produits que nous jetons génèrent chaque année entre 20 et 50 millions de tonnes de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE, ou WEEE en anglais). (Si vous êtes allé à Londres en 2005, vous avez peut-être vu le « Weee man », une statue de 7 mètres de haut,

faite à partir de la quantité estimée de déchets électriques et électroniques qu'un citoyen britannique jettera au cours de sa vie.)

Selon les estimations de Greenpeace, seulement 25% des DEEE générés chaque année dans l'UE27 sont collectés et traités. Il n'existe aucune donnée précise sur ce qu'il advient du reste : est-ce stocké ou éliminé d'une autre façon dans l'UE, ou exporté vers des pays en développement ? Une partie de ces 25% de déchets collectés et traités peut également être exportée, et les exportations de déchets dangereux sont une réalité, bien que l'UE interdise de telles exportations vers des pays non membres de l'OCDE. Les chiffres sont similaires pour les États-Unis : 80% de ces déchets sont incinérés, jetés à la décharge, « stockés ou réutilisés », ou exportés (www.greenpeace.org).

À l'autre extrême du cycle de vie d'un produit, les matières premières utilisées peuvent également avoir des répercussions notables sur la qualité de vie des personnes, leur santé et leur sécurité. Sans qu'on le veuille, cela peut même déboucher sur des conflits, comme dans le cas des condensateurs présents dans les téléphones cellulaires, les ordinateurs portables et d'autres appareils électroniques, qui contiennent du tantale, un métal prisé pour sa bonne conductivité thermique et son efficacité énergétique. L'Australie est le premier producteur mondial de tantale, mais, en raison de la demande croissante, on s'est intéressé à d'autres sources d'approvisionnement. Selon un rapport des Nations Unies, la guerre civile en République démocratique du Congo a été en partie financée par des activités illégales d'extraction et de commerce du coltan, un minerai composé de colombite et de tantale dont on extrait le tantale. Les fabricants de téléphones cellulaires n'achètent pas directement du coltan, et il est extrêmement difficile de savoir quels fournisseurs de composants utilisent des matières premières illégales, d'autant plus que l'on retrouve un nombre de composants considérable dans un téléphone cellulaire – entre 500 et 1 000 selon les modèles.

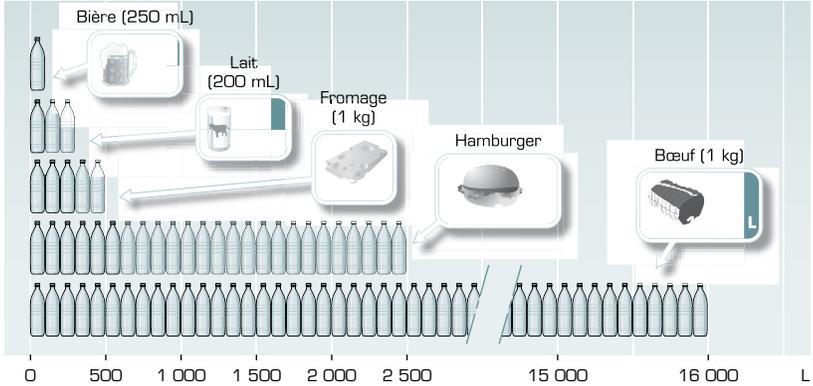
Fixer le bon prix

Si l'on nous demandait comment est fixé le prix des biens, la plupart d'entre nous pourraient décrire les divers facteurs entrant en ligne de compte, comme les matières premières, les marges de profits et ainsi de suite. Mais ces paramètres économiques ne constituent qu'une partie de la réponse. Dans le but de comparer les prix dans le monde, le magazine *The Economist* a mis au point un outil à la fois amusant et instructif : l'indice Big Mac. Par exemple, un Américain moyen devra travailler environ 10 minutes pour pouvoir s'acheter un Big Mac, alors qu'il faudra 3 heures à un Kenyan. On peut utiliser cette nouvelle façon de voir les choses pour réfléchir à la production et à la consommation.

La plupart d'entre nous ne verraient aucun inconvénient à travailler 10 ou 15 minutes pour s'offrir un hamburger. Mais que feriez-vous si vous deviez trouver les 2 400 litres d'eau nécessaires pour le produire ? Vous avez probablement déjà entendu parler de l'empreinte de carbone, c'est-à-dire les émissions de CO₂ générées au travers d'activités telles que le transport. L'« empreinte d'eau » est un concept similaire qui permet de calculer l'utilisation d'eau

BOIRE PLUS DE BIÈRE ?

L'empreinte d'eau (L)



L'empreinte d'eau d'un individu est la quantité totale d'eau utilisée pour produire les biens et services qu'il consomme. Certains produits qui vous semblent similaires réservent en fait de grandes surprises. Par exemple, une tasse de thé « coûte » 30 litres d'eau, contre 140 litres pour une tasse de café et 190 litres pour un verre de jus de fruit. Le civisme devrait-il nous inciter à boire de la bière ? Vous pourriez le penser puisqu'un verre de 250 millilitres de bière « coûte » seulement 75 litres d'eau à la planète. Cependant, comme nous l'avons déjà souligné, l'empreinte d'eau inclut toute la chaîne de production : il faut donc tenir compte de la canette, de la bouteille ou du tonneau. L'empreinte d'eau globale des produits industriels est en moyenne de 80 litres par dollar de valeur ajoutée. Mais ce chiffre recouvre des variations importantes : de 10 à 15 litres pour le Japon, l'Australie et le Canada, de 20 à 25 litres pour l'Inde et la Chine, et 50 litres pour l'Allemagne et les Pays-Bas.

L'empreinte d'eau d'un pays a deux composantes : celle qui relève du pays lui-même (empreinte interne) et celle qui correspond à l'eau utilisée dans d'autres pays (empreinte externe). À l'échelle mondiale, l'empreinte d'eau moyenne est d'environ 1 250 m³ par personne et par an, mais elle est deux fois plus importante aux États-Unis, le pays où la consommation par habitant est la plus élevée. Le chiffre atteint 700 m³ pour la Chine, dont seulement 7% relèvent de l'empreinte externe, et 1 150 m³ pour le Japon, dont 65% sont attribuables à l'empreinte externe.

douce et repose sur l'idée d'« eau virtuelle ». Par exemple, même si un tee-shirt ne contient pas d'eau, il faut en moyenne 11 000 litres d'eau pour produire 1 kilo du coton dont il est fait ; ce chiffre tient compte de l'irrigation, du blanchiment, de la teinture et de toutes les autres étapes de la chaîne de production. L'eau virtuelle représente donc la quantité totale d'eau utilisée pour fabriquer un produit. Ainsi, il faut 2 700 litres d'eau pour fabriquer un tee-shirt de taille moyenne. Contrairement au fuel qui émet du CO₂, l'eau est rarement vendue aux usagers à un prix qui tient compte de tous les coûts induits. Les coûts d'infrastructure, de purification, de déperdition et de distribution sont souvent subventionnés et donc les gens sont moins sensibilisés à utiliser l'eau d'une manière durable.

Quel est le prix réel, et qui paie ?

Pour décrire les aspects positifs et négatifs qui ne sont pas directement pris en compte dans les prix, les économistes recourent à la notion d'externalité. Les abeilles sont l'exemple le plus connu d'externalité positive. L'apiculteur élève les abeilles pour vendre leur miel, mais elles pollinisent également les plantes des environs, ce dont bénéficient les agriculteurs et les jardiniers. À l'inverse, la pollution due aux usines est un exemple typique d'externalité négative : les coûts qu'elle entraîne pour la santé publique ne sont pas inclus dans les coûts de production payés par les pollueurs. Fixer le « bon » prix consiste à se rapprocher le plus possible du prix « réel », ce qui exige de prendre en compte les externalités générées par la production et la consommation d'un bien ou d'un service.

Attribuer une valeur à des choses qui échappaient auparavant aux systèmes comptables, aux systèmes budgétaires et aux évaluations, constitue un défi considérable. Par exemple, il est difficile de déterminer la valeur des ressources naturelles. Pour certaines, comme les forêts, on peut calculer la valeur des produits qui en sont tirés : comme ils sont achetés et vendus, ils ont par conséquent une valeur monétaire. Toutefois, si connaître le prix du bois nous donne une idée de ce que vaut une forêt d'un point de vue monétaire, cela ne nous dit en rien quelle est sa valeur en termes d'absorption des émissions de CO₂, quel rôle elle joue dans la préservation de la biodiversité et quelle valeur spirituelle

ou culturelle lui accordent les personnes dont le mode de vie dépend d'elle. Il est plus difficile encore d'attribuer une valeur à l'air pur. La pollution de l'air entraîne des coûts : prévalence accrue des maladies, dépréciation des biens immobiliers dans les zones « sales », sans compter les dommages actuels et à venir liés au changement climatique. L'air pur a de la valeur pour nous, mais pouvons-nous dire combien il vaut exactement ? Le concept de « services écologiques » consiste à donner un prix à ces services, ce qui aide à reconnaître leur valeur ainsi qu'à intégrer dans l'équation le « coût réel » de la consommation des ressources.

La responsabilité sociale des entreprises

L'idée qui sous-tend la responsabilité sociale des entreprises – l'obligation qui leur est faite de prendre en compte l'impact de leurs activités sur l'environnement, l'économie et la société – est tout sauf un concept nouveau. Cela fait des siècles que l'on débat de la façon dont elles traitent leurs employés et des types de produits qu'elles proposent aux consommateurs.

Dans sa version contemporaine, la responsabilité sociale des entreprises peut englober à peu près tout, des droits des actionnaires aux droits de l'homme, en passant par les obligations à l'égard de la communauté et des employés, ainsi que la gouvernance, la diversité et l'environnement. Une part importante de cette responsabilité consiste à informer le public et les actionnaires de ce que l'entreprise fait pour remplir son rôle d'« entreprise citoyenne ». C'est également un bon moyen pour les compagnies de montrer leurs « bonnes actions » à des fins de relations publiques. Des organisations tierces délivrent également des « bulletins de notes » rendant compte des résultats obtenus par les entreprises dans les différents aspects de la responsabilité sociale.

Cette responsabilité sociale accrue a des avantages évidents, mais elle n'est pas toujours exempte d'ambiguïtés. Elle peut en effet s'accompagner d'un accroissement du pouvoir des entreprises. Si la responsabilité sociale leur permet de rendre publiques leurs bonnes actions, elle peut aussi masquer des pratiques non durables dans d'autres domaines. C'est particulièrement vrai dans le cas des multinationales qui recourent à des chaînes de valeur complexes et à des sous-contractants ne suivant pas nécessairement leurs lignes directrices. Le problème de la responsabilité sociale des entreprises, telle qu'elle est énoncée dans les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, c'est qu'elle est volontaire. Dans certains cas, les entreprises sont en avance sur les gouvernements dans la lutte contre le changement climatique et d'autres problèmes. Mais le moment viendra bientôt où les gouvernements exigeront d'elles qu'elles remplissent leurs obligations sociales et environnementales, à la fois sur le territoire national et à l'étranger, dans l'intérêt du développement durable. Voir www.oecd.org/daf/investment/cr.

Dans le même temps, selon l'Évaluation des écosystèmes pour le millénaire des Nations Unies, près des deux tiers des services que la nature procure à l'humanité sont en déclin à l'échelle mondiale. Les Nations Unies indiquent que les coûts peuvent être supportés par des populations très éloignées de celles qui en retirent des bénéfices. Par exemple, lorsque l'on mange en Europe des crevettes produites en Asie du Sud, dans un étang qui remplace une zone de mangrove, cela affaiblit une barrière naturelle contre la mer et accroît la vulnérabilité des communautés vivant sur les côtes.

Les tendances actuelles de la production et de la consommation mondiales ne devraient pas changer de façon significative, ce qui signifie que les externalités vont s'accroître. Les biens deviennent meilleur marché et circulent en quantités plus importantes que jamais d'un bout à l'autre de la planète. Un simple pot de yogourt peut avoir parcouru plus de 3 000 kilomètres avant d'arriver dans notre réfrigérateur et exiger l'apport d'intrants dans plusieurs pays (ingrédients, production et emballage). De plus, nous remplaçons les biens beaucoup plus vite que dans le passé. Par exemple, peu de gens utilisent encore un lecteur MP3 acheté il y a cinq ans, alors qu'un vieil électrophone pouvait durer plusieurs décennies. Et, contrairement à la génération de nos grands-parents, nous avons tendance à jeter plutôt qu'à réparer, qu'il s'agisse d'un aspirateur ou de chaussettes.

Il se peut que la technologie réduise certains des impacts négatifs qu'ont la production et la consommation sur la durabilité, mais elle en crée d'autres et les améliorations technologiques sont souvent prises de vitesse par la croissance de la consommation. Ainsi, les automobiles ont à présent un bien meilleur rendement énergétique que dans le passé, mais la pollution de l'air s'aggrave malgré tout en raison du grand nombre de personnes qui en possèdent une.

Les transactions effectuées sur les marchés sont devenues plus efficaces que jamais, et de nombreux biens tels que la nourriture, les automobiles, les climatiseurs et les vêtements griffés sont, en principe, abordables pour quiconque souhaiterait les acheter. Ces transactions entraînent cependant des externalités croissantes qui rendent de plus en plus rares de nombreux biens « publics » : l'air pur, le silence, les espaces libres, l'eau pure, la beauté des paysages et la diversité de la faune et de la flore qui sont hautement valorisés et recherchés. Presque toutes les transactions portant sur des biens privés impliquent un coût invisible, que chacun de

nous paie à travers la dégradation des biens publics. Pour parvenir à un développement durable, il est donc essentiel de relever le défi consistant à assurer un « découplage » entre la poursuite de la croissance économique et de la prospérité, d'une part, et les externalités négatives résultant d'un tel développement, d'autre part.

Quel est le prix réel des vêtements bon marché ?

La façon dont les biens sont produits et consommés affecte non seulement l'environnement, mais aussi les conditions de vie et de travail. Là encore, un objet de la vie de tous les jours peut nous aider à mieux comprendre ces questions. Fred Pearce, le correspondant principal du *New Scientist* en matière d'environnement, a cherché à savoir d'où venaient les jeans bon marché qu'il avait achetés à Londres. Son enquête l'a mené à Dhaka, la capitale du Bangladesh, où des centaines de milliers de femmes fabriquent des vêtements pour les grandes marques européennes et nord-américaines, à raison de 10 heures de travail et pour un peu moins d'1 dollar par jour. Dans son blogue et dans le livre qu'il a écrit par la suite, Pearce rapporte que les entreprises qui possèdent ces marques déclarent exiger des conditions de travail décentes pour tous leurs employés. Cependant, selon les femmes concernées, les sociologues chargés de mener régulièrement des « audits sociaux » sur les conditions de travail dans les usines ne sont pas en mesure de connaître la vérité : « Les directeurs nous ordonnent quoi dire sur les heures de travail, les vacances et les conditions de travail. »

« Faire avancer la durabilité suppose d'accorder une plus grande attention au rôle joué par la main-d'œuvre dans la réalisation des trois objectifs clés : la maximisation des profits, les personnes et la planète. »

Roland Schneider, Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE,
Measuring Sustainable Production

Vous pensez que c'est injuste ? Vous seriez pourtant surpris d'apprendre qu'aucune des femmes auxquelles Pearce a parlé ne soutenait le boycottage des biens qu'elles fabriquent. Comme il le souligne, dans le pays rural et conservateur qu'est le Bangladesh, ces femmes sont les premières à jouir d'un peu de liberté en dehors de celles que leur accordent leurs maris dans les villages. « L'industrie du vêtement est révolutionnaire pour l'autonomie économique des femmes », déclare Mashuda Khatun Shefali,

la directrice d'une ONG qui soutient les ouvrières de cette industrie et s'efforce d'améliorer leur situation. Selon Nazma Akter, une autre militante, « les femmes, aussi pauvres soient-elles, sont en train de devenir une force économique ici. C'est la première fois qu'elles ont un travail. Elles sont maintenant indépendantes. Elles peuvent aller et venir : personne ne les en empêche. Ne leur enlevez pas cela ».

Ce que ces femmes attendent des consommateurs des pays riches, c'est de payer un prix juste pour les biens qu'elles fabriquent, et de ne pas leur demander de sacrifier leur santé et leur bien-être pour qu'ils puissent améliorer de façon marginale notre niveau de vie. Le statut des femmes, les droits des travailleurs et un commerce plus équitable font partie du développement durable au même titre que l'environnement. Si l'on veut que la production et la consommation deviennent durables, il est nécessaire de reconnaître les coûts véritables de ce que nous fabriquons et de ce que nous achetons, et ce, tout au long de la chaîne de valeur, de l'approvisionnement à l'élimination des déchets, en passant par la distribution.

Chaque geste compte

Que peut-on faire concrètement pour favoriser la production et la consommation durables ? Mises bout à bout, de petites choses peuvent avoir de grands effets. Selon l'Agence de protection de l'environnement des États-Unis, si chaque foyer américain remplaçait une seule ampoule à incandescence traditionnelle par une ampoule fluocompacte, cela permettrait d'économiser en un an assez d'énergie pour éclairer plus de 3 millions de foyers et prévenir des émissions de gaz à effet de serre équivalentes à ce que rejettent 800 000 automobiles.

Et, selon les calculs de la Fédération européenne des fabricants de lampes, l'Europe pourrait se passer de 27 centrales électriques si ses habitants adoptaient les ampoules fluocompactes. Ce syndicat professionnel a du reste lancé une campagne incitant les consommateurs européens à passer aux ampoules permettant d'économiser l'énergie. L'Australie, le Japon et la Californie, conscients que les gouvernements doivent intervenir pour accélérer la transition et la rendre définitive, prévoient d'interdire la vente des ampoules incandescentes. La Commission européenne envisage également la suppression progressive des ampoules traditionnelles.

Comment économiser plus de 500 euros par an ?

L'argument suivant est souvent avancé pour contester le développement durable : « Quels que soient les bénéfices qu'il procure, ses coûts sont trop élevés et, d'une façon ou d'une autre, il va faire baisser notre niveau de vie. » En fait, cela peut être tout le contraire.

Les technologies permettant des économies d'énergie peuvent nous faire économiser de l'argent, même si ces économies ont tendance à se réaliser sur le long terme et supposent d'investir au départ dans une pompe d'injection, des fenêtres thermiques ou une voiture hybride. À l'inverse, la consommation non durable peut entraîner des coûts astronomiques, bien que nous ne soyons pas toujours conscients de leur ampleur. En Grande-Bretagne, par exemple, environ un tiers de la nourriture achetée va à la poubelle : cela représente 4.1 millions de tonnes par an, dont l'essentiel aurait pu être consommé. La principale raison de ce gaspillage ? La nourriture n'est tout simplement pas mangée – cela vaut pour 2.5 millions de tonnes par an, soit 61 % de tout ce gâchis évitable, dont presque 1 million de tonnes

de nourriture qui n'est même pas touchée et au moins un dixième (340 000 tonnes) qui n'a pas encore passé la date limite de consommation. Et 1.6 million de tonnes de plus sont gaspillées parce que l'on a cuisiné et préparé trop d'aliments.

Les autorités locales britanniques doivent dépenser 1 milliard de livres (environ 1.3 milliard d'euros) pour collecter cette nourriture perdue et l'envoyer à la décharge. Mettre fin à ce gaspillage réduirait les émissions de CO₂ de 18 millions de tonnes par an, ce qui équivaut à retirer de la circulation une automobile sur cinq.

Et les 500 euros d'économie ? Toute cette nourriture non consommée coûte chaque année 10 milliards de livres au Royaume-Uni, soit 420 livres en moyenne par ménage, ou plus de 500 euros, que vous pourriez économiser en planifiant mieux vos achats d'aliments, leur stockage et leur préparation.

Voir « The food we waste » : www.wrap.org.uk.

Si l'on veut vraiment influencer sur les marchés, cela suppose des efforts coordonnés, dans lesquels les producteurs, les consommateurs et les gouvernements ont chacun un rôle à jouer. C'est seulement en conjuguant ces efforts que l'on pourra transformer à grande échelle les vieux comportements et processus, et faire ainsi du développement durable la règle plutôt que l'exception.

Coordonner nos efforts

Comment les producteurs peuvent-ils intégrer la durabilité dans la conception de leurs produits, leur fabrication et leur distribution, sans pour autant sacrifier les facteurs traditionnels

tels que les profits et l'image de marque? Nous ne pouvons pas être des consommateurs durables si les produits qui nous sont offerts ne sont pas durables.

Il y a toutes les raisons de penser que la conception du produit est l'étape la plus importante, dans la mesure où elle conditionne toutes les autres. Tout d'abord, on doit concevoir le produit comme faisant partie intégrante d'un « système de produits » et d'un mode de vie. Par exemple, si un téléphone cellulaire comporte un appareil photo et un lecteur MP3, le consommateur va-t-il acheter seulement le téléphone, évitant ainsi les coûts, notamment environnementaux, découlant de la fabrication de trois produits différents? Ou achètera-t-il également les autres produits, ce qui accroîtra d'autant ces coûts? Concevoir un produit signifie aussi choisir les matériaux dont il sera fait. Peut-on concevoir un produit de telle sorte qu'il possède les propriétés requises tout en incorporant moins de matériaux? Peut-on le fabriquer en utilisant des matériaux renouvelables ou recyclables? Enfin, la conception a une incidence sur la fabrication car elle détermine le nombre d'étapes du processus de production.

« Afin d'intégrer la gestion de la durabilité, les entreprises doivent travailler en partenariat avec d'autres organisations et groupes qui s'intéressent à leurs activités et à leurs impacts économiques, sociaux et environnementaux. »

Rajesh Kumar Singh, Bhilai Steel, Inde, *Measuring Sustainable Production*

Des questions spécifiques se posent pour ce qui est de la production, notamment: comment réduire la consommation d'énergie ou la pollution, ou comment améliorer la sécurité des travailleurs? Et, une fois le produit fabriqué, il s'agit de trouver le moyen le plus durable de l'emballer avant de le transporter et de le vendre, de décider s'il devrait être expédié par air, mer ou terre, par train ou camion.

La conception et la fabrication du produit déterminent dans une large mesure sa durée de vie, les produits complémentaires dont il a besoin pour fonctionner (par exemple des piles) ainsi que la possibilité de le réparer ou d'assurer son entretien. Enfin, les producteurs doivent également penser à ce qui arrivera au produit à la fin de son cycle de vie. Encore une fois, bien concevoir un produit peut faire la différence. Par exemple, les matériaux qui le constituent sont-ils faciles à recycler et recyclables en toute sécurité? Ses composants peuvent-ils être remis à neuf et réutilisés?

Le consommateur a-t-il toujours raison ?

Pensez à votre premier achat important, par exemple votre premier vélo ou votre première automobile. Pensez à tous les facteurs qui sont entrés en ligne de compte dans votre décision. Le coût en faisait probablement partie, tout comme la couleur, l'apparence, la marque, et toute une série d'associations esthétiques et émotionnelles qui nous attirent vers les objets que nous achetons. Chaque année, les entreprises consacrent des sommes considérables aux études de marché et à la publicité (plus de 650 milliards de dollars dans le monde uniquement pour le marketing) afin de comprendre ces associations et de pouvoir à la fois prédire et influencer les goûts et les préférences des consommateurs.

À première vue, l'influence envahissante du marketing et l'incitation à consommer semblent aller à l'encontre du développement durable. La consommation irréfléchie n'a-t-elle pas largement contribué à créer de nombreux problèmes auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui ? Pourtant, lorsque nous ne connaissons pas de produit moins polluant pour nettoyer notre évier ou lorsque la différence de consommation d'énergie entre deux appareils nous échappe, nous ne sommes pas en mesure de prendre une meilleure décision. Mais, si l'on inclut la dimension de la durabilité dans le marketing et la distribution, cela nous donne un critère supplémentaire, et d'une grande importance, quand nous décidons d'acheter quelque chose. Cela contribue à mieux informer les consommateurs, tout en leur donnant évidemment les moyens de se comporter de façon plus « durable ».

Comme le montre l'expérience des décennies passées, il ne suffit pas d'offrir des produits durables au marché de niche des consommateurs « verts » ou « équitables » pour modifier les tendances à une plus grande échelle, même si cela a joué un rôle important dans l'évolution des choix des producteurs et des consommateurs. La prolifération des labels « écologique » et « commerce équitable », ces 10 dernières années, témoigne de cette évolution. Pendant longtemps, tout ce qui était étiqueté « biologique » ou « commerce équitable » a eu la réputation d'être un produit « spécialisé » réservé à une petite catégorie de consommateurs prêts à payer plus pour consommer conformément à leurs croyances. Si ces produits en ont souffert, la tendance a commencé à changer, et pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, un plus grand nombre de gens sont conscients que leurs choix ont un impact sur le monde qui les entoure. Les problèmes liés à la consommation non durable – comme le coût de l'essence – sont devenus plus « réels » et ont commencé à toucher plus concrètement le consommateur moyen. Un nombre croissant de personnes commencent ainsi à se poser des questions importantes sur ce qu'elles achètent, la quantité de déchets que génèrent les produits et leur emballage, la quantité d'eau, d'énergie et d'autres ressources entrant dans leur production (puis dans leur élimination), ainsi que sur les conditions de vie et de travail de ceux qui fabriquent ces biens.

Ensuite, les produits durables eux-mêmes sont devenus plus courants. Un large éventail d'entreprises recourent aux outils de marketing pour rendre attrayants et sexy les produits et les services considérés comme durables. Les fabricants conçoivent davantage de produits dont l'attrait repose sur les qualités esthétiques et la facilité d'usage, *ainsi que* sur la durabilité environnementale et sociale – le design des derniers modèles d'automobiles à haut rendement énergétique est éloquent. La plupart des grandes chaînes de supermarchés proposent aujourd'hui une sélection de produits certifiés « écoresponsables », dont les parts de marché s'accroissent : les importations de café biologique en Amérique du Nord ont ainsi augmenté de 29 % en 2006-2007, contre seulement 2 % pour le café classique.

La conscience accrue des consommateurs et la prolifération des produits et services plus durables, au cours des dernières années, sont des signes encourageants. Cependant, selon certains critiques et défenseurs des consommateurs, cela relève en partie de la supercherie ou de la « mascarade écologique ». Certains produits prétendument verts le sont en fait beaucoup moins dès que l'on scrute la liste de leurs ingrédients ou que l'on analyse leur cycle de vie dans sa totalité. S'il est vrai que l'on ne résoudra pas le problème de la pauvreté simplement en achetant du café équitable, cela n'enlève rien au fait que la consommation et la production durables jouent un rôle crucial dans le succès de toute forme de développement durable. Un nombre croissant de personnes et d'entreprises en ont pris conscience, et parfois même veulent en tirer profit, ce qui semble témoigner de l'attrait massif et croissant qu'exerce la durabilité. Les efforts visant à rendre durable la société de consommation gagnent du terrain.

Le réseau Fairtrade

En 2008, le personnel de la cantine de l'OCDE a annoncé que toutes les boissons chaudes proviendraient désormais de sources certifiées «Fairtrade». L'association *Fairtrade Labelling Organisations* (FLO) promeut le développement durable par le biais du commerce, en s'assurant que les petits agriculteurs et les travailleurs des pays pauvres peuvent vivre du revenu qu'ils tirent de leurs produits. Question : pourquoi est-ce les consommateurs, plutôt que les gouvernements ou les grandes entreprises, qui poussent au développement durable ? Ce sont eux, en effet, qui exigent que les biens importés soient le fruit d'une production durable, au plan environnemental comme au plan social.

Le réseau Fairtrade couvre désormais 58 pays en développement et 1.4 million d'agriculteurs, auxquels il garantit un prix minimum, un contrat à long terme ainsi que des primes destinées à des projets de développement communautaire, en échange de quoi leur production doit respecter certaines normes sociales (droits des travailleurs) et environnementales. Dans certains pays européens, 20 % du marché du café et plus de 50 % des ventes de bananes sont certifiés «Fairtrade». Selon ses fondateurs, «Fairtrade ne vise pas seulement à favoriser des méthodes de production durables et éthiques, mais aussi l'autonomisation et le développement des producteurs».

Que fait le gouvernement ?

Un des plus grands défis posés aux gouvernements est de trouver les outils stratégiques adéquats pour encourager les bonnes pratiques de production et de consommation, tout en évitant les doubles emplois et les incohérences. À cet égard, les électeurs et certains groupes d'intérêt font pression sur les élus pour qu'ils agissent sur ces questions jugées d'une grande importance et adoptent une ligne de conduite bien déterminée. En premier lieu, leurs décisions doivent reposer sur des recherches exhaustives et des constats bien établis, sans quoi elles risquent de ne pas résoudre les problèmes existants mais, souvent, d'en créer de nouveaux. Cependant, les gouvernements ont l'avantage considérable de pouvoir faire adopter des lois et d'imposer des réglementations. Entre autres options, ils peuvent tout simplement proscrire les produits et les comportements qui sont plus nuisibles que bénéfiques. C'est le sort qu'ils ont réservé aux CFC (les gaz utilisés dans les réfrigérateurs et les bombes aérosol), qui entraînaient la détérioration de la couche d'ozone. Le Protocole de Montréal sur les substances qui appauvrissent la couche d'ozone, entré en vigueur en 1989, a été entériné par 191 pays. Depuis, les

concentrations dans l'atmosphère des principaux CFC et autres gaz similaires ont diminué ou se sont stabilisées. Autre exemple, les sacs en plastique. Le Bangladesh les a interdits en 2002, à la suite d'un mouvement amorcé à Dhaka dans les années 80 : une fois jetés, ces sacs obstruaient les égouts durant la mousson, ce qui entraînait des inondations.

De tels plans suscitent malgré tout des critiques : les emballages sont une source bien plus importante de déchets que les sacs en plastique. Les détaillants devraient utiliser le pouvoir qu'ils ont sur leurs fournisseurs pour les inciter à faire de meilleurs choix en matière d'emballage ; et les gouvernements devraient utiliser leurs pouvoirs de réglementation plutôt que de se défaire de la responsabilité de réduire les déchets sur les seuls consommateurs. Voici deux questions qui reviennent souvent dans les discussions portant sur le développement durable. À qui incombe avant tout la responsabilité de changer les mauvaises habitudes ? Et sur quoi est-il le plus efficace de concentrer nos efforts ? À la première question, on pourrait répondre que nous pourrions tous le faire. D'abord, en encourageant les consommateurs à n'utiliser les sacs en plastique que lorsque c'est vraiment nécessaire : les mesures consistant à faire payer les sacs donnent toujours de bons résultats. Ensuite, en encourageant simultanément les détaillants à jouer de leur influence pour réduire les emballages, l'utilisation des ressources et les déchets. Enfin, en mettant au point des normes gouvernementales sur les emballages durables et recyclables. La ville de Modbury, en Angleterre, est un bon exemple de ce qu'il est possible de faire. Un soir, dans un pub, Rebecca Hosking a lancé une campagne en faveur de l'interdiction des sacs en plastique, puis, au bout de quelques semaines, les commerçants ont pris le relais. Résultat : Modbury est la première ville européenne à avoir banni les sacs en plastique. Comme Rebecca Hosking l'a expliqué au *Guardian* : « Modbury a toujours été une ville très conservatrice. Si nous l'avons fait, ça prouve qu'on n'a pas besoin d'être une des grandes villes "vertes" pour changer les choses. »

Même si nous avons une idée de ce qu'il serait souhaitable de faire, changer les choses est souvent une tout autre histoire. Comme le souligne Margaret Beckett, ex-ministre de l'Environnement du Royaume-Uni : « Beaucoup de comportements non durables sont figés et rendus "normaux", pas uniquement à cause de notre façon de produire et de consommer, mais par manque de solutions de

rechange faciles à adopter.» Créer ces solutions est donc une priorité, sur laquelle les interventions gouvernementales peuvent peser. Dans le cadre de sa Politique intégrée des produits, l'Union européenne a ainsi lancé un projet pilote associant fabricants de téléphones cellulaires et de composants, opérateurs de téléphonie, groupes de consommateurs, entreprises de recyclage, ONG, représentants gouvernementaux et chercheurs. Et certains gouvernements favorisent le recyclage à travers des initiatives telles que l'«écoparticipation» adoptée en France ; cette mesure impose sur les biens électroniques une surtaxe de 0.52 euros par kilo destinée à payer les coûts de recyclage.

Comme le suggère l'exemple des CFC, persuader les producteurs et les consommateurs de changer de comportement n'est pas toujours le moyen le plus efficace de s'attaquer aux problèmes, et ce n'est pas suffisant pour entraîner un changement d'une ampleur suffisante à une échelle suffisamment grande. Individuellement, chaque producteur ou consommateur a peu de pouvoir sur les choses ou peu d'intérêt à les faire changer. Un fabricant serait considérablement désavantagé s'il décidait de faire cavalier seul et d'adopter des normes environnementales plus strictes ou d'offrir des salaires et des conditions de travail plus généreuses que ses concurrents. Quant aux individus, ils ont des difficultés à réduire leur consommation, même pour les produits qu'ils savent dommageables à leur santé – et ils ont aussi du mal à adopter des comportements plus sains. Bien que nous soyons de plus en plus sensibilisés à la durabilité, attendre que les comportements changent n'est pas la meilleure option.

Des arguments persuasifs

Les gouvernements disposent d'arguments persuasifs – les réglementations et les impôts –, qu'ils appliquent depuis longtemps dans le cadre de leur politique économique et sociale. Mais ces instruments peuvent-ils fonctionner pour le développement durable? La réponse est oui. Dans un premier temps, les gouvernements ont recouru à la sensibilisation et aux campagnes de communication pour inciter les individus à réduire leur consommation domestique d'énergie. Puis, ils ont travaillé de concert avec les fabricants d'appareils ménagers pour créer un étiquetage indiquant la consommation d'énergie de chacun de ces appareils. Pour finir, ils ont adopté des normes d'efficience

énergétique minimum qui ont obligé les fabricants à modifier la conception de leurs produits. Même si les consommateurs peuvent avoir un rôle à jouer, réglementer les processus et les produits est le moyen le plus rapide de rendre la production durable.

L'expérience montre également que les taxes liées à l'environnement (« taxes vertes » ou « écotaxes ») et les quotas d'émissions de gaz à effet de serre peuvent être des instruments efficaces. Elles peuvent forcer les pollueurs (producteurs ou consommateurs) à tenir compte des coûts de la pollution et contribuer à réduire la demande de produits nocifs pour l'environnement. En Irlande, la « plastax » (taxe sur le plastique) a ainsi permis de réduire de 90 % l'utilisation des sacs en plastique.

Le *Clean Air Act* adopté par les États-Unis en 1990 a joué un rôle pionnier dans le domaine des quotas d'émissions de gaz à effet de serre. Cette loi comportait notamment une obligation de réduire massivement les émissions de dioxyde de soufre (SO₂) et d'oxyde d'azote d'ici à 2010. Le principe des quotas est le suivant : chaque pollueur reçoit un « droit » d'émettre une certaine quantité de SO₂, et, s'il parvient à en émettre moins, il conserve les quotas qu'il n'a pas utilisés et peut les vendre ; de leur côté, les pollueurs qui émettent plus de SO₂ que leur droit d'émission doivent acheter des quotas à d'autres pollueurs (ou payer une amende d'un montant supérieur au prix du quota). Le nombre de quotas attribués est déterminé par l'Agence de protection de l'environnement, ce qui a déjà permis de réduire les émissions de 50 %. D'autres pays ont à leur tour lancé des marchés publics de crédit d'émissions.

Tous les pays de l'OCDE appliquent à présent plusieurs taxes liées à l'environnement (on en compte 375 au total, auxquelles s'ajoutent environ 250 redevances et droits liés à l'environnement) ; leurs recettes représentent environ 2 à 2.5 % du PIB et proviennent à 90 % des taxes sur les véhicules automobiles et les carburants qu'ils consomment.

L'efficacité environnementale et l'efficacité économique des « taxes vertes » pourraient cependant être améliorées si les exemptions et les autres dispositions particulières en vigueur étaient abandonnées progressivement, ou si l'on augmentait le niveau des taxes pour les rendre plus dissuasives. L'augmentation du prix des carburants montre que le coût peut jouer un grand rôle

dans le changement des comportements, mais le niveau des taxes sur le carbone est généralement trop bas pour inciter les fabricants à changer leurs méthodes de production. Des taux d'imposition plus élevés peuvent rencontrer une opposition politique pour deux raisons. Tout d'abord, il y a la crainte de voir les secteurs les plus polluants de l'économie perdre de leur compétitivité au plan international. C'est pour cette raison que ces taxes frappent presque exclusivement les ménages et le secteur des transports, tandis que les industries à forte intensité énergétique en sont entièrement ou partiellement exemptées. Ensuite, ces exemptions rendent inefficace la lutte contre la pollution et nuisent à l'application du principe du « pollueur-payeur » de l'OCDE.

On doit également tenir compte du fait que, dans la pratique, les taxes liées à l'environnement sont rarement utilisées de façon totalement isolée. Par exemple, un système d'étiquetage peut contribuer à accroître l'efficacité d'une taxe en donnant des informations plus complètes aux utilisateurs. Combiner une taxe sur l'énergie et des subventions ou des normes gouvernementales sur l'isolation de bâtiments peut être un bon moyen d'encourager les économies d'énergie. La combinaison d'une taxe et d'une approche volontaire peut renforcer l'acceptabilité politique de cette taxe, même si elle peut réduire l'efficacité énergétique ou accroître la charge économique qui pèse sur les autres acteurs économiques.

Et après ?

Évaluer, calculer et comprendre exactement ce que nous achetons, utilisons et jetons, n'est qu'un début. Faire ce premier pas permet d'être plus conscients, mais il serait fâcheux et inefficace de réduire des outils tels que l'empreinte à de simples gadgets. Lorsque nous nous rendons compte qu'il faut telle quantité d'eau ou de pétrole pour produire un bien donné, nous devons nous poser au moins deux questions :

- Comment pourrions-nous mettre au point des processus plus efficaces à grande échelle, afin de réduire notablement l'utilisation des ressources et les impacts négatifs de la production ?
- Comment devrions-nous amener des « consommateurs informés » à prendre des décisions de consommation durables à une échelle suffisante pour produire des résultats tangibles ?

Comme nous l'avons dit au début de ce chapitre, la production et la consommation sont au cœur de la durabilité. D'un point de vue matériel, la vie de la plupart des gens s'est beaucoup améliorée depuis un siècle. Pour que cette amélioration se poursuive et bénéficie à toute la population mondiale, il nous faudra réconcilier les trois piliers – économique, social et environnemental – du développement durable. La tâche sera ardue : ce qui favorise un pilier peut nuire à un autre ; et les priorités et les projets peuvent différer selon les groupes sociaux. Débattre de ces différences afin d'en dégager des solutions n'est cependant pas hors de notre portée ; c'est en fait ce à quoi s'emploie la démocratie. Dans le dernier chapitre de cet ouvrage, nous examinerons la façon dont les gouvernements, la société civile et les entreprises pourraient travailler de concert à créer les incitations, les règles et les réglementations, qui rendent possible le développement durable.

Pour en savoir plus

OCDE

Sur l'Internet

Pour une introduction aux travaux de l'OCDE sur le développement durable et la consommation, visitez www.oecd.org/developpementdurable et www.oecd.org/env/cpe.

Publications

Measuring Sustainable Production (2008, uniquement en anglais)

Cet ouvrage examine les méthodes de mesure les plus avancées des processus de production durable dans l'industrie. Il présente les instruments développés par les entreprises, les syndicats, les universitaires, les ONG, l'OCDE et l'Agence internationale de l'énergie.

L'économie politique des taxes liées à l'environnement (2006)

Les pays de l'OCDE recourent de plus en plus aux taxes liées à l'environnement. Leur efficacité environnementale est abondamment prouvée, mais on pourrait y recourir plus largement à condition de bien les concevoir et de prendre correctement en compte leurs répercussions sur la compétitivité internationale et la répartition des revenus. S'appuyant sur l'expérience des pays de l'OCDE, cet ouvrage propose un examen exhaustif de ces questions et des recherches récentes sur les impacts environnementaux et économiques.

Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, Révision 2000

Ces *Principes directeurs révisés* ont été adoptés par les gouvernements des 30 pays de l'OCDE et de l'Argentine, du Brésil et du Chili le 27 juin 2000, à la réunion annuelle du Conseil au niveau de ministres. Ce livret comprend le texte et les commentaires révisés, les procédures de mise en œuvre et la déclaration sur

l'investissement international et les entreprises multinationales.

Autres lectures conseillées

Promoting Sustainable Consumption: Good Practices in OECD Countries (2008, uniquement en anglais)

Ce rapport examine les initiatives de promotion de la consommation durable des gouvernements de l'OCDE, en insistant sur chaque outil ou instrument particulier et sur la façon de les combiner efficacement. www.oecd.org/developpementdurable

AUTRES SOURCES

L'évaluation des écosystèmes pour le millénaire

Ce rapport des Nations Unies évalue les conséquences des changements écosystémiques sur le bien-être humain. Il présente une évaluation scientifique des écosystèmes dans le monde et des actions nécessaires à la conservation et à l'utilisation durable de ces systèmes. www.millenniumassessment.org

Toxic Tech: Not in Our backyard, Greenpeace (2008, uniquement en anglais)

Ce rapport examine les ventes mondiales de produits électriques et électroniques et évalue l'ampleur des déchets qui en résultent. www.greenpeace.org

The Water Footprint

Ce site Internet est géré par l'Université de Twente, en collaboration avec l'Institut UNESCO-IHE pour l'éducation relative à l'eau et les Pays-Bas. www.waterfootprint.org

The Food we Waste

Les travaux du *Waste & Resources Action Programme* visent à minimiser les déchets au Royaume-Uni et à y promouvoir le recyclage au coût net le plus faible. www.wrap.org.uk

6



Comment combler durablement nos besoins, c'est-à-dire aujourd'hui et dans l'avenir ? Nous devons savoir ce que nous possédons, ce que nous consommons, mais aussi quelles sont les ressources disponibles et celles qui peuvent être régénérées ou remplacées. Pour nous engager sur le chemin du développement durable, il est essentiel de mesurer et d'estimer avec précision le « capital » naturel, social et économique, dont nous disposons.

Mesurer la durabilité



En guise de préambule...

Dans les pages précédentes, nous avons défini le développement durable et la façon dont les sociétés contemporaines tentent de le mettre en œuvre. Mais comment savoir si nos actions sont bénéfiques ou néfastes, ou totalement inefficaces? Parmi nos activités et les produits que nous fabriquons, lesquels sont les plus durables? Comment savoir si une ville, une région ou un pays, progresse sur la voie du développement durable? Comment calculer nos besoins actuels et mesurer si nous faisons des progrès pour les combler plus efficacement? Et comment connaître l'effet de nos décisions sur notre propre futur et celui de nos enfants? Pour répondre à ces questions, il faut avant tout décider de l'essentiel: qu'est-ce qui est important pour nous? Quelles ressources devons-nous surveiller? Quels facteurs contribuent à notre « qualité de vie » et à notre bien-être?

Nous sommes souvent amenés à faire ce type de calcul dans notre vie quotidienne. Nous connaissons le montant d'argent dont nous disposons et le montant dont nous avons besoin pour acheter de la nourriture et payer nos factures. Nous connaissons, avec une certaine marge d'incertitude, les dépenses que nous devons faire plus tard, et nous savons aussi qu'il y aura probablement des dépenses imprévues. Nous savons ce que nous avons envie de faire et, s'il nous reste de l'argent, nous pouvons le dépenser au restaurant ou au cinéma, en achetant des vêtements ou même en partant en vacances.

Tout cela repose sur des calculs, une planification et des estimations raisonnables. L'essentiel consiste à mesurer notre réserve de « ressources » et, en fonction de son évolution, à établir des priorités parmi tout ce que nous devons faire et ce que nous aimerions faire, d'où des choix parfois difficiles. Autrement dit, nous avons tous un système d'information (même s'il est informel) qui nous permet de savoir où nous en sommes actuellement, nous faisons des prévisions sur ce que nous serons en mesure de faire dans le futur et nous évaluons si, oui ou non, nous vivons au-dessus de nos moyens.

Comment définir ce qu'est une société saine et durable? Comment évaluer nos progrès sur le chemin qui nous y conduit? L'argent ne suffit certainement pas à le faire. Il faut tenir compte de toute une panoplie de facteurs qui apportent chacun une pierre

importante, souvent essentielle, à l'édifice de notre « succès » : l'accès à l'éducation, les soins de santé, des écosystèmes en bon état, la liberté, la justice et l'expression culturelle. Mesurer ces objectifs avec précision et exactitude nous permet de bâtir une base de connaissances plus solide et plus sophistiquée et peut aussi nous aider à faire des progrès plus rapides pour les atteindre.

Quels sont les problèmes impossibles à ignorer ? À l'instar des habitants de Rapa Nui (voir le chapitre 1), nos vies reposent sur des systèmes vulnérables aux pressions exercées par la nature et par les hommes, et dont les éléments évoluent au sein d'un réseau complexe d'interactions. Nous devons connaître les facteurs décisifs pour notre progrès, notre bien-être et notre survie, afin de ne pas être confrontés à des changements indésirables qui pourraient être irréversibles. Quelle est la meilleure façon de mesurer le développement durable ? L'enjeu est de pouvoir évaluer plus précisément si nos politiques et nos pratiques assurent ou non notre bien-être à long terme.

 Quels outils et quels critères utiliser pour évaluer la durabilité ? Comment combiner ces éléments pour déterminer si les enjeux, l'évolution et les conséquences d'une situation donnée, répondent à nos attentes et, dans la négative, comment améliorer cette situation ? Dans ce chapitre, nous nous demanderons quels indicateurs nous permettent de mesurer le développement durable et comment nous pouvons les combiner et les présenter.

Évaluer la durabilité : que mesurer et quand ?

S'entendre sur les meilleurs indicateurs pour mesurer la durabilité ou les progrès vers le développement durable est un véritable défi. Un indicateur est une mesure qui synthétise des informations sur l'état d'un système ou son évolution. Des indicateurs peuvent nous donner un instantané de nos progrès à un moment précis dans le temps par rapport aux facteurs importants que nous avons choisis. Ces indicateurs peuvent également nous renseigner sur les effets de nos actions et des politiques gouvernementales ; et ils doivent pouvoir s'adapter à l'évolution des conjonctures et au contenu des politiques.

À première vue, il semble impossible de mesurer le développement durable, tant le sujet est vaste et nombreux les

facteurs à prendre en considération : changement climatique, soins des enfants, éthique des affaires, politique gouvernementale et tendances de la consommation, pour n'en citer que quelques-uns. Nous savons que le développement durable englobe des variables environnementales, sociales et économiques, et que toutes doivent être mesurées jusqu'à un certain point.

Comme le montre le *Panorama des statistiques* publié chaque année par l'OCDE, il existe une profusion d'indicateurs, allant de mesures macroéconomiques traditionnelles, telles que le PNB et la productivité, et d'indicateurs environnementaux, comme la consommation d'eau et les émissions polluantes, jusqu'aux statistiques sociales que sont par exemple l'espérance de vie et la performance scolaire. Mais lesquels sont les plus importants pour le développement durable ?

Le problème est d'autant plus difficile à résoudre que le concept de développement durable est non seulement multidimensionnel, mais aussi dynamique. Pour le mesurer, il faut jongler avec de nombreux paramètres, notamment différents horizons temporels.

Les phénomènes économiques, sociaux et environnementaux, progressent à des rythmes différents, et, pour chacun d'eux, il faut parfois tenir compte simultanément de différentes échelles temporelles. Par exemple, les systèmes juridiques de la plupart des pays reposent encore en grande partie sur des codes datant de l'époque d'Auguste et de l'Empire romain, et leurs principes fondamentaux n'évoluent que lentement. À l'opposé, certaines technologies évoluent très rapidement : votre nouvel ordinateur sera probablement démodé avant même de quitter son emballage.

Dans le domaine de l'économie, si vous planifiez un projet énergétique important, vous devez vous projeter au moins 50 ans dans l'avenir, mais si vous négociez sur les marchés financiers, les quelques nanosecondes durant lesquelles les données sur les prix circulent d'une bourse à une autre peuvent vous faire perdre ou gagner de coquettes sommes d'argent. Quant à l'environnement, il nous révèle à quel point le rythme du changement peut s'accélérer soudainement, comme dans le cas des stocks de poissons qui disparaissent tout à coup après avoir diminué lentement pendant des années.

En outre, nous devons garder à l'esprit que le développement durable est un processus mettant les événements du passé en

relation avec nos actions d'aujourd'hui, qui à leur tour influent sur la situation à venir et les options que nous aurons plus tard. En un sens, cela revient à marcher à reculons le long d'un chemin : on voit d'où on vient et on voit plus ou moins où on se trouve, tout en se faisant une idée approximative de l'endroit où l'on se rend.

Toutefois, il est impossible de savoir si les bifurcations rencontrées le long de ce chemin aboutissent à des impasses, offrent des raccourcis ou débouchent sur une direction entièrement nouvelle. De même, il est difficile, voire impossible, de dire si une étape précise sur le chemin du développement est durable. Elle peut l'être à différents degrés selon le point que nous avons atteint, selon ce qui se passera ensuite, les perspectives qui se présentent et la façon dont évoluent les comportements et d'autres facteurs.

Ces incertitudes compliquent toute mesure du développement durable. Et la façon de concevoir ces mesures n'est pas uniquement un exercice technique ou statistique. Elle touche deux domaines très sensibles dans toutes les sociétés : la responsabilité du gouvernement et la participation sociale. Mesurer les progrès du développement durable – ou de tout autre domaine politique important – à l'aide d'informations fiables est une composante clé du processus démocratique. Cela impose aux gouvernements d'être plus responsables et donne aux citoyens un outil qui leur permet de participer plus activement à la définition des objectifs politiques et à leur évaluation.

Mesurer les progrès

« En mesurant les progrès, nous les favorisons. »

Enrico Giovannini, chef statisticien de l'OCDE

Pendant longtemps, on a défini et mesuré les progrès en termes purement économiques. Le rendement ou le bien-être global d'un pays est souvent exprimé de façon abrégée grâce à la « superstar » des mesures qu'est le produit intérieur brut. Le PIB correspond à la valeur, en termes monétaires, de ce que produit un pays, et le PIB par habitant, que vous connaissez peut-être aussi, à ce que chacun de ses habitants posséderait si le PIB était réparti de façon égale entre eux. Ces mesures semblent s'imposer comme des évidences, mais elles n'en omettent pas moins des facteurs importants et en incluent d'autres dont on se passerait volontiers.

Par exemple, le PIB comptabilise les logiciels qui sont vendus, mais pas les logiciels libres (*freewares*), tandis que les dépenses consacrées au nettoyage d'une marée noire, elles, y sont incluses. Dans ce cas précis, non seulement on comptabilise une chose négative comme une contribution à la « production », mais on laisse de côté son coût important pour le bien-être et on l'omet du calcul. Inversement, les tâches ménagères, les soins donnés aux enfants et le bénévolat ne sont pas pris en compte bien qu'ils contribuent à l'augmentation de la valeur de l'économie et à l'amélioration de notre vie quotidienne. De plus, le PIB par habitant est une mesure relativement rudimentaire. Il s'agit d'une moyenne qui ne rend pas compte de la répartition des bénéfices de la productivité économique: la moyenne peut sembler satisfaisante, alors qu'un petit pourcentage de la population peut accaparer l'essentiel de ces bénéfices.

Ces indicateurs sont utiles pour donner une idée approximative de la vie économique et comparer des performances nationales. Mais il existe un large fossé, qui va en s'élargissant, entre ce que les statistiques officielles comme le PIB disent du « progrès » et ce que les gens perçoivent dans leur vie quotidienne, ce qui compte à leurs yeux: leur pouvoir d'achat, les services publics, la qualité de vie, etc.

Accorder la même attention aux trois piliers du développement durable, tout en considérant qu'ils sont interconnectés et interdépendants, traduit l'idée que le progrès économique ne garantit pas à lui seul qu'une société « va dans la bonne direction ». D'autres facteurs – comme l'accès à de bons soins de santé et à une bonne éducation – peuvent jouer un rôle aussi important, voire plus important, pour le bien-être, la satisfaction de vivre et la santé sur le long terme, à la fois pour les générations futures et les générations actuelles.

« Nous ne pouvons relever les défis du futur avec les outils du passé. »

José Manuel Barroso, président de la Commission européenne,
lors de la conférence internationale « Au-delà du PIB :
mesurer le progrès, la richesse et le bien-être véritables des nations »,
19-20 novembre 2007

Des indicateurs isolés peuvent nous aider à voir les progrès que nous faisons par exemple en termes de revenus ou de santé. Mais s'ils ne s'intègrent pas dans un cadre qui structure notre analyse, ils ne nous révèlent pas où nous en sommes et quelle direction nous

prenons. Nous avons besoin d'un outil qui nous donne une vision d'ensemble, afin de l'utiliser pour élaborer des politiques et des plans d'action. Un cadre conceptuel peut nous aider à sélectionner les indicateurs qui mesurent le mieux ce que nous voulons évaluer de façon cohérente et méthodique. Il peut également servir à comparer la durabilité à différents niveaux de la société.

Il est difficile de comparer des régions ou des pays différents tant sur le plan de leur histoire, de leur culture, de leur niveau économique et de leur développement social, que sur celui de leurs milieux physiques. Pour y parvenir, il faut instaurer un dialogue permanent sur leurs besoins, leurs ressources et la façon dont ils évoluent, et élaborer selon une approche flexible un ensemble d'indicateurs pouvant fournir les faits probants et les informations les plus utiles. Les indicateurs isolés constituent des éléments essentiels de ce processus.

La tâche est rendue d'autant plus complexe que les priorités du développement durable peuvent, dans une certaine mesure, différer selon les contextes, qu'il s'agisse de la qualité de l'eau, des terres ou de l'air, du revenu de la population ou de son accès à l'énergie, de l'espérance de vie, etc. L'enjeu est donc de concevoir des méthodes de mesure qui tiennent compte de contextes ou de critères géographiques particuliers et nous permettent de travailler ensemble, au sein de différentes institutions et au-delà des frontières, aux progrès de la durabilité à l'échelle mondiale.

Il existe tout un éventail d'indicateurs pour comparer la situation respective de différents pays, évaluer leurs forces et leurs faiblesses et déterminer les domaines où une intervention politique est nécessaire. Le plus simple serait de disposer d'une liste unique d'indicateurs, applicable à tous, permettant des comparaisons rapides dans l'espace et dans le temps. Mais les choses ne sont pas si simples : ce qui est important en Californie ne l'est pas forcément à Helsinki ou à Bangalore.

Pendant, il faut des indicateurs communs pour que différentes villes ou différents pays puissent comparer leurs progrès en matière de développement durable – un exercice qui peut leur apprendre ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas. C'est pourquoi, suivant l'évolution des méthodes de mesure du développement durable, de nombreux organismes locaux, nationaux et supranationaux, tels que les Nations Unies et

L'Union européenne, ont mis au point et perfectionné des séries d'indicateurs. De concert avec des organisations internationales et des ONG, ils ont déployé des efforts considérables pour examiner et raffiner leurs séries d'indicateurs afin de mieux mesurer le développement durable et pouvoir effectuer des comparaisons entre des pays ou d'autres niveaux de gouvernement.

L'approche basée sur le capital

L'idée maîtresse du développement durable est qu'il existe un lien entre le bien-être de la génération actuelle et celui des générations futures. Le concept de capital peut servir à établir cette relation. Du point de vue économique, le capital est un « stock » utilisé pendant plusieurs années pour la production (par exemple une machine ou une usine). Ce stock, qui peut être constitué grâce à un investissement, est utilisé au fil des ans jusqu'à ce qu'il soit totalement épuisé. Le concept de capital peut être appliqué au développement durable. Il permet de mesurer tous les types de richesses contribuant au bien-être d'ensemble d'une société, ou *richesse nationale*, comme l'appellent les économistes.

Pour mesurer le développement durable, l'« approche basée sur le capital » part du principe que le bien-être ne peut être durable que si nous remplaçons ou préservons la richesse dans ses différentes composantes. D'où la nécessité de nous focaliser sur les déterminants à long terme du développement, sans exclure les besoins actuels, mais conformément à un principe de la durabilité, c'est-à-dire dans l'optique d'un développement pouvant se perpétuer dans l'avenir. Grâce à cette approche, nous sommes en mesure d'analyser et d'évaluer l'efficacité de nos actions à très court terme, moyen terme et long terme, et de déterminer si nous faisons des progrès, régressons ou stagnons.

Selon ce modèle, le capital total de base d'une société se compose de cinq éléments :

- le *capital financier*, comme les actions, les obligations et les dépôts de monnaie ;
- les *actifs produits*, comme l'équipement, les bâtiments, les télécommunications et d'autres types d'infrastructure ;
- le *capital naturel*, c'est-à-dire les ressources naturelles, les terres et les écosystèmes remplissant des fonctions comme l'absorption des déchets ;

La technologie au service d'une architecture plus durable

Au ^{xx}e siècle, l'architecture a connu plusieurs révolutions, centrées sur l'esthétisme, le productivisme ou l'écologie. Mais le rôle de la technologie n'a pas toujours été entièrement positif, comme en atteste l'isolation à l'amiante. Les bâtiments et les villes que nous construisons ne sont-ils pas les meilleurs révélateurs du « développement » humain ?

Ces dernières années ont vu l'architecture accorder davantage d'importance au respect de l'environnement, une tendance connue sous le nom d'« architecture écologique ». Aux États-Unis, son fer de lance est le programme LEED (*Leadership in Energy and Environmental Design*), un système d'évaluation environnementale des bâtiments nouveaux ou rénovés, qui attribue des certificats allant jusqu'à « platine », selon le nombre de points « environnementaux » récoltés par le projet.

Et, d'un point de vue financier, si l'investissement initial est plus important, il est amorti par les économies d'énergie réalisées, le niveau plus élevé des loyers et la durée de vie accrue des bâtiments.

De nombreux pays européens ont adopté des normes d'efficacité énergétique plus strictes, qui s'accompagnent parfois de subventions, favorisant ainsi l'essor du marché des technologies durables. Les entrepreneurs recourent plus couramment à ces technologies, ce qui les rend plus abordables. La consommation moyenne d'électricité par bâtiment en Allemagne est ainsi 30 % inférieure à celle des États-Unis.

Le Royaume-Uni a pour sa part lancé une initiative nationale pour rendre ses écoles plus durables, afin non seulement d'apporter des changements dans les programmes mais aussi de favoriser

l'architecture novatrice. À ce jour, le projet le plus ambitieux est une école primaire du comté de Hertfordshire qui combine des caractéristiques environnementales traditionnelles, telles que les toits verts et la réutilisation des eaux de pluie, et un système d'avant-garde de récupération de la chaleur, installé sous la cour de récréation, permettant de chauffer l'eau en hiver. Outre ces bénéfiques environnementaux, les élèves travaillent et jouent dans un environnement plus sain et plus stimulant.

Le Programme de l'OCDE pour la construction et l'équipement de l'éducation (PEB) favorise l'échange de vues sur les actions menées et l'analyse, la recherche et l'expérience dans les domaines liés à la construction scolaire. Ses objectifs sont les suivants : améliorer la qualité et la pertinence des bâtiments scolaires ; s'assurer qu'on fait le meilleur usage possible des ressources consacrées à la planification, à la construction, à l'exploitation et à l'entretien des bâtiments scolaires.

Sources :

Écoles durables au Royaume-Uni : www.teachernet.gov.uk/sustainableschools.

Ouroussoff, N. « Why are they greener than we are? », *New York Times Magazine*, 20 mai 2007, www.nytimes.com.

Programme de l'OCDE pour la construction et l'équipement de l'éducation : www.oecd.org/edu/facilities.

United States Green Building Council (Conseil des États-Unis pour un immobilier écologique) : www.usgbc.org.

Walker, E. « Too cool for school: Britain's most Eco-friendly building », *The Independent*, 10 avril 2008, www.independent.co.uk/environment/green-living.

- le *capital humain*, sous la forme d'une population active éduquée et en bonne santé ;
- le *capital social*, sous la forme de réseaux sociaux et d'institutions.

Pour calculer la richesse nationale, on envisage ces différentes formes de capitaux comme des intrants dans la production du bien-être, et on les additionne.

Le développement durable suppose que la richesse nationale par habitant ne décline pas au fil du temps, mais, si possible, augmente. Par exemple, si nous consommons tout notre capital naturel sans rien faire pour le préserver ou l'augmenter, cette source de bien-être va s'épuiser, avec toutes les conséquences non durables que l'on imagine. L'approche basée sur le capital permet de vérifier que les stocks de capitaux ne « baissent » pas trop. La façon dont la Norvège gère ses stocks de pétrole est un bon exemple. Ses réserves étant parmi les plus importantes au monde, elle pourrait consacrer les profits de ses ventes de pétrole à de nombreux programmes, mais elle préfère les investir afin d'être sûre de disposer d'autres sources de revenus lorsque ses réserves pétrolières seront épuisées. En d'autres mots, à l'instar des financiers cherchant à maximiser leur capital de base et les dividendes qu'il produit, nous devrions maximiser les capitaux financier, humain, social et naturel, et les actifs produits qui sont à la base de notre bien-être, en nous assurant que leurs dividendes continuent à se transformer en bien-être au fil du temps.

Aussi évident que cela puisse paraître, « maximiser » le capital exige de prendre des décisions importantes sur ce que l'on peut consommer entièrement et ce que l'on doit préserver. Une question importante en découle : peut-on « remplacer » les différents types de capitaux les uns par les autres tant que leur somme reste la même, ou chacun doit-il être maintenu à un niveau minimum ? Dans la pratique, la réponse dépend des circonstances. La plupart du temps, certaines catégories de « capital vital » seront nécessaires au bon fonctionnement du monde et de nos sociétés parce qu'elles remplissent des fonctions essentielles et ne peuvent être marginalement remplacées qu'à un coût considérable.

Le climat est sans doute l'exemple le plus frappant de ce qu'est un « capital vital » : si le changement climatique rend la vie impossible sur toute la Terre ou dans certaines régions, les autres richesses nationales importeront peu. Les capitaux naturels

sont les premiers qui nous viennent à l'esprit, mais les capitaux humains et sociaux peuvent également avoir une importance décisive. Si les normes et les réseaux sociaux sur lesquels les communautés sont bâties disparaissent, les sociétés s'effondrent, comme cela arrive en cas de conflit ou de guerre. De même, sans éducation, le capital humain ne peut être préservé, ce qui rend impossible la durabilité globale.

La dimension planétaire

Les enjeux clés du développement durable sont transfrontaliers et même planétaires. Pour prendre l'exemple de l'environnement, la pollution de l'air et la perte de biodiversité sont des exemples évidents d'impacts qui ignorent les frontières géographiques et politiques. La mondialisation des problèmes économiques et sociaux s'accroît elle aussi, comme le montrent clairement les échanges et les migrations. Quel que soit le cadre théorique des

Les indicateurs composites	
<p>Un indicateur composite combine plusieurs indicateurs isolés ou « sous-indicateurs » pour donner un seul chiffre. L'indice de durabilité environnementale, l'empreinte écologique et l'indicateur du développement humain en sont des exemples bien connus. Ces indicateurs composites ont l'avantage d'exprimer une information complexe sous une forme compréhensible permettant de classer des usines, des entreprises ou des pays selon leur durabilité générale. Les médias utilisent très facilement ces évaluations simplifiées, un peu à la manière des notes scolaires.</p> <p>Cependant, du point de vue de l'exactitude statistique, les indicateurs composites ont des limites. Ils reviennent parfois à comparer des choses par nature incomparables. Les résultats ou les classements obtenus dépendent de la pondération accordée à chacun des indicateurs, et les indicateurs composites</p>	<p>se trouvent donc accusés d'être biaisés ou de manquer de transparence.</p> <p>Ces indicateurs peuvent malgré tout nous donner une bonne idée de la méthode à suivre pour évaluer des phénomènes complexes comme le « développement » ou le « développement durable » en examinant simultanément plusieurs facteurs importants. Certains indicateurs composites sont spécifiquement conçus pour évaluer la durabilité et intègrent des sous-indicateurs pour chaque pilier. D'autres traitent d'un pilier en particulier, mais ils sont encore souvent utilisés dans les débats sur la durabilité. En définitive, si ces indicateurs composites sont utiles pour communiquer de l'information et donner un aperçu de questions complexes ou en faire la synthèse, d'autres méthodes de mesure sont plus adaptées pour mener des analyses plus détaillées servant de base à des prises de décision.</p>

mesures, il suppose des indicateurs qui traduisent la durabilité de divers contextes particuliers et d'autres qui rendent compte de problèmes d'ampleur mondiale, tels que le changement climatique.

Le Fonds mondial pour la nature (WWF) recourt à une très bonne analogie qui aide à comprendre ce que sont des indicateurs et comment on peut les utiliser. Dans une automobile, les cadrans et les autres systèmes d'affichage constituent pour le conducteur un ensemble d'indicateurs qui le renseigne sur le fonctionnement du véhicule, mais ces informations ne sont pas toutes utiles en permanence et n'ont pas toutes la même fonction. La température de l'huile est une excellente indication, mais, si vous n'avez plus d'essence, cela n'empêchera pas votre voiture de s'arrêter. Et les mauvais conducteurs seront toujours des dangers de la route, quel que soit le nombre de gadgets sophistiqués sur le tableau de bord.

Les indicateurs de durabilité sont comme les instruments de bord d'une automobile. Ils renseignent sur des éléments spécifiques (pour les réserves d'énergie, l'analogie est claire) ou en combinant des indications relevant de plusieurs domaines pour donner des informations plus générales (pour être sûr d'avoir une « bonne » voiture, il faut examiner sa consommation de carburant, sa sécurité, son confort, etc.).

De nombreuses entreprises ont mis au point leurs propres mesures pour évaluer les impacts économiques, environnementaux et sociaux, de leurs installations et de leurs produits. Certaines les rassemblent dans des indices simples ou composés plus susceptibles d'attirer l'attention des PDG. De grandes entreprises cherchent elles aussi des méthodes pour évaluer la durabilité de leurs chaînes d'approvisionnement constituées de plus petites entreprises.

Par exemple, la filiale européenne de Ford utilise un indice de durabilité des produits comme outil de gestion afin d'évaluer les impacts potentiels des véhicules motorisés en fonction d'un ensemble de facteurs. Cette approche technique combine huit indicateurs tenant compte des caractéristiques environnementales (réchauffement planétaire potentiel, matériaux utilisés), sociales (mobilité, capacité, sécurité) et économiques (coûts du cycle de vie) des véhicules. Les indicateurs ne sont pas agrégés dans un seul classement, mais personnalisés en fonction des besoins de différents départements de l'entreprise.

Les études de durabilité

Les indicateurs et les séries d'indicateurs servent de fondement à l'évaluation de la durabilité et de son évolution. Il existe de nombreuses méthodes d'évaluation différentes, telles que les études d'impact de la réglementation, les études d'impact sur la pauvreté ou l'environnement, et les évaluations environnementales stratégiques. Mais ces méthodes tendent à se focaliser sur un pilier particulier de la durabilité et à privilégier les aspects économiques. Ce dont nous avons besoin, ce sont des évaluations qui permettent d'examiner sur le long terme les impacts à la fois économiques, environnementaux et sociaux, autrement dit des études d'impact portant sur la durabilité qui soient applicables à des politiques, des programmes ou des accords, aux niveaux national, régional et international, et à des secteurs particuliers de l'économie.

Il existe déjà des indicateurs et des outils d'évaluation. Le site de l'Union européenne *Sustainability A-Test* (www.SustainabilityA-Test.net) donne une bonne idée du nombre d'outils disponibles. Il présente 44 types différents d'outils servant à évaluer la durabilité, qui sont classés par catégories: processus de participation, scénarios, analyses multicritères, analyses coûts-avantages, outils de comptabilité et modèles.

Quelle que soit la méthodologie retenue (indicateurs, modèles, enquêtes, analyses coûts-avantages, études coûts-efficacité), les procédures suivies pour mener des études de durabilité doivent être transparentes et encourager la participation de toutes les parties prenantes. L'évaluation doit pouvoir cerner non seulement les impacts économiques, environnementaux et sociaux, mais aussi les synergies et les compromis touchant ces dimensions. Il faut franchir différentes étapes, notamment un test de pertinence: l'étude de durabilité est-elle nécessaire pour le problème en question?

Il faut présenter les résultats des études aux décideurs politiques et aux autres parties intéressées dans un langage clair et compréhensible. Une étude bien conçue, menée de façon méthodique aura peu d'effet si elle néglige les facteurs politiques qui font obstacle à son utilisation. La plupart des études risquent d'être trop longues ou trop complexes pour les décideurs publics, et la bureaucratie en place peut préférer recourir à des méthodes classiques plutôt qu'à ces nouvelles techniques d'évaluation.

De plus, les études de durabilité sont souvent perçues comme des compléments d'information, et non comme une partie intégrante de l'élaboration des politiques. Par conséquent, elles sont susceptibles d'être consultées après-coup et de n'offrir que peu d'options politiques de rechange. Si l'on veut traduire dans les faits les concepts du développement durable, il est donc nécessaire de trouver des approches permettant de mieux utiliser les indicateurs et les outils d'évaluation.

Qu'est-ce qu'une « bonne vie » ?

Le développement durable est essentiellement un moyen d'améliorer notre qualité de vie dès aujourd'hui, tout en la préservant au fil du temps. Il nous apprend à valoriser tout ce qui contribue à notre bien-être même si, comme les écosystèmes, il est difficile d'en calculer la « valeur ». En tant que citoyens, scientifiques ou responsables politiques, il nous appartient de mener une réflexion de fond sur les meilleures méthodes à suivre pour y inclure ce que nous jugeons indispensable à notre existence. Et de prendre les décisions nécessaires pour empêcher les voyants de passer au rouge.

L'influence du développement durable a fortement marqué le débat sur le rôle que nous nous attribuons, en tant que sociétés et gouvernements, dans la recherche d'un mode de vie meilleur et plus équilibré. Il a ainsi redonné vie à un questionnement remontant au moins à l'époque de Platon : qu'est-ce qu'une bonne vie ? et comment avancer dans cette voie ? Il n'existe pas de réponse évidente à ces questions simples. Le bonheur, la satisfaction, le bien-être, autant de mots qui expriment l'idée d'une certaine qualité de vie et de ce qui la rend agréable. Les questions que nous nous posons en tant qu'individus sont pour une bonne part les mêmes que celles qui animent les débats collectifs.

Il est essentiel que les citoyens et les gouvernements mènent une réflexion de fond sur ce qui représente un progrès dans ces domaines : quels sont les objectifs à atteindre, sommes-nous loin du but et quels types de compromis devons-nous faire pour y parvenir ? Les mesures et les outils élaborés dans l'optique du développement durable éclairent cette réflexion, tout en donnant une assise aux efforts menés pour améliorer nos méthodes de gouvernement et nos habitudes de vie.

Les mesures du développement durable nous aident à accomplir deux tâches importantes : comprendre dans quelle direction nous allons et évaluer les effets qu'ont des politiques spécifiques, et ce, pour nous-mêmes comme pour les générations futures. Toute tentative de mesure doit d'abord s'appuyer sur la compréhension des enjeux du processus de mesure : quelles sont les données les plus importantes, comment les recueillir, comment les compiler pour en tirer des informations probantes et quelles sont les différentes manières de les présenter ? Mieux nous saisirons ces enjeux, plus il nous sera aisé de choisir et de comprendre les instruments de mesures nécessaires pour prendre de bonnes décisions, pour nous et les générations futures.

Mesurer le progrès des sociétés

Depuis quelques années, la mise au point de nouveaux indicateurs permettant de mesurer de façon exhaustive le progrès social fait l'objet d'un vif intérêt partout dans le monde. Si ces initiatives ont des buts différents et suivent des approches variées, toutes visent à encourager des changements sociaux positifs. Mais comment nous assurer qu'elles atteignent cet objectif ? Quels sont les jeux d'indicateurs les plus utiles ? Et comment les utilise-t-on ? Autant de questions auxquelles répond pour nous Kate Scrivens, du projet global de l'OCDE « Comment mesurer le progrès des sociétés ».

Comment évaluer l'efficacité des indicateurs du progrès social ?

On peut le faire selon différentes perspectives. Du point de vue des politiques par exemple, il est évident qu'un jeu d'indicateurs atteint son but quand cela débouche sur une modification. Mais, du point de vue de la population, on peut également penser que c'est un succès quand les médias y recourent pour sensibiliser davantage l'opinion publique.

Quel est le but du projet global de l'OCDE ?

L'élaboration de jeux d'indicateurs exige un investissement important en ressources et en temps, ce qu'on ne peut justifier que si on peut raisonnablement s'attendre à en tirer des bénéfices. Déterminer dans quelles circonstances des indicateurs sont couronnés de succès nous aide à comprendre ce qui marche et ce qui ne marche pas.

Comment s'y prend-on ?

Nous envisageons les perspectives adoptées par un large éventail de concepteurs, d'utilisateurs et de partisans des indicateurs de progrès afin d'en dégager des thèmes communs et des

pratiques exemplaires. Nous avons adopté une approche « avant/pendant/après » qui permet de se poser des questions à chaque étape du processus de mise au point d'un indicateur.

Concrètement, quels types de projets examinez-vous ?

Nous avons décidé de sélectionner des projets qui donnent un aperçu de ce qui se passe dans une grande diversité de situations. Par exemple, pour la couverture géographique, il faut s'intéresser à différents niveaux : c'est pourquoi nous avons cherché des projets à l'échelle tant multinationale, que nationale et infra-nationale. Conformément à la philosophie de la « mesure du progrès », les recherches se sont focalisées sur des jeux d'indicateurs conçus pour jeter un éclairage global sur la société plutôt que sur ceux qui sont centrés sur des questions spécifiques.

Certains de ces projets portent-ils sur le développement durable ?

Oui, à titre d'exemples d'indicateurs multinationaux, nous allons examiner les indicateurs du développement durable de l'UE et les indicateurs structurels qui sous-tendent l'agenda de Lisbonne en matière de croissance et d'innovation. Il est communément admis que les indicateurs de Lisbonne répondaient principalement à des considérations politiques, tandis que les indicateurs du développement durable étaient le fruit d'une expertise technique plus poussée. Il sera intéressant de les comparer et de voir comment on élabore des indicateurs dans le cadre d'un forum régional tel que l'UE.

Pour en savoir plus, visitez www.oecd.org/progress.

Pour en savoir plus

OCDE

Sur l'Internet

Pour une introduction aux travaux de l'OCDE sur le développement durable, visitez www.oecd.org/sustainabledevelopment.

Publications

Conducting Sustainability Assessments

(2008, uniquement en anglais)

Comment évaluer la durabilité ? Cet ouvrage analyse les méthodologies, outils et pratiques auxquels recourent aujourd'hui les pays de l'OCDE, tout en abordant la question des impacts à court et long termes des politiques (comment les quantifier et les comparer).

Panorama des statistiques de l'OCDE

2008 : Économie, environnement et société

Ce *Panorama* présente plus de 100 indicateurs couvrant un très grand nombre de domaines : économie, agriculture, éducation, énergie, environnement, aide extérieure, santé et qualité de la vie, industrie, information et communications, population/main-d'œuvre, échanges et investissement, fiscalité, dépenses publiques et R-D.

Statistics, Knowledge and Policy 2007: Measuring and Fostering the Progress of Societies (uniquement en anglais)

Notre vie s'améliore-t-elle, nos sociétés progressent-elles, et que signifie au juste le « progrès » pour les citoyens du monde ? « Mesurer et favoriser le progrès des sociétés », le Deuxième Forum mondial de l'OCDE sur « Statistiques, connaissances et politiques », a rassemblé des experts venant de plus de 130 pays pour débattre de ces questions.

Statistics, Knowledge and Policy: Key Indicators to Inform Decision Making

(2006, uniquement en anglais)

Cet ouvrage explique pourquoi les systèmes d'indicateurs sont utiles, comment on peut

utiliser les statistiques, mettre en œuvre des systèmes liés à différents types de statistiques, et quels systèmes existent déjà.

Handbook on Constructing Composite Indicators: Methodology and User Guide

(2008, uniquement en anglais)

Comment construire et utiliser des indicateurs composites permettant de comparer et de classer les pays selon leurs performances dans des domaines tels que la compétitivité industrielle, le développement durable, la mondialisation et l'innovation ? Tel est l'objet de ce guide.

Measuring Sustainable Development: Integrated Economic, Environmental and Social Frameworks (2004, uniquement en anglais)

Comment appliquer des cadres comptables lorsqu'on mesure le développement durable ? Les articles contenus dans cet ouvrage abordent les diverses questions stratégiques soulevées sur le plan des concepts, des mesures et des statistiques.

Autres lectures conseillées

Groupe de travail sur les statistiques du développement durable de UNECE/OCDE/Eurostat, **Report on Measuring Sustainable Development** (à paraître en 2008, uniquement en anglais)

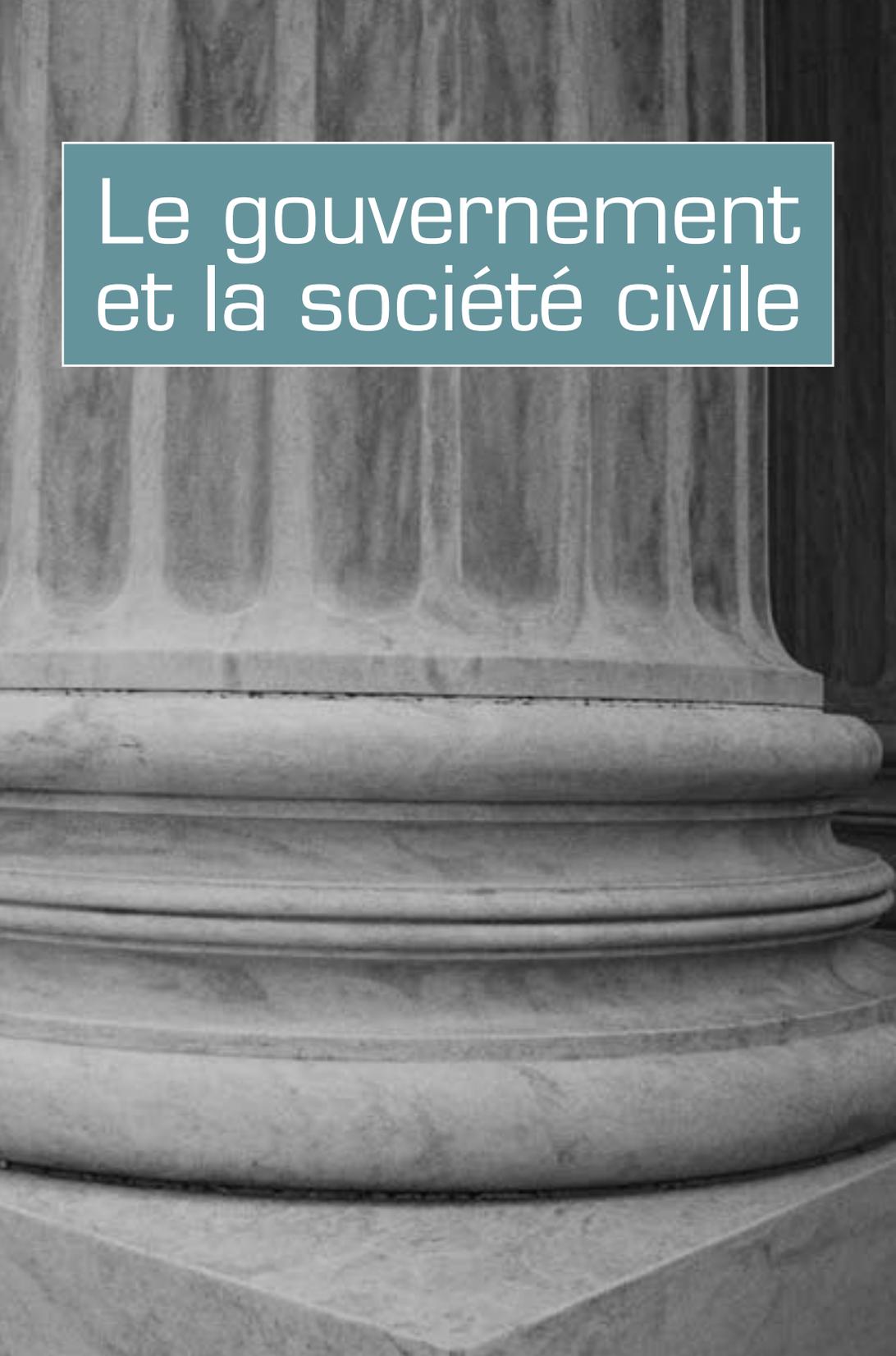
Ce rapport présente l'approche utilisée pour sélectionner les indicateurs servant à mesurer le développement durable. www.oecd.org/sustainabledevelopment

Alternative Measures of Well-Being, un document de travail de l'OCDE sur les affaires sociales, l'emploi et les migrations (2006, uniquement en anglais)
Ce rapport évalue dans quelle mesure le PIB par habitant est un indicateur adéquat du bien-être. D'autres indicateurs (se substituant au PIB ou le complétant) sont-ils plus pertinents ?

<http://dx.doi.org/10.1787/713222332167>

7

Comment nos sociétés changent-elles ou évoluent-elles ? Que nous résolvions les problèmes à l'échelle mondiale à travers l'innovation technologique, l'adoption de nouveaux modèles de consommation ou l'accès à des services essentiels, les progrès reposent fondamentalement sur les interactions complexes existant entre les hommes, les entreprises, les ONG et les gouvernements. Il est crucial de mieux coordonner tous ces acteurs pour traduire le développement durable en avancées concrètes.



Le gouvernement et la société civile

En guise de préambule...

En février 2008, après avoir vu les prix du carburant et de la nourriture s'envoler pendant un an, c'est une population en colère qui a envahi les rues des grandes villes du Burkina Faso. Les émeutiers ont incendié des stations-service, mis à sac des édifices gouvernementaux et lapidé une délégation gouvernementale venue parlementer. En quelques semaines, des scènes similaires se sont répétées dans plus de 30 pays, d'Haïti à la Somalie, en passant par le Yémen et l'Indonésie. Les pays les plus pauvres n'ont pas été les seuls à avoir été pris de court par la flambée des prix. Italiens et Mexicains se sont eux aussi insurgés contre le coût des pâtes et des tortillas, dont le prix a pour eux une forte valeur symbolique. Au cours de l'année précédant la crise, les prix de nombreux aliments de base, notamment le blé et le riz, ont doublé voire quadruplé. Les consommateurs en ont vu les conséquences dans les rayons de tous les magasins de la planète, et cela a eu des effets allant de la chute de popularité des gouvernements jusqu'aux émeutes évoquées plus haut.

La crise alimentaire illustre de nombreux thèmes évoqués tout au long de ce livre, tout en montrant la nécessité d'une approche coordonnée et cohérente du développement durable. La crise est née d'une interaction entre des facteurs économiques, sociaux et environnementaux. Lesquels? L'expansion de l'économie mondiale s'est accompagnée d'une augmentation du prix de tous les produits de base. La montée des niveaux de vie a suscité une augmentation de la demande en produits bovins et laitiers, et a intensifié les besoins énergétiques de l'agriculture moderne, qui consommait déjà beaucoup de pétrole et de produits pétroliers pour ses pesticides, ses engrais et son transport. Les cultures exploitées pour les biocarburants – afin de lutter contre la dépendance à l'égard du pétrole – ont pris la place de terres auparavant réservées à la production de nourriture, ce qui a réduit l'approvisionnement et fait monter les prix. De grands producteurs alimentaires, comme l'Australie et le Myanmar, ont été frappés par des sécheresses et des cyclones, ce qui a limité plus encore l'approvisionnement en denrées alimentaires. En somme, l'évolution des échanges internationaux a rendu certains pays dépendants de produits d'importation qu'ils ne peuvent plus se payer aujourd'hui.

► Étant donné le nombre de facteurs impliqués, on peut se demander si la situation est maîtrisable. Peut-on réconcilier des intérêts contradictoires aussi nombreux? Sommes-nous en mesure d'amener l'agriculture et d'autres activités vitales à adopter de nouvelles approches? Les changements, qu'ils soient positifs ou négatifs, ne sont pas le fruit du hasard. Ils résultent de tendances, de forces motrices, d'intérêts et de décisions que nous pouvons influencer. Les gouvernements et la société civile ont un rôle prépondérant à jouer pour mettre les communautés locales, nationales et planétaires sur la voie du développement durable.

L'heure des changements

Au niveau le plus élémentaire, la politique consiste à décider de ce qui est important pour une société et à choisir les moyens de s'attaquer à ces questions centrales. À travers ce processus, des gens et des groupes susceptibles d'être en désaccord essaient de traduire leurs opinions en règles pratiques, ou en lois, servant à régir la vie de leur communauté. Ces processus sont gérés par des structures gouvernementales souvent conservatrices, et les nouvelles façons de penser résultent fréquemment de dynamiques provenant de l'extérieur. Dans de nombreux cas, les changements sociétaux majeurs ont été provoqués par des visionnaires – des personnes, des groupes ou des « organisations de la société civile » – qui cherchaient à modifier des lois et des comportements en défendant leur vision, et ce, jusqu'à ce qu'elle touche une masse critique parmi le grand public et les décideurs publics. Par la suite, ce qui était à l'origine nouveau et même choquant, irritant ou paraissait impossible, devient la norme, autrement dit s'intègre à notre structure sociale et politique.

Pensez aux changements qu'ont connus les pays développés au cours des 100 dernières années. Au début du XVIII^e siècle, les principaux moyens de transport étaient la marche et les chevaux, même dans de riches métropoles comme Berlin, Londres ou New York. Si une rue était éclairée, c'était la plupart du temps au gaz. Avant la découverte de la pénicilline, les maladies infectieuses étaient souvent mortelles. Des femmes ont été assassinées parce qu'elles luttaient pour obtenir le droit de vote. Quelques décennies auparavant, on considérait même que l'esclavage était normal. Des enfants de 10 ans travaillaient 12 heures par jour dans des usines, ce qui arrive encore aujourd'hui dans certains pays.

Comment les situations et les comportements changent-ils? Comment ce qui paraissait naturel et immuable disparaît-il? Aucun des grands changements survenus dans l'histoire de l'humanité ne s'explique par une cause unique. Des visionnaires ont défendu et préparé le changement. Parfois, un livre ou une autre manifestation culturelle a fait basculer la pensée traditionnelle. *Oliver Twist* de Dickens a jeté une lumière sur la dure réalité de l'amendement de la loi sur les pauvres (*Poor Law Amendment*) de 1834. Le roman *La Jungle* d'Upton Sinclair, publié en 1906, a montré les conditions d'hygiène et de travail épouvantables qui régnaient dans l'industrie de la viande aux États-Unis, ce qui a directement contribué à la création de la *Food and Drug Administration*.

Quelle leçon peut-on en tirer pour améliorer notre planète? pour augmenter notre bien-être aujourd'hui et laisser un monde auquel les générations futures pourront à leur tour apporter les changements qu'elles jugeront nécessaires? D'où que viennent les solutions – nouvelles technologies, modification des habitudes de consommation ou accès aux soins de santé, à l'eau et à l'assainissement –, tout changement repose sur la coopération de plusieurs acteurs interagissant d'une façon à la fois complexe et dynamique.

Cette logique a prévalu et continuera de prévaloir dans la transition entre le modèle de développement traditionnel et le modèle axé sur le développement durable. Dans le passé, la plupart des décisions liées au développement étaient avant tout guidées par des considérations économiques déconnectées de leurs implications sociales ou environnementales. Cependant, les débats qui entourent la durabilité depuis une vingtaine d'années ont modifié la manière dont les institutions publiques et privées conçoivent la croissance, la qualité de vie et d'autres sujets se rapportant au développement.

Citoyens, société civile et progrès

Pas plus qu'un inventeur n'a, du fond de son atelier, les moyens de transformer une découverte en un outil utile à sa communauté, aucun activiste ne peut à lui seul provoquer un changement touchant l'ensemble de la société. Tous deux doivent communiquer et interagir avec les autres, afin de démontrer les mérites de leur découverte ou de leur idée, et les convaincre de l'adopter et de

la promouvoir. L'humanité progresse dans un dialogue permanent entre les hommes et les institutions. À quoi le monde devrait-il ressembler? Comment peut-on l'améliorer? Les décisions que nous prenons dans ce sens reposent sur les interactions entre les citoyens, les entreprises, la société civile et les gouvernements: ces quatre catégories interagissent au sein du processus complexe et parfois chaotique de prise de décisions que nous appelons la politique.

Nous entendons beaucoup parler de la « société civile » aujourd'hui. Comme pour le développement durable, il est difficile de donner de cette notion une définition exacte qui fasse l'unanimité. Le Centre d'études de la société civile (*Centre for Civil Society*) de la *London School of Economics* la définit comme « l'arène de l'action collective non contrainte où sont débattus les intérêts, les objectifs et les valeurs partagés ».

La société civile est constituée des groupes, associations et mouvements, qui ont joué un rôle dans tous les changements sociétaux importants survenus depuis au moins un siècle. Les organisations de la société civile (OSC) peuvent consacrer leurs efforts à des questions particulières ou à des causes plus générales. En fait, les OSC ont eu une influence déterminante sur le succès de très grandes avancées, telles que le suffrage universel, la protection de l'environnement, les droits des travailleurs et la lutte contre la discrimination raciale.

Le développement durable ne fait pas exception. Des organisations telles que le *Sierra Club*, fondé en 1892 aux États-Unis, ou le *Gould Group*, fondé en 1909 en Australie, ont défendu ce que nous appelons aujourd'hui la durabilité longtemps avant que les politiciens et les médias ne s'y intéressent. Les OSC ont assisté à toutes les réunions importantes qui ont mis le développement durable sur le devant de la scène. Elles ont joué un rôle clé dans l'élaboration du concept de développement durable et dans sa traduction en pratiques concrètes. Elles ont réussi à obtenir un statut consultatif dans les réunions de l'ONU et de l'OCDE et participent aux débats politiques. Elles conduisent des recherches, rédigent des synthèses sur les politiques, organisent des actions sociales collectives comme des manifestations et des boycotts. Elles permettent au grand public et aux décideurs politiques de s'informer et de mieux comprendre certaines problématiques.

Nous avons évoqué la crise alimentaire au début de ce chapitre. Le *Marine Stewardship Council* (MSC) illustre concrètement ce que peut faire une OSC. Le MSC est une organisation indépendante, mondiale, sans but lucratif, qui a été créée dans le but de trouver une solution au problème de la surpêche. Il a été créé en 1997, conjointement par le WWF et Unilever, le plus grand acheteur d'aliments d'origine marine au monde, avant de devenir pleinement indépendant de ces deux organisations deux ans plus tard. Le MSC travaille avec des pêcheries, des détaillants et d'autres parties intéressées, accorde des certifications, et promeut dans le monde entier des pratiques de pêche responsables qui conviennent à l'environnement, sont bénéfiques pour la société et économiquement viables.

Les Principes et critères des pêches durables du MSC regroupent un ensemble de règles fondamentales reconnues internationalement qui permettent d'évaluer si des pêcheries sont durables et bien gérées. Des certificateurs indépendants vérifient qu'elles respectent ces normes avant de leur accorder le droit d'utiliser le logo du MSC sur leurs produits. Les consommateurs ont ainsi, pour la première fois, la possibilité de savoir si un poisson ou un autre aliment d'origine marine provient d'une pêcherie bien gérée.

Quel rôle le gouvernement doit-il jouer ?

En 2003, dans un sondage mené au Canada, seulement 10 % des personnes interrogées se disaient prêtes à accorder leur confiance aux vendeurs de voitures. C'était presque le pire résultat, *presque*, parce que les « politiciens nationaux » étaient encore moins bien lotis, avec seulement 9 %. Les Canadiens ne sont pas les seuls à rendre ce jugement. Leur gouvernement est souvent critiqué pour une longue liste de défaillances, réelles ou supposées : il étoufferait l'innovation et l'entrepreneuriat sous les taxes et la bureaucratie, courberait l'échine sous la pression de lobbys et de groupes d'intérêts non représentatifs, et laisserait les systèmes de soins de santé et d'éducation dans un piètre état. Gouverner dans notre monde si complexe représente un grand défi. Les gouvernements démocratiques tentent du moins d'établir des politiques qui satisfont leur population et s'attaquent aux problèmes importants.

Une femme dans le vent

Becky Bornhorst se considère chanceuse : mère, femme au foyer, elle aime son quartier, sa ville et son style de vie. Mais c'est de la frustration qu'elle ressent quand elle regarde au loin et voit les nuages de fumée trop familiers qui s'élèvent à l'horizon. À quelques kilomètres de chez elle, des fours à ciment émettent des quantités de mercure dangereuses pour la santé. Il y a plus de 10 ans que Becky milite dans une ONG locale qui fait partie d'un réseau essayant d'améliorer la qualité de l'environnement dans le nord du Texas et qui, entre autres choses, s'efforce de réguler les effets de cette forme de pollution.

« J'étais une mère casanière en 1987, quand j'ai commencé à entendre des histoires sur des déchets dangereux qu'on brûlait dans les trois cimenteries sur la route de Midlothian, raconte Becky. Mon fils avait 4 ans et ma fille venait tout juste d'avoir 1 an. J'ai lu une annonce dans notre journal local sur une rencontre entre les enseignants et les parents de jeunes enfants et des conférenciers pour discuter des cimenteries. »

Avec quelques autres mères, Becky est allée assister à cette réunion et elle s'est immédiatement jointe aux autres citoyens inquiets pour créer le groupe *Downwinders at Risk*. « Je voulais protéger mes enfants. Je ne pensais pas que nous devions fuir la pollution. J'étais naïve. Je pensais qu'on pouvait facilement nettoyer l'air en nous organisant. Mais ça s'est révélé plus difficile que prévu. »

Becky et ses collègues ont participé à des centaines de réunions et de discussions officielles avec des autorités locales et nationales. Au fil du temps, ils ont fait avancer les choses et obtenu quelques progrès notables dans la réduction des émissions et l'assainissement de l'air, avec le soutien de politiciens de tous

bords. Pourtant, la croissance rapide qu'a connue la région a empêché de réduire la pollution. « Mes enfants sont maintenant à l'université, et je suis toujours en train d'essayer de nettoyer l'air », déclare-t-elle d'un ton neutre. « Je suis toujours stupéfaite de voir tout le pouvoir politique de l'industrie, et le peu de pouvoir des citoyens. »

Il faut trouver un équilibre entre des activités industrielles importantes pour l'économie locale et les risques potentiels pour la santé et la qualité de vie des citoyens. Toutes les communautés sont susceptibles d'avoir à affronter ce défi. Il faut souvent qu'un problème de détérioration de l'environnement atteigne un point critique, par exemple que la qualité de l'air soit mauvaise au point de mettre en péril la santé des gens qui sont forcés de rester chez eux, avant qu'une quelconque action soit entreprise pour prévenir ou atténuer les sources de pollution.

Quelle importance doit-on accorder à la qualité de l'air? Quelles sont les conséquences de la pollution pour la santé? Quels en sont les coûts? Quand est-il trop tard pour inverser une tendance dangereuse? Ce sont les questions les plus épineuses auxquelles nos sociétés sont confrontées aujourd'hui. La rapidité de la croissance des activités humaines due à l'industrialisation nous a amenés à un tournant de notre histoire. Nous connaissons maintenant les conséquences négatives de la détérioration et de la destruction de l'environnement. Mais, en même temps, le niveau de vie des pays développés est devenu si élevé que le principal souci de la plupart des gens n'est plus de combler leurs besoins essentiels. En d'autres termes, en se détachant des besoins de base, on a commencé à s'intéresser aux conséquences des activités humaines. Du seul développement au développement durable.

Avant d'examiner plus en détail les différents outils dont disposent les gouvernements, rappelons les tâches qu'ils réalisent quand ils œuvrent au développement durable. D'une manière générale, en rassemblant des données et en les analysant, en créant des politiques et en jouant un rôle de coordination, ils peuvent apporter le soutien et le leadership nécessaires pour faire avancer la société dans une direction donnée. Ils peuvent s'assurer que les intérêts personnels ne nuisent pas au bien commun. Le développement durable va dans ce sens, mais sa promotion peut avoir un effet négatif sur les intérêts immédiats de certains, tels les actionnaires d'une usine contraints de payer des salaires plus élevés ou de faire installer des filtres à air ou à eau.

Les interventions des gouvernements peuvent aussi porter sur ce que les économistes appellent les « défaillances du marché », c'est-à-dire les situations où les forces du marché ne suffisent pas à elles seules pour atteindre les résultats les plus efficaces. Les « externalités » mentionnées précédemment en sont un exemple : ce sont des situations où les actions d'un individu ou d'un groupe ont des conséquences coûteuses pour la collectivité.

De nombreux défis auxquels la durabilité est confrontée sont de nature mondiale. C'est par conséquent en coopérant aux plus hauts niveaux que les nations doivent concevoir des solutions et les mettre en œuvre. Les gouvernements nationaux disposent de l'autorité et du pouvoir de le faire. Ils ont également les moyens de s'assurer que leurs décisions sont appliquées. La réglementation, la fiscalité et les dépenses, sont les trois principaux outils dont ils disposent pour agir dans le domaine du développement durable (pour le meilleur ou pour le pire).

La réglementation

Nous l'avons déjà dit, en réaction à une pression – sociale ou d'une autre nature –, les gouvernements peuvent introduire de nouvelles réglementations, qui à leur tour peuvent avoir un effet sensible sur les comportements. Par exemple, les gens auraient probablement continué à fumer dans les lieux publics si les gouvernements ne l'avait pas interdit. Il est essentiel d'avoir de bonnes réglementations pour traduire le développement durable dans les faits. Les conditions sociales et économiques évoluent, de nouveaux matériaux et de nouvelles technologies sont mis au point, et notre compréhension de tout ce qui influe sur la

santé et l'environnement s'approfondit. Nous devons adapter les réglementations aux conjonctures qui évoluent, et il faudra toujours en adopter de nouvelles. Si les nanotechnologies et les biotechnologies sont très prometteuses, elles soulèvent aussi de nombreuses questions en matière de sécurité et ont parfois des implications éthiques. Les gouvernements doivent rassembler et analyser des informations probantes et décider s'il est nécessaire de modifier les réglementations existantes ou d'en créer de nouvelles. Leurs décisions auront un impact majeur sur l'avenir de ces technologies et des industries qui les utilisent.

Les nanotechnologies et les biotechnologies révèlent une faiblesse de la réglementation : le rythme auquel évoluent certains domaines est bien plus rapide que celui auquel travaillent les organismes de réglementation. Il arrive aussi que les gouvernements soient prêts à faire avancer les choses plus vite que leur électorat : de nombreuses personnes s'opposent ainsi à une modification de la législation touchant leurs conditions de travail ou leur retraite. Les réglementations ont d'autres limites. Par exemple, si les interdictions étaient respectées à cent pour cent, les gens ne consommeraient plus de drogues illégales, ne feraient plus d'excès de vitesse ; en fait, les crimes et la délinquance disparaîtraient. En outre, des problèmes peuvent survenir pendant la préparation et la mise en œuvre des interdictions, restrictions, normes et autres types de réglementation, entraînant une « paperasserie » contre-productive. Au lieu de circonscrire les activités dans des cadres cohérents, la bureaucratie peut entraver l'innovation, étouffer l'initiative et imposer un fardeau administratif inutile aux activités sociales et économiques.

Les réglementations peuvent toutefois être bénéfiques pour le développement durable et améliorer le bien-être des individus et de la société dans son ensemble. Les initiatives de santé publique comme la vaccination ou l'éducation obligatoire des jeunes en sont de bons exemples. Certaines de ces réglementations – sur la qualité des aliments ou la sécurité et l'impact environnemental des automobiles, par exemple – nous semblent tellement évidentes que nous sommes parfois surpris d'apprendre qu'elles sont relativement récentes ou que l'on s'est battu pour les obtenir.

En soi, une réglementation n'est ni bonne ni mauvaise. L'OCDE en a tenu compte en établissant une série de principes directeurs pour la qualité et la performance des réglementations. Déterminer

comment toute modification apportée à une réglementation pourrait affecter d'autres objectifs politiques est particulièrement important dans l'optique du développement durable – on sait en effet qu'un changement touchant un domaine particulier peut avoir des conséquences notables dans d'autres domaines. Ces principes mettent aussi l'accent sur les influences mutuelles existant entre les réglementations et d'autres types d'interventions, notamment les dépenses, les subventions et les taxes gouvernementales, comme nous allons le voir maintenant.

Les dépenses

Les gouvernements dépensent beaucoup d'argent. La répartition de ces fonds influe sur à peu près tous les aspects de l'économie et de la société, et elle peut avoir des effets directs sur la durabilité. Un gouvernement disposant d'un budget donné pour le transport peut décider d'investir dans l'amélioration du réseau routier ou la création de services ferroviaires. Il peut consacrer son budget énergétique à la construction de nouvelles installations de production d'électricité ou à la promotion de l'isolation et d'autres technologies permettant d'économiser de l'énergie. Ses dépenses de santé peuvent être investies dans la conception de thérapies innovatrices ou dans la prévention de pathologies courantes. L'aide internationale peut être utilisée pour promouvoir les échanges bilatéraux ou la coopération technique. Des budgets scientifiques jusqu'aux programmes d'assistance sociale, tous les choix des gouvernements ont un impact.

Un type de dépenses généralement peu connu du grand public mais représentant une part importante de la plupart des budgets nationaux sont les subventions. De nombreux gouvernements de l'OCDE subventionnent l'énergie fossile. Les supprimer ou les réformer contribuerait à faire face au changement climatique. L'agriculture est un des principaux bénéficiaires des subventions. Les consommateurs et les contribuables injectent plus de 300 milliards de dollars par an dans l'agriculture de l'OCDE, une partie est utilisée pour améliorer les techniques et la qualité de l'agriculture, mais les prix restent élevés. Par exemple, malgré les réformes, les prix nationaux de l'OCDE du riz, du sucre et du lait, sont toujours doubles du marché mondial. Cette situation est particulièrement difficile pour les consommateurs les plus pauvres qui dépensent proportionnellement plus que les riches en nourriture.

« Les subventions introduisent souvent des distorsions économiques, environnementales et sociales, aux conséquences inattendues. Elles coûtent cher aux gouvernements sans leur assurer d'atteindre leurs objectifs, et peuvent avoir des conséquences environnementales et sociales négatives. »

*Subsidy Reform and Sustainable Development:
Political Economy Aspects*

Au départ, l'objectif des subventions agricoles était d'augmenter la production et, par ce biais, d'assurer la sécurité alimentaire du pays qui les accorde. Au cours du xx^e siècle, cela s'est traduit par une mécanisation accrue de l'agriculture, le passage à des cultures uniques (monocultures), à un usage plus intensif des engrais et des pesticides, et, selon les climats, à des méthodes de drainage et d'irrigation. Cette agriculture « à forte consommation d'intrants » a provoqué une montée en flèche de la production. Au début du xx^e siècle, aux États-Unis, un exploitant agricole devait nourrir en moyenne 2.5 personnes : il en nourrit aujourd'hui 130 selon le National Academy of Engineering, et les estimations sont encore plus élevées si l'on tient compte des exportations.

Ces progrès ont eu des effets considérables sur l'environnement et les communautés agricoles :

- La forte mécanisation de l'agriculture peut aggraver l'érosion des sols, qui sont abîmés par les machines. Il en résulte une perte de fertilité sur le plan local, mais aussi une pollution de l'eau due aux infiltrations de sédiments.
- Le passage du bocage (de petits champs aux cultures diversifiées et entourés de haies) à la monoculture limite les endroits où les insectes et les oiseaux peuvent faire leurs nids. Au cours des 30 dernières années, les populations européennes d'oiseaux vivant sur des terres agricoles ont diminué de 40 % et, hormis pour un petit nombre d'espèces, cette tendance à la baisse se poursuit.
- La pollution des nutriments (eutrophisation) est la principale cause de pollution de l'eau. Dans la plupart des régions, les exploitations agricoles représentent la plus forte source d'azote et de phosphore à l'origine des proliférations nocives d'algues.
- Les sources pures d'eau souterraine sont à présent contaminées par des pesticides qui se sont écoulés à travers les sols à partir des exploitations agricoles.

- Les hommes utilisent principalement (à plus de 70 %) l'eau douce pour irriguer les terres, ce qui diminue le débit des rivières et le niveau des eaux souterraines, d'où une source potentielle de conflit. Dans le cas des rivières et des autres eaux de surface, l'habitat des poissons et des oiseaux est sacrifié pour maintenir la production alimentaire.

Il est essentiel de « découpler » l'aide et la production : les objectifs de l'agriculture changent, et les subventions peuvent être un outil puissant pour atteindre ces objectifs. Ici aussi, la crise alimentaire montre que de nombreuses problématiques sont intriquées. Les prix élevés réduisent la pertinence des subventions, ce qui pourrait libérer des fonds pour d'autres usages. Mais ces prix élevés peuvent aussi pousser les exploitants à produire plus et à abandonner les modèles d'exploitation consistant à laisser des terres en friche – modèles qui permettraient de les utiliser dans d'autres buts, par exemple favoriser la biodiversité. Des subventions soigneusement ciblées peuvent contribuer à rétablir l'équilibre entre différents objectifs politiques : cela nécessite d'établir avec une grande transparence qui en seront les bénéficiaires et qui paiera ces subventions (du type Politique agricole commune de l'Union européenne) et de coordonner avec soin les nombreuses parties prenantes.

« La réforme des subventions [...] peut générer des économies budgétaires, amener un ajustement structurel et améliorer l'efficacité et le rendement de la production. Pour l'environnement, la réduction des subventions nuisibles peut diminuer les externalités négatives, telles que la pollution et le gaspillage. Pour la société, cette réforme peut entraîner une répartition plus équitable des revenus et équilibrer la croissance des communautés et des pays sur le long terme. »

*Subsidy Reform and Sustainable Development:
Economic, Environmental and Social Aspects*

Les subventions agricoles exercent évidemment une influence (positive ou négative) sur les sphères sociale, économique et environnementale. De fait, on espère que leur réforme permettra aux exploitants agricoles des pays en développement d'entrer sur le marché mondial. Les profits potentiels devraient encourager le développement des infrastructures agricoles dans les pays qui

traditionnellement n'exportent pas leurs produits, ce qui aura des retombées importantes sur leur marché du travail, leur pouvoir d'achat et leur approvisionnement en nourriture. Comme nous l'avons vu en début de chapitre, la sécurité alimentaire est de nouveau une préoccupation majeure à l'échelle mondiale, et tous les gouvernements vont devoir prendre des mesures appropriées en faveur d'une agriculture productive et durable.

Fiscalité et marchés de crédit d'émissions

Pour pouvoir faire des dépenses, il faut bien évidemment percevoir des impôts. Quand on pense à la fiscalité et à la durabilité, les premiers exemples qui viennent à l'esprit sont les taxes « vertes » ou « écotaxes » : elles sont conçues et présentées comme des outils servant directement à améliorer la durabilité de l'environnement. Mais, comme nous n'avons cessé de le répéter, l'environnement est seulement un des volets du processus. Les deux autres dimensions – sociale et économique – subissent elles aussi l'influence des régimes fiscaux, et figurent en fait parmi les plus gros postes budgétaires nationaux. Par exemple, l'éducation représente en moyenne 5 % des dépenses publiques des pays de l'OCDE, et la santé 6 %. Quant aux « taxes sociales », on tend à négliger leur importance parce qu'elles sont apparues bien avant l'invention du développement durable et que leur rôle est rarement envisagé dans cette optique. Elles n'en jouent pas moins un rôle indispensable pour faire face à des problèmes qu'à eux seuls les mécanismes des marchés et les initiatives privées ne parviennent pas à régler efficacement, par exemple à travers des mécanismes tels que les programmes d'aide sociale.

« L'efficacité environnementale et l'efficacité économique des taxes liées à l'environnement pourraient être améliorées davantage si les exemptions et autres dispositions spécifiques existantes étaient réduites, et si les taux fiscaux étaient mieux alignés avec l'importance des impacts environnementaux négatifs à considérer. »

L'économie politique des taxes liées à l'environnement

En outre, les impôts sont souvent perçus comme un frein au développement économique, alors que les gouvernements les utilisent, avec les revenus qu'ils en tirent, pour modeler et favoriser

la création de richesses. Les rôles sociaux et économiques joués par les impôts se chevauchent souvent. C'est par exemple le cas quand des fonds sont investis dans le développement de certains secteurs ou de certaines régions, ou quand des mesures sociales ont pour vocation de faciliter ou d'encourager la modernisation d'activités traditionnelles.

Dans la perspective du développement durable, il y a souvent de bonnes raisons de recourir à l'imposition *plutôt* qu'aux subventions. En effet, les responsables politiques peuvent-ils vraiment identifier toutes les initiatives qui doivent être soutenues et leur accorder une subvention appropriée, sans par inadvertance en soutenir d'autres qui auront des effets négatifs ? En revanche, un mécanisme d'imposition très simple permet de stimuler l'innovation dans les entreprises qui proposent leurs propres solutions pour améliorer la durabilité d'une pratique particulière.

Les impôts peuvent favoriser le développement durable pour plusieurs raisons :

- Ils peuvent inciter l'adoption de comportements qui concordent avec les objectifs du développement durable et décourager les actions qui nuisent à ces objectifs.
- Les coûts environnementaux, sociaux et économiques, d'ensemble pourraient être intégrés dans les prix à l'aide de ces taxes, ce qui orienterait les marchés vers une économie plus durable.
- Ils encourageraient l'innovation en exerçant une pression sur le marché.
- Les revenus générés pourraient servir à réduire d'autres taxes ou à financer des mesures sociales.

Un article paru en mai 2008 dans le *Chicago Tribune* présente les choses ainsi : « Ils [les consommateurs] ont le choix entre donner plus d'argent aux producteurs de pétrole ou à eux-mêmes. Les recettes fiscales peuvent servir à financer des programmes utiles pour le pays ou à réduire d'autres taxes – tout en diminuant les émissions de dioxyde de carbone. »

Les stratégies nationales : intégrer le développement durable dans les politiques gouvernementales

Les gouvernements qui ont adopté le programme Action 21 du Sommet de la Terre de Rio se sont montrés assez optimistes au sujet du développement durable. Ils considèrent qu'ils auront un rôle central à jouer pour atteindre ses objectifs. C'est compréhensible : le concept de développement durable a le potentiel d'améliorer les choses dans de nombreux domaines, mais il n'aboutira à rien de concret s'il n'est pas solidement ancré dans les entités qui élaborent les politiques à tous les niveaux de gouvernement, tant local que régional, national et international.

Dans le même ordre d'idées, si les politiques d'un ministère sapent celles des autres, on fait du surplace. Par exemple, avant de promouvoir le tourisme à grande échelle, il peut être sage de se demander si les terrains de golf et les piscines ne vont pas priver les exploitants agricoles de l'eau dont ils ont besoin. D'un autre côté, si l'on accorde plus d'importance à l'agriculture qu'au tourisme, on risque de perdre des centaines d'emplois dans des régions à fort taux de chômage. Adopter un mode de gouvernement favorable au développement durable ne signifie pas privilégier un volet au détriment des autres, mais trouver l'équilibre le plus cohérent pour répondre aux différentes demandes et concevoir les outils, notamment administratifs, les plus efficaces pour mettre en œuvre les stratégies.

« Si de nombreux de pays ont formulé et mis en œuvre des stratégies nationales de développement durable, les éléments de base en matière de conception et de mise en œuvre, recommandés à la fois par l'OCDE et les Nations Unies, sont souvent absents. »

Institutionalising Sustainable Development

Mais comment dresser des plans d'action concrets dans ce sens ? Les signataires d'Action 21 sont convenus d'élaborer des stratégies nationales de développement durable (SNDD) – des processus visant à répondre aux besoins et aux objectifs spécifiques des différents pays, tout en s'attaquant aux priorités du développement durable qui font l'unanimité au sein de la communauté internationale (OCDE et ONU). La flexibilité que permet cette démarche a abouti à des stratégies très variées. La plupart des pays

de l'OCDE ont à présent mis en place une SNDD, avec chacune ses forces et ses faiblesses. Mais, 15 ans après le Sommet de Rio, où en sont-elles? Certaines régions ou certains pays sont-ils en avance sur les autres? Et, si oui, comment font-ils?

L'OCDE a récemment organisé un atelier sur les meilleures pratiques à suivre pour institutionnaliser le développement durable. Plusieurs suggestions concrètes en sont ressorties. Les participants ont identifié un certain nombre d'options gagnantes, notamment: intégrer le développement durable dans les constitutions et les législations, et dans les systèmes budgétaires nationaux. Nous allons voir dans la section suivante comment les gouvernements tentent, dans la pratique, d'atteindre les objectifs de leurs stratégies nationales.

Qu'est-ce qui fonctionne ?

Le succès d'un programme dépend d'abord de l'importance qu'on lui reconnaît. Pour que le développement durable soit pris au sérieux, il doit occuper une place centrale dans un ministère ou un département qui influence toutes les activités gouvernementales – par exemple celui du Premier ministre en Allemagne ou le ministère des Finances en Norvège. Quand un programme est ainsi solidement « ancré », son impact est plus fort et il est plus facile de le coordonner au sein du gouvernement. Le développement durable peut également avoir son propre ministère, comme c'est le cas en France. Notons que les ministères de l'Environnement ont généralement des difficultés à faire avancer le développement durable.

« Au niveau national, un engagement politique au plus haut niveau est crucial pour faire progresser le développement durable. »

Jim MacNeil, Secrétaire général de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement, *Institutionnalising Sustainable Development*

Créer un ministère du Développement durable revient à regrouper au sein d'un seul ministère un ensemble de problèmes qui étaient auparavant répartis dans différents ministères. En réunissant des domaines comme l'énergie, les affaires maritimes, la planification territoriale et la foresterie, on peut mener des analyses et prendre des décisions de façon intégrée, ce qui amoindrit le risque d'adopter

À quoi ressemble la gouvernance de la durabilité ?

« Des villes viables, dotées d'infrastructures de premier plan, d'espaces verts et de zones résidentielles et de projets publics en leur centre, peuvent contribuer à la réussite économique en attirant aussi bien les investisseurs étrangers que des ressources humaines très qualifiées et le tourisme. »

Villes, compétitivité et mondialisation

La théorie semble formidable, mais qu'en est-il de la pratique ? Flânons dans le quartier Vauban à Fribourg, en Allemagne. Pour avoir une idée de l'attrait de ce quartier, imaginez des édifices colorés à trois étages, entrecoupés de jardins et de terrains de jeux envahis d'enfants pendant la journée. Vauban comporte également des garderies et des écoles primaires pour les enfants du quartier; ainsi qu'une librairie, des magasins de vêtements, une boulangerie et une épicerie « bios », où les résidents peuvent aller faire leurs courses à pied.

Les monocycles sont très populaires à Fribourg et en particulier à Vauban. Les enfants et les adolescents roulent en avant et en arrière avec une habileté surprenante sur cet étonnant moyen de transport. Vauban décourage l'utilisation personnelle des automobiles et près de la moitié de ses résidents ont accepté de se déplacer sans voiture. Les limites de vitesse sont par conséquent très basses, 5 km/h, et les rues sont très sûres pour les piétons et les cyclistes.

Une ligne de tramway et plusieurs arrêts de bus facilitent les déplacements en transports en commun dans les environs. On trouve aussi à Fribourg l'un des premiers programmes de covoiturage, qui permet aux résidents d'utiliser une voiture ou une camionnette pour un coût modique quand ils en ont vraiment besoin, par exemple pour se rendre en dehors de la ville ou pour déménager des meubles. Ce « quartier durable modèle » a été construit

pour répondre à une norme de très faible consommation d'énergie – l'efficacité énergétique de ses maisons bat toutes les nouvelles constructions standard –, et on y trouve même 150 « maisons passives », qui produisent plus d'énergie qu'elles n'en consomment.

Bâti sur le site d'une ancienne caserne militaire française, Vauban suit les principes d'un mode de vie durable. L'idée est élégante dans sa simplicité : recourir à une planification et à une conception intelligentes pour coordonner les différents aspects de la vie quotidienne – circulation, construction, énergie, nature dans la ville, installations sanitaires et espaces publics. Vauban a également offert aux acheteurs de maisons la possibilité de prendre une part plus active dans la conception de leur surface d'habitation grâce au *Baugruppen*, ou système coopératif, qui permet à des résidents individuels d'investir collectivement dans un nouvel ensemble d'habitations et de décider de personnaliser l'édifice – et même d'être encore plus proactifs encore en incorporant des éléments durables dans sa conception. Cela ajoute une part de créativité dans les habitations et donne un sens différent à la notion d'investissement – l'acheteur y investit en effet son temps, ses efforts et ses idées.

Vauban n'est pas la solution à tous les problèmes, mais il semble donner de meilleurs résultats que de nombreux autres projets plus ambitieux, et il fournit des exemples concrets de réussite.

des politiques contradictoires se nuisant mutuellement. Dans la plupart des cas, un tel ministère s'occupe surtout de questions d'ordre environnemental. Mais même cette approche ne peut être efficace qu'avec le soutien du Premier ministre ou du Président, autrement dit à la condition que ses recommandations soient concrètement mises en œuvre.

L'exemple de la Nouvelle-Zélande montre comment on peut intégrer la dimension sociale dans cette approche. Dans sa SNDD, la Nouvelle-Zélande accorde au développement social durable la même importance qu'à l'économie et à l'environnement, en portant une attention particulière aux tendances démographiques, aux nouveaux rôles des femmes dans la société, à l'amélioration de la santé et du logement, et à une meilleure intégration des communautés maories. Les relations intergénérationnelles sont également une composante importante de cette dimension sociale; c'est pourquoi la Suède a intégré un calendrier intergénérationnel dans sa SNDD, établissant ainsi une vision de l'avenir qui devrait rester pertinente pendant une génération ou au moins 25 ans.

La durabilité à tous les niveaux de gouvernement

Le leadership du niveau national est un élément clé de la gouvernance du développement durable, mais son succès dépend également des initiatives lancées aux niveaux régional et local. Après tout, ce sont les gouvernements locaux qui sont les plus proches de ce que les gens et les entreprises font: ils savent comment ces derniers polluent, produisent et consomment, comment ils utilisent les systèmes d'éducation et de soins de santé. C'est généralement en fonction de ce que les gens perçoivent dans leur environnement immédiat qu'ils se décident à intervenir dans un domaine particulier, d'où l'importance des gouvernements locaux, qui jouent un rôle important dans la physionomie de cet environnement.

Les gouvernements locaux doivent identifier les relations critiques, existant entre une foule de facteurs, qui sont susceptibles d'améliorer les aspects économiques, sociaux, politiques et environnementaux. Mais même les conseils municipaux peuvent être déconnectés des impacts quotidiens de leurs décisions. L'efficacité de la gouvernance suppose donc également des réseaux locaux plus proches des gens et incluant des acteurs non gouvernementaux, des associations et des entreprises, par exemple

pour soulager des tensions sociales ou tirer le meilleur parti des opportunités économiques. Comme l'affirme la commission pour le développement durable anglaise (*Commission for Sustainable Development*): «La politique nationale indique la direction à suivre, mais ce sont les actions concrètes menées au niveau local qui traduisent le développement durable dans les faits.»

Quel est le bon niveau de gouvernement pour traiter un problème? Le déterminer est en soi une tâche importante et souvent complexe. Par exemple, les nombreuses localités regroupées au sein de grandes villes ou de régions métropolitaines peuvent avoir des points de vue divergents sur des questions importantes à l'échelle de l'agglomération, ainsi que des façons différentes d'aborder les problèmes dont elle s'occupe. De plus, de nombreuses questions liées à la durabilité, comme la pollution de l'air ou l'utilisation des sols, sont de nature «régionale». Dans ces grandes zones urbaines, la cohérence de la gouvernance du développement durable passe donc souvent par une institution régionale à même de coordonner les efforts et de surmonter les incohérences existant entre les diverses initiatives et politiques locales.

Une stratégie a bien plus de chances de réussir si elle est le fruit de consultations et de débats que s'il s'agit d'un énième programme gouvernemental. Il serait irréaliste de penser que tout le monde peut être d'accord sur tous les aspects d'une stratégie nationale, mais cette stratégie sera plus facilement mise en œuvre si toutes les parties prenantes ont la possibilité d'influer sur les résultats. C'est pour cette raison que le conseil gouvernemental tchèque du développement durable (*Government Council for Sustainable Development*) se compose non seulement du gouvernement, mais aussi d'entreprises, d'universitaires, d'ONG et d'autres parties prenantes. Il assure ainsi la coordination de l'élaboration, de la mise en œuvre et de la révision de la SNDD.

La transparence et l'inclusion sont des principes-clés du développement durable. Tous les membres de la société civile devraient participer à l'élaboration et à la mise en œuvre des stratégies nationales et locales. Ce sont les pays qui adoptent cette approche franche et ouverte qui réussissent le mieux à réformer leurs politiques nocives et à faire de véritables changements. C'est ce que les politiciens appellent l'«économie politique de la réforme», autrement dit un ensemble de pratiques visant à

L'essor des biocarburants : une leçon de prudence

L'éthanol n'est en rien une « nouvelle technologie », ce qui peut surprendre vu le battage médiatique récent autour des biocarburants. Dans les années 20, Henry Ford a conçu son modèle T pour qu'il puisse rouler avec un mélange d'éthanol, allant même jusqu'à construire une usine de fermentation de maïs dans le Kansas. Mais le pétrole est devenu la principale source de carburant pour les transports jusqu'aux crises pétrolières des années 70. Durant cette période, le maïs destiné à la fabrication de l'éthanol a fait son retour dans les greniers américains, tandis que le Brésil a massivement investi dans l'éthanol tiré de la canne à sucre, qui est devenu un carburant majeur sur son marché intérieur. À la fin du ^{xx}e siècle, devant les inquiétudes suscitées par le changement climatique, les partisans de l'éthanol ont de nouveau avancé des arguments convaincants en sa faveur : en théorie, l'éthanol pourrait fournir un carburant carboneutre ; et l'adjonction de 15 % d'éthanol dans le pétrole ne nécessiterait aucune modification dans la conception des véhicules ou les modes de vie des automobilistes. Si l'éthanol émet du CO₂ pendant la combustion, tout comme l'essence, les plantations de maïs (ou de cannes à sucre) en absorbent également, d'où un cycle du carbone « fermé ». De la même façon, les moteurs diesel peuvent fonctionner avec des huiles végétales tirées de plantes telles que le colza et le palmier à huile.

Une solution miracle ? Les gouvernements des pays occidentaux ont pris le train en marche ces dernières années, et l'Union européenne a adopté en 2003 une directive imposant à ses États membres d'incorporer 5.75% de biocarburants dans les carburants utilisés dans les transports d'ici à 2010. À l'échelle mondiale, entre 2000 et 2005, la production d'éthanol a doublé, et celle de biodiesel a quadruplé.

Il y a pourtant des nuages à l'horizon. Depuis des années, des environnementalistes nous avertissent que la dépendance à l'égard des biocarburants va non seulement aggraver les impacts négatifs de la monoculture traditionnelle (pertes d'habitats, utilisation d'eau douce et ruissellements de fertilisants et de pesticides), mais pourrait même être tout sauf carboneutre. Dans certains cas, l'utilisation de tracteurs, de fertilisants et de processus de fermentation pourrait en fait produire plus de CO₂ que n'en absorbent les cultures. Ce débat a pris une tournure aiguë lorsque de vastes étendues de forêts pluviales et de tourbières ont été brûlées en Indonésie.

Il peut aussi y avoir des impacts sociaux. En février 2007, la ville de Mexico a connu les « émeutes de la tortilla » liées à l'augmentation de la demande de maïs de l'industrie américaine de l'éthanol. Les biocarburants mènent-ils à une impasse ? En attendant, l'UE est en train de réexaminer sa directive de 2003. À l'évidence, il est nécessaire de tenir compte des trois piliers du développement durable pour faire des choix stratégiques en matière de technologie.

Sources :

- BBC News (2007), « Quick Guide: Biofuels », BBC News, 25 janvier 2007, <http://news.bbc.co.uk>.
- Harrabin, R. (2008), « EU rethinks biofuels guidelines », BBC News, 14 janvier 2008, <http://news.bbc.co.uk>.
- OCDE (2008), *An Economic Assessment of Biofuel Environmental Policies*, www.oecd.org/tad/bioenergy.
- Rosenthal, E. (2008), « Once a Dream Fuel, Palm Oil May Be an Eco-Nightmare », *The New York Times*, 31 janvier 2008, www.nytimes.com.

assurer la participation des citoyens et à surmonter les intérêts divergents pour obtenir des résultats positifs et durables. Atténuer le changement climatique et atteindre le développement durable sont en somme des processus de nature politique, ce qui exige de suivre des approches politiques.

La gouvernance de l'incertitude

Les médias mettent souvent l'accent sur le rôle joué par les entreprises et les individus dans le développement durable – il est vrai que c'est nous qui construisons, achetons, etc. –, mais les gouvernements jouent eux aussi un rôle important dans ce domaine, et leur influence peut dépasser de loin celle des plus grandes multinationales. Leur capacité à influencer les comportements et à coordonner les efforts peut faire toute la différence et aboutir à des résultats tangibles. Toutefois, si elles manquent de cohérence, les actions gouvernementales peuvent constituer un frein au progrès.

De nombreux pays semblent progresser sur la voie de la gouvernance du développement durable, ce qui signifie essentiellement qu'ils assurent une meilleure cohérence entre les nombreuses branches de leur gouvernement, une meilleure participation de leurs citoyens, et qu'ils ne se focalisent pas uniquement sur la croissance économique. Pourtant, il ne suffit pas d'élaborer des SNDD, aussi complètes soient-elles, pour être sûr d'atteindre leurs objectifs. La réussite dépend à chaque fois de la façon dont les stratégies sont traduites en lois et en règlements, et de la façon dont les différents paliers (local, régional et national) de gouvernement parviennent à les appliquer.

Mais qu'est-ce que « gouverner » ? Il est tentant de croire que la gouvernance du développement durable se résume à fixer des objectifs, puis à mettre en place une série de mesures et d'organismes chargés de les appliquer. La réalité est tout autre. Quasiment tous les aspects de l'économie et de la société – et les ressources physiques dont elles dépendent – influent sur la durabilité. On ne peut donc obtenir de résultats qu'en jouant sur un nombre infini d'interactions relevant d'échelles temporelles diverses et d'importances différentes. Or, nous commençons tout juste à élaborer les indicateurs, les méthodes de mesure et les modèles d'évaluation nécessaires pour faire la lumière sur ces interactions.

Aucun modèle, aussi solide soit-il, aucune prévision, aussi perspicace soit-elle, ne peut nous apprendre tout ce que nous voudrions savoir. C'est une incertitude à laquelle doivent faire face les gouvernements qui cherchent à mettre en œuvre la durabilité. Leurs objectifs doivent être durables, mais les stratégies et les instruments qu'ils utilisent pour les atteindre doivent l'être eux aussi. Il faut qu'ils soient suffisamment rigoureux pour être efficaces, mais aussi suffisamment souples pour s'adapter à l'évolution des circonstances et des priorités. Devant cette incertitude, la gouvernance elle-même doit être durable.

Pour en savoir plus

OCDE

Sur l'Internet

Pour une introduction aux travaux de l'OCDE sur le développement et la gouvernance, visitez www.oecd.org/developpementdurable et www.oecd.org/gouvernance.

Publications

Institutionalising Sustainable Development (2007, uniquement en anglais)

« Institutionnaliser » le développement durable consiste à intégrer dans l'action publique à long terme. Cet ouvrage contient des recommandations pour mener à bien cette institutionnalisation.

Subsidy Reform and Sustainable Development: Political Economy Aspects (2007, uniquement en anglais)

Éliminer les subventions non durables exige des approches exhaustives jouissant d'un soutien politique au plus haut niveau, dont les effets potentiels sur toutes les parties sont établis avec transparence, cohérentes sur le long terme et, souvent, s'accompagnant d'aides financières transitoires. S'appuyant sur des études de cas sectorielles, cet ouvrage montre que le changement des politiques structurelles dépend en grande partie de la bonne gouvernance.

Subsidy Reform and Sustainable Development: Economic, Environmental and Social Aspects (2006, uniquement en anglais)

Ce rapport examine les approches suivies pour évaluer les subventions et les taxes associées, en s'appuyant sur des expériences nationales de réforme des subventions dans divers secteurs (agriculture, pêcheries, industrie et transports).

La performance environnementale de l'agriculture: Panorama (2008)

Ce rapport présente un examen unique

et exhaustif de la performance environnementale de l'agriculture dans les pays de l'OCDE depuis 1990. Il couvre des thèmes environnementaux clés (notamment sol, eau, air et biodiversité) et analyse les évolutions récentes des politiques des 30 pays de l'OCDE.

Power to the People? Building Open and Inclusive Policy Making (à paraître en 2008)

Cet ouvrage dresse le tableau des nouvelles pratiques visant à rendre les processus de décision plus ouverts et inclusifs, tout en exposant les points de vue des acteurs de premier plan dans ce domaine. Il contient également un ensemble de principes de base pour faciliter la mise en pratique.

Environmentally Harmful Subsidies: Challenges for Reform (2005, uniquement en anglais)

À travers des analyses sectorielles (agriculture, pêcheries, eau, énergie et transports), cet ouvrage propose une approche fondée sur une liste de contrôles pour identifier et évaluer les subventions potentiellement nuisibles. Il identifie également les tensions et conflits susceptibles d'influer sur les politiques en la matière.

Autres lectures conseillées

Cadre d'action de l'OCDE pour des politiques de l'environnement efficaces et efficientes (2008): www.oecd.org/envmin2008-fr

Stratégies nationales de développement durable: Bonnes pratiques dans les pays de l'OCDE (2006): www.oecd.org/developpementdurable

Agriculture et environnement: Enseignements tirés de dix ans de travaux de l'OCDE (2004): www.oecd.org/tad/en

Références

Chapitre 1

- Diamond, J. (2005), *Collapse: How Societies Choose to Fail Or Succeed*, Penguin, New York.
- Maddison, A. (2001), *L'économie mondiale: Une perspective millénaire*, Études du Centre de développement, Éditions OCDE, Paris.
- OCDE (2003), *Les risques émergents au XXI^e siècle: Vers un programme d'action*, Éditions OCDE, Paris.
- OCDE (2005), « Préserver la biodiversité et promouvoir la sécurité biologique », *Synthèses de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris.
- OCDE (2007), « 2007 Annual Report on Sustainable Development Work in the OECD », www.oecd.org/dataoecd/38/21/40015309.pdf.
- OCDE (2007), *Institutionalising Sustainable Development*, OECD Sustainable Development Studies, Éditions OCDE, Paris.
- PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement) (2007), *Rapport mondial sur le développement humain 2007/2008: La lutte contre le changement climatique: un impératif de solidarité humaine dans un monde divisé*, Éditions La Découverte, Paris.

Chapitre 2

- CMED (Commission mondiale sur l'environnement et le développement des Nations Unies) (1989), *Notre avenir à tous: Rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement*, Éditions du fleuve, Montréal.
- Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (1992), *Action 21: Sommet de la Terre*, Division du développement durable, Nations Unies, New York, www.un.org/esa/sustdev/documents/agenda21/french/action0.htm.
- OCDE (2001), *Développement durable: Les grandes questions*, Éditions OCDE, Paris.
- OCDE (2006), « Promouvoir le développement durable à l'OCDE », *Synthèses de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris.

OCDE (2007), «OECD Contribution to the United Nations Commission on Sustainable Development 15: Energy for Sustainable Development », www.oecd.org/dataoecd/6/8/38509686.pdf.

OCDE (2008), «Gender and Sustainable Development: Maximising the Economic, Social and Environmental Role of Women », www.oecd.org/dataoecd/58/1/40881538.pdf.

Rollback Malaria Partnership (2008), site Internet, consulté le 5 septembre 2008, www.rollbackmalaria.org.

Chapitre 3

AIE (Agence internationale de l'énergie) (2007), *World Energy Outlook: China and India Insights*, Éditions OCDE, Paris.

CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement) (2008), *Development and Globalization: Facts and Figures*, Nations Unies, New York.

FMI (Fond monétaire international) (2006), *Ghana: Poverty Reduction Strategy Paper Annual Progress Report*, IMF Country Report 06/226, FMI, Washington, DC.

OCDE (2005), *Biens et services environnementaux: Pour une ouverture des marchés au service de l'environnement et du développement*, Études de l'OCDE sur la politique commerciale, Éditions OCDE, Paris.

OCDE (2005), «Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement », www.oecd.org/cad/efficacite/declarationdeparis.

OCDE (2005), «Préserver la biodiversité et promouvoir la sécurité biologique », *Synthèses de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris.

OCDE (2006), «Cadre pour une action commune autour d'objectifs partagés », adopté par les ministres du Développement et de l'Environnement des pays de l'OCDE, Paris, le 4 avril 2006, www.oecd.org/minepoccad2006.

OCDE (2006), «Déclaration sur la prise en compte de l'adaptation au changement climatique dans la coopération pour le développement », adopté par les ministres du Développement et de l'Environnement des pays de l'OCDE, Paris, le 4 avril 2006, www.oecd.org/minepoccad2006.

- OCDE (2006), *Dynamiser les échanges: Les enjeux du développement dans le système commercial multilatéral*, Études de l'OCDE sur la politique commerciale, Éditions OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *L'évaluation environnementale stratégique: Guide de bonnes pratiques dans le domaine de la coopération pour le développement*, Lignes directrices et ouvrages de référence du CAD, Éditions OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Rechercher la cohérence: Les pêcheries et les politiques de développement*, Éditions OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Coopération pour le développement, Rapport 2007*, Revue de l'OCDE sur le développement, vol. 9, n° 1, Éditions OCDE, Paris.
- OCDE (2008), « Agriculture: Améliorer la cohérence des politiques au service du développement », *Synthèses de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2030*, Éditions OCDE, Paris.
- OCDE et OMC (Organisation mondiale du commerce) (2007), « Aid for Trade at a Glance 2007 », www.oecd.org/dac/trade/aft.
- PNUD (2000), *Les objectifs du Millénaire pour le développement*, Nations Unies, adopté lors du Sommet du millénaire des Nations, New York, les 6-8 septembre 2000.
- PNUD (2007), *Rapport mondial sur le développement humain 2007/2008: La lutte contre le changement climatique: un impératif de solidarité humaine dans un monde divisé*, Éditions La Découverte, Paris.
- PNUD (2008), « MDG Monitor: Tracking the Millennium Development Goals », site Internet, www.mdgmonitor.org/goal1.cfm, consulté le 5 septembre 2008.

Chapitre 4

- AIE (2008), *Energy Technology Perspectives 2008: Scenarios and Strategies to 2050*, Éditions OCDE, Paris.
- Bates, B.C., Z.W. Kundzewicz, S. Wu et J.P. Palutikof, éd. (2008), « Climate Change and Water », un rapport technique du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, Secrétariat GIEC, Genève.

- CMED (Commission mondiale sur l'environnement et le développement des Nations Unies) (1989), *Notre avenir à tous : Rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement*, Éditions du fleuve, Montréal.
- FAO (L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) (2008), Base de données Fishstat de la FAO/ONU, série de données globales sur la capture 1960-2006, consulté le 3 septembre 2008, www.fao.org/fishery/statistics/software/fishstat/fr.
- G8 (2005), « Changement climatique, énergie propre et développement durable », Communiqué du G8, Gleneagles, le 8 juillet.
- Gurría, A. (2007), « The Economics of Climate Change: The Fierce Urgency of Now », Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, Bali, Indonésie, le 12 décembre 2007.
- Juniper Research (2008), « The “great unbanked” to drive mobile finance market », Juniper Research, 17 juin 2008, www.juniperresearch.com.
- OCDE (2006), « Stratégies nationales de développement durable: Bonnes pratiques dans les pays de l'OCDE », www.oecd.org/dataoecd/58/39/36655852.pdf.
- OCDE (2008), « Changement climatique: Relever le défi à l'horizon 2050 », *Synthèses de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2030*, Éditions OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Teaching Sustainable Development*, Éditions OCDE, Paris, à paraître.
- Wray, R. (2008), « Cash in hand: why Africans are banking on the mobile phone », *The Guardian*, le 17 juin 2008, www.guardian.co.uk.

Chapitre 5

- Cobbing, M. (2008), « Toxic Tech: Not in our Backyard », Greenpeace International, Pays-Bas, www.greenpeace.org/raw/content/usa/press-center/reports4/toxic-tech-not-in-our-backyard.pdf.
- Nokia Corporation (2005), « Integrated Product Policy Pilot Project Stage I Final Report: Life Cycle Environmental Issues of Mobile Phones », Nokia, Oospoo, http://ec.europa.eu/environment/ipp/pdf/nokia_mobile_05_04.pdf.

- OCDE (2000), *Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales : Révision 2000*, Éditions OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *L'économie politique des taxes liées à l'environnement*, Éditions OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Measuring Sustainable Production*, OECD Sustainable Development Studies, Éditions OCDE, Paris.
- OCDE (2008), «Promoting Sustainable Consumption: Good Practices in OECD Countries », www.oecd.org/dataoecd/1/59/40317373.pdf.
- OCDE (2008), Responsabilité des entreprises, site Internet de la Direction des affaires financières et des entreprises de l'OCDE, consulté en août 2008, www.oecd.org/daf/investment/cr.
- University of Twente, UNESCO-IHE Institute for Water Education (2008), site Internet de Water Footprint Network, www.waterfootprint.org, consulté le 28 août 2008.
- World Resources Institute (2005), *Millennium Ecosystem Assessment: Ecosystems and Human Well-being*, Island Press, Washington, DC.
- WRAP (Waste & Resources Action Programme) (2008), site Internet, www.wrap.org.uk, consulté le 15 août 2008.

Chapitre 6

- Barroso, J. M. (2007), «Beyond GDP: Opening Speech», conférence internationale «Au-delà du PIB: mesurer le progrès, la richesse et le bien-être véritables des nations», Bruxelles, le 19 novembre, www.beyond-gdp.eu/download/barroso_speech.pdf.
- Boarini, R., Å. Johansson and M. M. d'Ercole (2006), «Alternative Measures of Well-Being », *Documents de travail de l'OCDE sur les affaires sociales, l'emploi et les migrations*, n° 33, Éditions OCDE, doi:10.1787/713222332167.
- Commission européenne (2008), Sustainability A-Test, Sixième programme-cadre, site Internet, www.SustainabilityA-Test.net.
- OCDE (2004), *Measuring Sustainable Development: Integrated Economic, Environmental and Social Frameworks*, Éditions OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Handbook on Constructing Composite Indicators: Methodology and User Guide*, édition 2005, Éditions OCDE, Paris.

- OCDE (2006), *Statistics, Knowledge and Policy: Key Indicators to Inform Decision Making*, Éditions OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Statistics, Knowledge and Policy 2007: Measuring and Fostering the Progress of Societies*, Éditions OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Conducting Sustainability Assessments*, OECD Sustainable Development Studies, Éditions OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Handbook on Constructing Composite Indicators: Methodology and User Guide*, Éditions OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Panorama des statistiques de l'OCDE 2008: Économie, environnement et société*, Éditions OCDE, Paris.
- OCDE (2008), Programme de l'OCDE pour la construction et l'équipement de l'éducation, site Internet, www.oecd.org/edu/facilities, consulté le 2 septembre 2008.
- ONU/OCDE/Eurostat, Groupe de travail sur les statistiques du développement durable (2008), « Measuring Sustainable Development », Paris, à paraître.
- Ouroussoff, N. (2007), « Why are they greener than we are? », *New York Times Magazine*, le 20 mai 2007, www.nytimes.com/2007/05/20/magazine/20europe-t.html?emc=eta1.
- Teachernet (2008), site Internet de Sustainable Schools, www.teachernet.gov.uk/sustainableschools, consulté en août 2008.
- US Green Building Council (2008), site Internet, www.usgbc.org, consulté en août 2008.
- Walker, E. (2008), « Too cool for school: Britain's most Eco-friendly building », *The Independent*, le 10 avril 2008, www.independent.co.uk/environment/green-living/too-cool-for-school-britains-most-ecofriendly-building-806892.html.

Chapitre 7

- BBC News (2007), « Quick Guide: Biofuels », BBC News, le 25 janvier 2007, <http://news.bbc.co.uk/1/hi/sci/tech/6294133.stm>.
- Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (1992), *Action 21: Sommet de la Terre*, Division du développement durable, Nations Unies, New York, www.un.org/esa/sustdev/documents/agenda21/french/action0.htm.

- Dickens, C. (1850), *Oliver Twist*, Lea & Blanchard, Philadelphia.
- Harrabin, R. (2008), « EU rethinks biofuels guidelines », BBC News, le 14 janvier 2008, <http://news.bbc.co.uk/1/hi/world/europe/7186380.stm>.
- OCDE (2003), *The Environmental Performance of Public Procurement: Issues of Policy Coherence*, Éditions OCDE, Paris.
- OCDE (2004), « Agriculture et environnement : enseignements tirés de dix ans de travaux de l'OCDE », www.oecd.org/dataoecd/15/46/33914112.pdf.
- OCDE (2005), *Environmentally Harmful Subsidies: Challenges for Reform*, Éditions OCDE, Paris.
- OCDE (2005), « Principes directeurs de l'OCDE pour la qualité et la performance de la réglementation », www.oecd.org/dataoecd/3/51/36328053.pdf.
- OCDE (2006), *L'économie politique des taxes liées à l'environnement*, Éditions OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Subsidy Reform and Sustainable Development: Economic, Environmental and Social Aspects*, OECD Sustainable Development Studies, Éditions OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Villes, compétitivité et mondialisation*, Examens territoriaux de l'OCDE, Éditions OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Institutionalising Sustainable Development*, OECD Sustainable Development Studies, Éditions OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Suivi et évaluation 2007*, Éditions OCDE, Paris.
- OCDE (2007), « Stratégies nationales de développement durable : Bonnes pratiques dans les pays de l'OCDE », www.oecd.org/dataoecd/58/42/36655769.pdf.
- OCDE (2007), *Subsidy Reform and Sustainable Development: Political Economy Aspects*, OECD Sustainable Development Studies, Éditions OCDE, Paris.
- OCDE (2008), « An Economic Assessment of Biofuel Environmental Policies », www.oecd.org/dataoecd/19/62/41007840.pdf.
- OCDE (2008), *Environmental Performance of Agriculture at a Glance*, Éditions OCDE, Paris.

OCDE (2008), *Power to the People? Building Open and Inclusive Policy Making*, Éditions OCDE, Paris, à paraître.

Rosenthal, E. (2008), «Once a Dream Fuel, Palm Oil May Be an Eco-Nightmare», *The New York Times*, le 31 janvier 2008, www.nytimes.com/2007/01/31/business/worldbusiness/31biofuel.htm.

Sinclair, U. (1906), *The Jungle*, Doubleday, Page & Company, New York.

Swedish Ministry of the Environment (2004), *A Swedish Strategy for Sustainable Development: Economic, Social and Environmental*, Government communications 2003/04:129, www.sweden.gov.se/content/1/c6/02/52/75/98358436.pdf.

Maquette : Rampazzo.

Réalisation : SG Production.

Crédits photos :

Couverture © florintt – Fotolia.com.

Images ; pp. 8-9 © Comstock/Corbis;

pp. 22-23 © 2008 JupiterImages Corporation;

pp. 40-41 © 2008 JupiterImages Corporation;

pp. 86-87 © 2008 JupiterImages Corporation;

pp. 112-113 © Philip J. Brittan/Photographer's Choice RF/
Gettyimages;

pp. 130-131 © Comstock/Corbis.

LES ÉDITIONS DE L'OCDE, 2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16
IMPRIMÉ EN FRANCE
(01 2008 12 2 P) ISBN 978-92-64-05576-6 – n° 56454 2008

Le développement durable

**À la croisée
de l'économie,
de la société et
de l'environnement**

Le « développement durable » est aujourd'hui sur toutes les lèvres, mais que signifie exactement cette expression ? Comment la production et la consommation influent-elles sur la durabilité ? La mondialisation de l'économie est-elle un atout ou un handicap pour le développement durable ? Peut-on le mesurer à l'aide des outils traditionnels de l'analyse économique ? Et comment les gouvernements, les entreprises et les citoyens peuvent-ils le promouvoir ?

Pour répondre à ces questions fondamentales, cet ouvrage s'appuie sur tout l'éventail de données, de recherches et de recommandations stratégiques qu'offre l'OCDE en matière de développement durable, dans des domaines aussi divers que le changement climatique, la coopération avec les pays en développement ou la responsabilité sociale des entreprises. Comment le développement peut-il être durable ? La réponse proposée ici est à la fois simple et riche de défis : il doit reposer simultanément sur les trois piliers que sont l'économie, la société et l'environnement.

Dans la même collection :

Le capital humain, 2007

Les migrations internationales, à paraître

Le commerce international, à paraître

www.oecd.org/lesessentiels

éditions **OCDE**
www.oecd.org/editions

ISBN 978-92-64-05576-6
01 2008 12 2 P

